

# **LES ACTIVITÉS DE L'ICOMOS**

---

**ICOMOS ACTIVITIES**

## Sommaire

### Contents

---

#### UTE SCHWARZENBERGER

Rapport sur les activités du Comité national ICOMOS de la R.D.A. pour la période de 1970 à 1974 ..... 159

Report on the Activities of the ICOMOS National Committee of the GDR for the Period 1970 to 1974 ..... 163

---

#### HELMUT STELZER

Rapport sur les activités du Comité national ICOMOS de la R.D.A. pour les années 1974-1976 ..... 166

Report on the Activities of the ICOMOS National Committee of the GDR in the Years 1974 to 1976 ..... 168

Bref Rapport: Conférence Internationale d'Experts concernant les questions de la conservation de la pierre ..... 169

Brief Report: International Conference of Experts on the Conservation of Stone ..... 172

---

Rapport d'activité des Comités de l'ICOMOS en 1975-1976 ..... 175

Rapports des Comités internationaux spécialisés ICOMOS et résolutions adoptées aux colloques ICOMOS ..... 183

IVème Assemblée générale de l'ICOMOS ..... 196

Contenu des publications de l'ICOMOS ..... 196

---

Report on Activities of ICOMOS National Committees, 1975-1976 ..... 198

Reports from International Specialized Committees and Resolutions Adopted at ICOMOS Symposia ..... 205

IVth ICOMOS General Assembly ..... 217

Contents of ICOMOS Publications ..... 218

---

UTE SCHWARZENBERGER

## Rapport sur les activités du Comité national ICOMOS de la R.D.A. pour la période de 1970 à 1974

La République Démocratique Allemande est riche en trésors culturels. Cet héritage culturel comprend tout ce qui nous a été transmis comme témoignages matériels et spirituels de la créativité humaine. La multitude des monuments historiques et artistiques en fait aussi partie. La tâche de l'entretien des monuments est de les conserver, de les entretenir et de les intégrer dans la vie de notre société actuelle. Le besoin de rencontrer l'histoire et ses témoignages visibles se manifeste de plus en plus, en particulier parmi les jeunes. Les monuments aident à former la conscience historique, ils représentent des relations avec les événements historiques, mais ils mettent aussi en évidence les rapports entre les tâches sociales de l'époque de leur création et les solutions artistiques et techniques que leurs créateurs leur ont apportées. Ils constituent ainsi des critères pour la capacité actuelle de revivre les événements et pour la faculté actuelle de juger.

L'entretien des monuments a sa place attribuée dans la politique culturelle de notre Etat. C'est la loi sur la «conservation des monuments en R.D.A.», du 19 juin 1975, qui en forme la base.

Depuis 1970, la République Démocratique Allemande est membre de l'ICOMOS. Son Comité National se composait, pour la plus grande partie, de collaborateurs dirigeants de l'Institut pour l'Entretien des monuments qui, de ce fait, assurait pour l'essentiel le travail de l'ICOMOS de R.D.A. Ce comité prend part aux solutions des tâches d'entretien des monuments en R.D.A. Une des ses tâches principales a été sa collaboration à la loi sur l'entretien des monuments.

L'élaboration des dossiers méthodiques est constamment liée à l'entretien pratique des monuments.

Dans la période couverte par ce rapport, on a tenu deux congrès qui avaient pour contenu les questions des méthodes de l'entretien des monuments avec exemples à l'appui. Les pages qui suivent présenteront les résultats les plus importants.

### Session de travail de l'Institut pour l'Entretien des Monuments et du Comité national ICOMOS en 1971

En avril 1971 a eu lieu une session de travail de l'Institut pour l'Entretien des Monuments et du Comité National ICOMOS, à laquelle ont pris part des hôtes des Comités Nationaux ICOMOS venant d'autres pays européens. Cette session avait pour thème: «Relations entre l'utilisation sociale des monuments et leur restauration». Toutes les réflexions concernant la conservation et l'entre-

tien d'un monument ont pour point de départ l'intention de rendre ce monument utile à la formation politique et culturelle du plus grand nombre possible de citoyens. Le degré d'efficacité accessible dépend, d'une part, des propriétés du monument et de la marge comprise pour sa conservation et sa restauration et, d'autre part, des besoins sociaux concernant l'utilisation du monument et du laps de temps nécessaire pour l'adapter aux conditions d'utilisation.

Les méthodes de restauration ont été expliquées à l'aide d'exemples tels que la rénovation de la vieille ville de Görlitz, les travaux d'entretien effectués sur la cathédrale de Freiberg, sur l'Albrechtsburg de Meissen ou sur le monument technique de la mine d'argent «Alte Elisabeth» de Freiberg. Les constatations fondamentales suivantes concernant notre sujet furent formulées:

#### 1<sup>er</sup> principe

L'aspect extérieur d'un monument doit être reconstitué, autant que possible, dans ses formes et dans ses couleurs caractéristiques. Il faut donc conserver le tracé général et, le cas échéant, le reconstruire. Les monuments destinés à être visités exigent une restauration particulièrement soignée et, si nécessaire, la restitution de chaque détail de l'architecture extérieure qui est essentielle pour l'effet produit par l'édifice lorsqu'on le contemple de près. A ce point de vue, il faut également tenir compte de l'ancienne teinte de l'extérieur du bâtiment. Le programme de l'aménagement socialiste de l'environnement exige entre autres des ensembles de bâtiments qui, dans leurs formes et leurs couleurs, soient aménagés de façon variée. Etant donné que les monuments doivent jouer un rôle important dans les centres de la vie sociale, il est souhaitable que leurs particularités et, pour une bonne part, leur teinte caractéristique participent à l'effet de l'ensemble.

Pour les édifices baroques, en particulier pour les façades crépies, on accepte en général la version colorée. Pour les édifices en pierre, notamment s'il s'agit de formes de la Renaissance ou de styles architecturaux encore plus anciens, il faut encore lutter, avant la reconstitution des couleurs, contre les vestiges de la vénération romantique pour les couleurs «naturelles» des matériaux de construction. Toutefois, le coloris surprenant qui a pu être reconstitué sur des édifices de la Renaissance, a finalement trouvé l'assentiment général.

#### 2<sup>e</sup> principe

La structure spatiale aménagée artistiquement doit être reconstituée dans la mesure du possible. A l'intérieur des

11. Les églises qui ne servent plus à des fins religieuses, doivent, selon les possibilités, obtenir un nouvel emploi dans la vie intellectuelle et culturelle, conformément à la valeur historique et architecturale du monument.

#### B. Mesures d'entretien des monuments

12. Dans le cas de l'utilisation nouvelle des monuments, il ne faut pas que la valeur en souffre. Ceci est également valable pour son environnement.

13. La conservation des monuments architecturaux commence par le renforcement constructif de sa structure, en évitant de mettre en danger sa substance architecturale par des interventions constructives décisives.

14. Au cours de la restauration, la mise à nu et l'adjonction de détails ou la reconstitution de relations historiques et d'effets artistiques d'ensemble doivent être considérées par rapport au caractère spécifique du monument et à son utilisation sociale.

15. Si un monument architectural doit servir à des manifestations culturelles particulièrement solennelles, on peut tenir compte du souhait de créer un aspect d'ensemble harmonieux.

16. Les pièces d'aménagement importantes qui font partie d'un monument depuis qu'il existe, sont d'une valeur inestimable pour son effet artistique. Leur restauration et leur reconstitution est un objectif primordial. Sous ce rapport, il faut également examiner si l'aménagement historique peut être complété par des pièces adéquates, provenant d'autres sources. Il faut toutefois vérifier si la sécurité et l'entretien compétent de l'aménagement historique peuvent être assurés par l'utilisateur.

17. Si des monuments architecturaux témoignent d'événements historiques, il est nécessaire de leur apporter une interprétation par des témoignages d'époque, des inscriptions, des représentations artistiques et des documentations de musées qui procurent des connaissances et provoquent une émotion intéressée.

#### C. Insertion de la nouvelle utilisation sociale

18. La nouvelle fonction sociale doit s'insérer judicieusement dans le cadre du monument architectural et augmenter son effet politique et culturel, tout en assurant sa protection et sa conservation.

19. Les conditions de l'utilisation fonctionnelle des différents locaux doivent être fixées par les organes responsables de l'entretien des monuments. Des normes sont à fixer pour l'aménagement et l'utilisation des salles de représentation. Des fonctions secondaires ne doivent être instituées que dans des secteurs subalternes de la substance historique de l'édifice.

20. Des constructions incorporées à l'édifice en faveur de nouveaux besoins fonctionnels ne doivent pas conduire à des pertes de la substance originale. S'il faut créer un supplément d'espace et que celui-ci ne puisse pas être aménagé dans des bâtiments annexes historiques, il faut alors de nouveaux bâtiments fonctionnels qui doivent être subordonnés à l'ensemble historique.

21. A la différence des édifices utilitaires modernes, l'effet historique d'une salle a la priorité absolue par rapport aux éléments modernes de l'aménagement. De nouvel aménagement, meubles, vitrines, rayons, œuvres d'art ou pièces de musée, ne doit jamais contraster avec l'effet historique de la salle. Il doit s'intégrer harmonieusement dans

l'architecture historique. Dans les édifices importants, il est à conseiller d'aménager une pièce réunissant la documentation sur le monument.

22. Les installations techniques doivent être installées d'une manière aussi peu visible que possible. Leur installation ne doit pas causer de préjudices à la substance historique et doit être disposée de telle sorte que leur fonctionnement n'influence pas négativement la conservation des œuvres d'art et d'architecture.

#### D. Aspects économiques particuliers

23. Une nouvelle utilisation découlant de la capacité constructive et fonctionnelle d'un édifice historique est aussi la plus favorable du point de vue économique.

24. Plus grande est la part de la structure originale des salles, de la charpente constructive existante et des détails architecturaux que l'on peut continuer à utiliser sans modifications, plus faibles sont les frais nécessaires à la nouvelle adaptation du monument architectural.

25. Lors de la restauration et de l'aménagement de monuments architecturaux, il est nécessaire de veiller à obtenir la qualité et la stabilité maximales, car de courts intervalles entre les restaurations sont défavorables sur le plan économique.

26. L'entretien permanent est la forme la plus économique pour conserver la valeur du monument et son utilisation sociale.

En plus de ces deux congrès avec leurs résultats, il faut mentionner l'intervention du président du Comité National ICOMOS de R.D.A., Monsieur le prof. dr. Ludwig Deiters, faite lors de l'Assemblée générale ICOMOS, en 1972, à Budapest, sur le thème: «Edifices historiques et modernisation de l'architecture intérieure – habiter dans des édifices historiques».

L'insertion des maisons d'habitation historiques dans la reconstruction de la vieille ville est une tâche importante qui impose des exigences déterminées. Parmi les nombreux édifices historiques de villes, seul un très petit nombre peut être exploité en tant que musées ou ouvert à d'autres utilisations publiques. La plupart des maisons de la vieille ville resteront des maisons d'habitation dans l'avenir et il faut les aménager conformément aux conditions de l'habitat de notre époque. Il en découle les exigences sociales fondamentales suivantes:

- En tant que monument architectural, l'édifice doit continuer à contribuer à l'ambiance caractéristique de la ville par son message historique et son effet artistique. C'est pourquoi il faut lui conserver son aspect extérieur.
- Conformément aux relations essentielles entre l'architecture extérieure et l'architecture intérieure, le monument architectural doit être remis en état et utilisé selon des points de vue d'entretien des monuments, si possible à l'intérieur également.

- Le monument architectural doit également être aménagé judicieusement, conformément aux conditions de logement de notre époque. Précisément pour le point numéro 3, le choix se situera souvent entre deux extrêmes, soit le maintien complet de l'architecture intérieure historique, dans la mesure où elle représente une valeur particulière, soit la reconstruction intégrale après la suppression de l'ancienne répartition des pièces, pour autant qu'il s'agisse de constructions ou de transfor-

mations ultérieures qui avaient fait disparaître presque entièrement la substance historique.

Nous pouvons citer comme autre activité de notre Comité National la coopération avec la Tchécoslovaquie dans le

transfert de l'église de Most. A cet effet, nous avons élaboré une expertise analysant les variantes pour le sauvetage de l'église et pour apporter une solution constructive de la variante «Déplacement de l'édifice» (Prof. dr. Ludwig Deiters; Dipl.-Ing. W. Preiss) ...

## Report on the Activities of the ICOMOS National Committee of the GDR for the Period 1970 to 1974

The German Democratic Republic has a rich cultural heritage consisting of material and spiritual testimonies of creative human endeavours. Part of this heritage is composed of historic and artistic monuments. It is the task of organizations for the conservation of monuments to preserve, maintain and incorporate them into present-day society. The desire for an encounter with history and its visible witnesses is becoming ever more apparent, particularly among young people. Monuments help to make people conscious of history, to create a relationship to historic events and to elucidate the connections between the social tasks during the period of their origin and the artistic and technical solutions found by their creators. Thus, they set the standards for our present day experiential ability and our sense of judgement.

The conservation of monuments has a firm place in the cultural policy of our country. It is based on the "Law for the Conservation of Monuments in the GDR" of 19th June 1975.

The German Democratic Republic has been a member of ICOMOS since 1970. The National Committee consists mainly of leading members of the Institute for the Preservation of Monuments which conducted most of the work of ICOMOS in the GDR. The Committee contributed to the solution of the problems connected with the preservation of monuments in the GDR. One of its main duties was to assist in the drafting of the Law for the Conservation of Monuments. The practical side of the conservation of monuments was always associated with the provision of the corresponding methodical records.

During the period under review two conferences were held. They dealt with the practical side of the preservation of monuments and with the experience gained in this connection. The most important results will be summarized in the following paragraphs.

### Conference of the Institute for the Preservation of Monuments and of the ICOMOS National Committee, 1971

A Conference of the Institute for the Preservation of Monuments and of the ICOMOS National Committee was held in April 1971 and it was attended by guests who had been invited from other European countries. The theme of the Conference was "The relationship between the social utilization and the restoration of architectural monuments".

The starting point of all considerations regarding the preservation and care of architectural monuments is the intention to make effective use of them for the political and

cultural education of as large a number of people as possible. The degree of effectiveness depends on the characteristics of the monument and the scope available for its preservation and restoration, as well as on the social requirements concerning its utilization and the extent to which it can be adapted to the conditions for its use. The restoration methods employed were illustrated by the examples of the restoration of the old part of Görlitz, the preservation work conducted on the cathedral at Freiberg, on the Albrechtsburg at Meissen and on the silver mine "Alte Elisabeth" at Freiberg. The following basic findings were obtained:

#### First basic principle

The exterior appearance of an architectural monument is to be restored as near as possible to its original form and colour; i. e. its contours are to be preserved and, if necessary, restored. The objects, however, demand particularly careful restoration and, if required, the supplementation of all details of the exterior architecture which are necessary for the impression created by the building when it is viewed at close range. The previous colour scheme must also be taken into account. The programme for the socialist development of the environment includes a demand for the variation of colour and form of ensembles of buildings. Since architectural monuments are expected to play an important role in the centres of social life, it is desirable that these are carefully integrated in all their originality and also in their characteristic colouration. Coloured surfaces on baroque buildings are generally accepted if these are plastered. But as far as stone buildings are concerned, particularly if these date back to the Renaissance or to an even earlier period, the restoration of the paint-work is still hampered by a romantic reverence towards the "natural" colours of building materials. However, the surprising degree of colour that has been restored to Renaissance buildings has finally won general acceptance.

#### Second basic principle

The artistically developed arrangement of the rooms is to be restored as far as possible. One of the first questions regarding the interior of buildings is the possibility of restoring rooms that were subsequently reduced in size and where the layout was altered. The restoration of the original layout is always desirable wherever later additions are of no value. In addition to the reconstruction of connecting openings and doors which determine the appearance of the rooms, the restoration of original windows is particularly desirable as the play of daylight has an important bearing on the spatial impression.

#### Third basic principle

The reconstruction of individual architectural elements that have become lost is desirable in the interest of the historical message and the artistic impact of the interior architecture. Rooms have been subject to constant alteration due to their specific uses. Additions that must be observed and preserved are those of artistic value which enrich the interiors or give them a new spatial experience. There is every justification to remove any valueless additions, as there is to restore original architectural elements that have been removed in the course of time if their location and form can be proved. Colour schemes also form part of the characteristic effect of interior architecture. From the standpoint of the impression created by a room it is very desirable to restore the original colour scheme right down to the recurring decorative details, provided that this can be established with sufficient accuracy.

#### Fourth basic principle

With regard to sculptures and paintings the value of the originals for research in the history of art, and the need for the artistic originality of every detail for aesthetical education, are of such significance that completeness is not the aim. This contrasts with architecture, as the art of creating rooms which can only be experienced if the layout and form of the rooms are present to a certain measure of completeness and regularity. Works of applied art are subject to detailed contemplation; details, even fragments are capable of conveying a great deal of information and of evoking emotions. Works of applied art need to be supplemented for their own sake only if particularly disturbing flaws have developed, for example on the faces and hands of figures of human beings. Usually, a moderate correction of such flaws, also regarding the basic colour, is sufficient. However, when works of this nature, particularly sculptures, form an indispensable part of the architecture, then completeness may be necessary here too. In such a case it is perfectly acceptable to set up a complete copy and to remove the incomplete original for transfer to a museum.

#### Fifth basic principle

The restoration of the various elements should result in a comprehensible entirety enabling viewers to experience the monument. Depending on its properties and the use to which it will largely be put, the question should be examined as to what kind of entirety this should be. It could be an artistic impression determined by its age, or an attempt to experience the architecture of an edifice, including its original colours, that has been once again fully restored. Finally, it could also be a matter of excavating and preserving valuable fragments to convey a museum-like impression. A decision in favour of one of these three concepts cannot be made subjectively, but only after a careful examination of all findings and possibilities of restoration in close co-operation between conservators and their partners. The final aim must be to ensure that all separate measures regarding preservation and restoration form part of one convincing overall solution.

#### Sixth basic principle

A synthesis must be found between the preservation of monuments and their practical use with due respect to the specific characteristics of the monument concerned.

The basis of such a synthesis is the choice of its practical use in conformity with the characteristics of the monument regarding its message and effect, its constructional and spatial peculiarities, and its site. By making use of the monument for society as a whole some of the rooms are opened to the public while others are reserved for functional use by the administration. One should draw up a rule according to which the more significant the exterior and interior architecture of a monument, the more public use should be made of it. Conversely, the less significant it is, the more use can be made of it for commercial or housing purposes, thus precluding the admission of the public. In the ideal situation all the valuable rooms will be open to the public for regular use, while in the opposite case only the monument's exterior will be retained.

It follows, therefore, that in a favourable case the interior rooms of such monuments can be devoted to special public use so that the new purpose of use can profit from the architectural characteristics of the original monument. In a less favourable case the historical interior architecture can be toned down in terms of colour or even masked. In the most unfavourable instance the interior will not be worth preserving, or it cannot be preserved, so that it can be replaced by a completely new interior.

#### Seventh basic principle

The use to which rooms are to be put will influence the purpose of restoration. Thus, if the rooms are to serve as a museum of history, as an exhibition of fragments dating from different periods, or if the interior is to be adapted as a festive hall, far reaching restoration will be necessary to achieve a uniform impression.

#### Eighth basic principle

The furnishings of a room that are worth preserving, particularly the furniture, will be determined by the use to which it will be put and by its characteristics. It is essential that they harmonize with the historical architecture. If the intended purpose has been correctly chosen and no excessive claims concerning effectiveness have been made, then this aim can be fulfilled. Three basic possibilities can be listed in this connection:

- a) Furnishing with period furniture that is unsuitable for use other than in a museum.
- b) The furnishing can be newly made to match period styles. Such a solution is justified when a complete furnishing is to be achieved, but such an approach must proceed with great care in terms of detail so as not to deteriorate into trash.
- c) The furnishings are designed in line with modern concepts. This implies a detailed discussion of the peculiarities of the rooms, combined with a thorough understanding of the design, and extreme restraint.

#### Symposium of the ICOMOS National Committee, 1974

A symposium was organized by the ICOMOS National Committee at Neubrandenburg and at Magdeburg in May 1974 with the participation of guests from several European countries. Its theme was "Questions regarding the new social uses of monuments".

A number of examples were given showing new forms of

the social use of architectural monuments. Thus the former Franziskanerkirche (church of the order of St. Francis) at Frankfurt/Oder is now being used as a concert hall; the former Johanniskloster (monastery of St. John) at Neubrandenburg was restored and now serves as a registrar's office; the castle at Güstrow is now a cultural centre also housing part of the collection of the museum of Schwerin. The Symposium was supplemented by an exhibition in the convent Liebfrauenkloster at Magdeburg which now used as a museum and cultural centre.

The appreciation of monuments and their use by society are inter-related. The recommendations emanating from this symposium are meant to help develop a method for the appropriate selection of monuments for social use.

#### *Recommendations for the new social use of architectural monuments*

##### A. General Aspects

1. The main aim of the conservation of such monuments is the preservation of their specific social use or the finding of new social uses for them.

2. Social use results in a large number of people being able to see the monument, to study its message, and to gain a personal impression. If an architectural monument and its rooms satisfies various cultural and material needs of society, the financial and material requirements for its preservation will be assured by several parties.

3. If the current use of an architectural monument is not in keeping with its dignity or with the cultural requirements of a socialist society a new, more sensible and intensive use must be sought. Particular attention must be paid to historical monuments whose traditional use has ended as a result of historic changes. In such a case important values are often being wasted and even lost for ever. In this event it is essential to safeguard the continuance of the monument.

4. Essential starting points for planning the wise social use of an architectural monument are its specific characteristics such as:

- The significance of a monument, i. e. regional, national or universal.
- The original substance and historical message connected with it.
- The artistic characteristics, both externally and internally, and its status in relation to its environment.
- Its construction and the layout of its rooms, and possibilities and limits of their functional and technical uses.

5. Equally essential for the choice of its use are the needs of society which can be linked to the peculiarities and site of the monument concerned. Wherever there are no possibilities for putting a monument to good use and for its restoration within the region where it stands, then the necessary interest should be aroused and the required funds raised beyond the boundaries of this region.

6. Three forms of social use of architectural monuments can be distinguished:

- For cultural activities
- For other forms of public use, i. e. government departments, public organizations, offices, schools, clubs, restaurants etc.

- For commercial and private use, i. e. workshops, dwellings etc.

The share of rooms accessible to the public declines rapidly from the first to the last form regarding the social uses mentioned above. This results in the rule that the greater the importance of a monument, the more public the form of its social use should be.

7. The choice of a new function for a monument must be examined within the framework of regional and town planning. Its existence may be an occasion for determining the location of public facilities, i. e. tourist centres, recreation areas, centres for cultural use, catering etc. Conversely, plans for the utilization of areas may provide the starting point for determining the planned use of monuments.

8. Monuments which can be considered as part of the world's cultural heritage are to be made accessible to international tourism as far as possible. Their appropriate restoration is a particular task of the cultural policy of those governments in whose territory they are located. A potential danger to the object due to excessive use, e. g. masses of visitors, should be taken into consideration.

9. A diversity of cultural use creates optimum conditions for the appreciation of the monuments.

10. The use and preservation of historic churches is of great significance to society for the purpose of studying history and for experiencing cultural events. This social use requires the preservation and restoration of the buildings and their furnishings.

11. Churches no longer serving their original purpose should, if possible, be put to new uses in the sphere of culture corresponding to the historical and architectural value of the monument.

##### B. Remarks concerning the measures

###### for the preservation of architectural monuments

12. If a monument is put to a new social use its value must not be impaired. This also applies to its environment.

13. The preservation of building monuments begins with the safeguarding of its structure. The substance of a monument must not be endangered by major constructional operations.

14. The uncovering or supplementation of details, or the restoration of historical associations and the over-all artistic impression, must be seen in relation to the monument's specific characteristics and its social utilization.

15. When an architectural monument is to serve cultural purposes, particularly festive events, the desire to achieve an over-all harmonious impression should be taken into account.

16. Major items of furnishing that have always belonged to the monument are of inestimable value to its artistic effect so that their restoration and reinstallation are of first-rate importance. The question as to whether the historic furnishings can be supplemented by suitable items from other sources also requires examination. Another matter which has to be observed is whether the user can guarantee the safety and expert care of the historic items.

17. Monuments that are to bear witness to historic events must be supplemented by contemporary references, inscriptions, artistic portrayals and documentation in order to convey knowledge and to arouse emotional interest.

#### C. Adaptation to new social uses

18. The new social functions should harmonize well with the monument, increase its cultural effectiveness and ensure its protection and continuity.

19. The conditions for the functional use of the various rooms should be specified by the authorities responsible for their preservation. Precise instructions must be given concerning the design and use of the more imposing rooms. Only the less important part of the historic building may be put to subsidiary uses.

20. Additions made in the interest of new functional requirements must not lead to a loss of the original structure. If additional space is needed that cannot be found in historical ancillary buildings then it will be necessary to erect new functional buildings that must be subordinated to the historical ensemble.

21. As opposed to modern functional buildings, the historical impression of the rooms has absolute priority over modern appointments. New furnishings, i. e. furniture, show cases, display stands, works of art or museum pieces, must never contrast with the historic impact of the room, but should blend with the historical architecture. For more important objects it is desirable to set up a separate room for the documentation of the history of the monuments.

22. As far as possible technical equipment should not be seen. It must be installed in such a manner that it does not affect the historical object and its operation, and must not have a detrimental effect on the preservation of the building and works of art.

#### D. Special economic aspects

23. A new use that proceeds from the constructional and functional potential of a historical building is simultaneously the most favourable one from the economic point of view.

24. The more that can be retained of the original plan of the rooms, of the constructional framework and of the architectural details without alteration, the lower the costs will be for the adaptation of a monument.

25. It is essential to insist on the best in terms of quality and durability in the restoration and furnishing of building monuments because restoration at frequent intervals is uneconomical.

26. Constant maintenance is the most economical way of preserving the value and social use of a monument.

In addition to these two conferences and their results, the contribution of the President of the ICOMOS National Committee of the GDR, Prof. Dr. Ludwig Deiters, to the General Assembly of ICOMOS, held in Budapest in 1972, should also be mentioned. It was presented under the title "Historical buildings and the modernization of interior architecture - Dwelling in historical building". The inclusion of historical dwelling houses in the reconstruction of old urban centres is an important task that gives rise to specific demands. Only a few of the many historical buildings in towns can be used as museums or for other public purposes. Most of the old town dwelling houses will continue to retain their original function so that they must be provided with the corresponding modern conveniences. This results in the following basic social demands:

- The building should, as a monument, continue to contribute to the character of its urban environment, and retain its historical message and artistic impression. That is why its exterior appearance must remain unchanged.
- In conformity with the principal relationships between exterior and interior architecture, all criteria concerning the preservation of monuments must be applied as far as possible to the interior of the building monument.
- Great care must be taken in equipping an architectural monument to comply with present-day living conditions. It will be precisely on this point (No. 3) that the decision will lie between two extremes. Firstly, should the historical interior architecture be retained in its entirety if this happens to be of particular value? Secondly, should complete reconstruction of the interior be necessary after the old arrangement of the rooms has been removed because it involved later additions or alterations which had eliminated the original historical substance?

Another activity of our National Committee worth mentioning is the cooperation with Czechoslovakia in moving the church at Most. For this purpose we prepared an expert opinion on different methods of preserving and moving the church. Its authors were Prof. Dr. Ludwig Deiters and W. Preiss, Dipl. Ing.

HELMUT STELZER

### Rapport sur les activités du Comité national ICOMOS de la R.D.A. pour les années 1974-1976

Les années 1974-1976 ont été pour le Comité national ICOMOS de la R.D.A. une période très active. Celle-ci commença par le colloque organisé avec succès en 1974 et qui avait pour thème la «Nouvelle utilisation sociale des monuments». Elle atteindra son point culminant lors de

la Conférence régionale internationale des pays de la région baltique, ayant pour thème «La reconstruction de centres urbains historiques avec la participation active de la jeunesse» qui se déroulera du 19 au 23/9/1977, à Rostock. En vue de préparer cette importante session ICOMOS,

une rencontre préparatoire de représentants des pays de la région baltique a eu lieu du 27 au 29/10/1975, à Stralsund (voir le rapport qui suit).

Au cours de la période située entre ces deux importantes manifestations, des décisions d'une grande importance ont été prises:

- la confirmation de la loi sur la conservation et l'ouverture au public des monuments de la République Démocratique Allemande par la Chambre du Peuple, le 19 juin 1975; loi sur laquelle des secteurs essentiels du travail de l'ICOMOS de notre Comité national s'appuieront à l'avenir. Des représentants du Comité national ICOMOS de la R.D.A. ont coopéré à l'élaboration et à la motivation du projet de loi, ainsi qu'à l'interprétation de la loi. Ils ont participé également à la formulation des dispositions d'application nécessaires.
- Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1975, le Comité national de R.D.A. dispose de son propre secrétariat. Ainsi a été créé un établissement qui est en mesure de faire face aux exigences accrues du travail ICOMOS de notre Comité national. Par les tâches croissantes de la conservation, de l'entretien et de l'utilisation des monuments, notamment en relation avec la vaste reconstruction de nos villes sur le plan de l'urbanisme en tant qu'objectif de la société socialiste, le travail du Comité national ICOMOS ne cessera, lui aussi, de s'élargir.

Au cours de la période mentionnée, le Comité national ICOMOS de R.D.A. a apporté sa contribution par la nomination de 21 délégués qui ont participé aux colloques, symposiums et sessions de l'ICOMOS en République Populaire de Pologne, en France, en R.F.A., en Belgique, en Italie, en U.R.S.S., en République Populaire de Bulgarie, aux Etats-Unis et en Tchécoslovaquie. Les représentants de la R.D.A. ont présenté des exposés sur les divers sujets en question en République Populaire de Pologne, en Italie, en République Populaire de Bulgarie, aux U.S.A. et en Tchécoslovaquie. A l'occasion du colloque organisé à Bruges sur le thème «La rénovation des villes historiques», notre Comité national a participé à l'exposition internationale de cette session par des exemples portant sur la reconstruction et la restauration des centres urbains historiques de Berlin, Weimar et Magdebourg.

En outre, le Comité national ICOMOS de R.D.A. a participé avec douze délégués à des manifestations de l'UNESCO, de l'ICOM, de la CIPA, du Centre International de la Conservation à Rome et de la BdA/DDR en Autriche, en France et en République Populaire de Pologne, en R.F.A., en Finlande et en R.D.A.

A la session de l'UNESCO pour la conservation des matériaux audio-visuels ayant une valeur culturelle, à Berlin, capitale de la R.D.A., le secrétaire du Comité national ICOMOS, de R.D.A. a représenté le Centre international pour la Conservation à Rome.

Le Comité national ICOMOS de R.D.A. a délégué, en 1975, un architecte et un restaurateur aux cours spéciaux du Centre-Rome, pour qu'ils puissent perfectionner leur qualification professionnelle.

Le Comité national ICOMOS de R.D.A. coopère d'une façon particulièrement étroite avec l'Institut pour l'entretien des monuments de R.D.A. C'est ainsi que notre Comité national organise chaque année la coopération entre les institutions d'entretien des monuments des pays socialistes. Cette coopération comprend l'échange d'envi-

ron vingt délégués participant à des congrès professionnels et autres formes de l'échange d'expérience.

Dans le cadre du travail accompli au sein de l'ICOMOS, nous accordons une importance particulière à l'interprétation des résultats de l'entretien de monuments en R.D.A. pour le travail international, du point de vue de la politique culturelle et scientifique. Le comité national ICOMOS de R.D.A. réalise cet objectif à l'échelon national, d'une part, en étroite coopération avec l'Institut pour l'entretien des monuments et, d'autre part, par l'intensification de la coopération avec d'autres établissements publics, non publics et sociaux, tels le Comité national de l'ICOM de R.D.A., la Ligue de la culture et l'Union des architectes de R.D.A., l'Association des beaux-arts de R.D.A., les écoles supérieures et professionnelles, les universités et différents ministères spécialisés.

Au centre du travail actuel se trouvent les problèmes de la reconstruction architecturale des villes en tant que problème de grande actualité; c'est particulièrement sous l'aspect de la participation active de la jeunesse qu'il acquiert une grande importance politique. La conservation de la pierre est considérée comme une tâche fondamentale de l'entretien des monuments et comme une contribution importante apportée à la sauvegarde constructive des monuments architecturaux.

C'est à ces deux tâches principales que sont consacrés aussi les deux congrès de 1976 et de 1977. La consultation d'experts, organisée en commun, en 1976, par les Comités nationaux de l'ICOMOS et de l'ICOM de R.D.A., à Dresde, était placé sous le thème de l'«Elaboration de critères concernant les exigences posées aux agents de conservation de la pierre». Ce congrès fait suite à la consultation de l'UNESCO pour la conservation de la pierre, qui s'est tenu en octobre 1975, à Paris. Les recommandations élaborées et approuvées par la consultation de Dresde (voir à ce propos le rapport qui suit) représentent un maillon important dans l'ensemble des tâches posées sur le plan international par l'UNESCO, le Centre ICOMOS de Paris, l'ICOM et le Centre international pour la conservation à Rome, sur le thème «Conservation de la pierre». Pour le travail spécialisé, en R.D.A., ce congrès a apporté de précieux dossiers pour le développement et l'utilisation d'agents de conservation de la pierre sur des monuments précieux et menacés.

Le résultat de cette consultation d'experts, à Dresde, rencontrera un grand intérêt sur le plan international, d'autant plus que l'importance, dans le cadre de l'économie nationale, de la conservation de la pierre pour la reconstruction et la conservation du matériau, ancien et aussi nouveau, dans chaque pays, déborde le cadre des répercussions méthodiques et économiques dans l'entretien des monuments.

Avec la Conférence internationale des pays de la région baltique, qui doit se tenir à Rostock, en 1977, sur le thème «La reconstruction de centres urbains historiques avec la participation active de la jeunesse» (voir à ce propos le rapport qui suit), notre Comité national ICOMOS apportera une contribution de caractère international au travail de l'ICOMOS et de l'UNESCO. L'expérience et les connaissances importantes, acquises dans le domaine de la reconstruction de la vieille ville, doivent être rassemblées dans une »Recommandation de Rostock«. Celle-ci doit apporter des suggestions et trouver emploi dans la trans-

Le développement de l'architecture et de la sculpture se caractérise depuis son origine par une confrontation sur le plan de la technique du travail et sur le plan artistique avec ce matériau qu'est la pierre. Jusqu'au début de l'ère industrielle, la pierre a joué un rôle décisif en tant que matériau de construction, car elle est relativement facile à travailler et peut, par ses propriétés, répondre d'un façon idéale aux conditions de réalisation rencontrées à chaque époque.

La conservation des exemples les plus précieux de l'architecture et de l'art plastique est un objectif de portée mondiale pour l'entretien des monuments. A ce point de vue, les influences néfastes à la pierre naturelle, sans cesse plus nombreuses, provenant de la technicisation de l'environnement, et l'âge croissant des édifices entraînent des problèmes de conservation et de restauration toujours plus grands. Des branches de l'industrie du bâtiment et de l'industrie chimique sont placées, en collaboration avec les institutions spécialisées dans l'entretien des monuments, devant des tâches qui ne peuvent être mesurées en utilisant les proportions économiques courantes. Mais, étant donné l'importance nationale et la grande valeur artistique internationale des monuments, ce fait peut se justifier à partir du moment où la société humaine se base sur la mission qu'elle a d'entretenir ces œuvres d'art et de les transmettre aux générations futures. Selon leurs tâches tout à fait spéciales, l'entretien des monuments, la chimie et l'industrie du bâtiment en assument en commun la responsabilité.

La conservation de monuments de l'histoire et de la culture dont la substance est essentiellement la pierre naturelle et des matériaux apparentés, s'effectue dans le cadre de l'entretien des monuments sur la base des règles de la restauration des œuvres d'art. Dans sa partie technique, elle comprend de nombreuses analyses et opérations faisant intervenir aussi bien des produits chimiques au sens le plus large du terme que des matériaux de construction spéciaux de l'industrie générale du bâtiment.

### 1. Causes de détérioration

La substance des monuments présente des détériorations qui peuvent être imputées en général à trois influences principales.

#### - Défauts du matériau pierreux

Solidité insuffisante ou mélange altérant la résistance. Trop haut pouvoir d'absorption d'eau, fragilité du matériau vis-à-vis des influences climatiques et chimiques.

#### - Utilisation incorrecte du matériau pierreux

Le non respect des règles générales de l'architecture et de la taille de la pierre, notamment la surcharge statique, entraîne des ruptures.

Des détériorations provoquées par des surcharges et par les intempéries sont favorisées lorsque la pierre présentant une différence des couches ou une texture schisteuse n'est pas incorporée en couches.

Une protection déficiente contre l'humidité ascendante et l'action de l'air atmosphérique entraînent des détériorations physiques, chimiques et biologiques.

Les matériaux d'assemblage non appropriés, comme fer, mortier au ciment, provoquent des éclatements.

#### - Attaques extérieures

Les processus atmosphériques (eau, gel, variations de

températures, érosion éolienne etc ...) déclenchent un défrittement à long terme du matériau pierreux. La pollution de l'air accélère les réactions dans le matériau pierreux et entraîne des destructions locales, et, parfois même, la désagrégation totale de la pierre.

### 2. Les méthodes de la protection des bâtiments, condition préalable pour la conservation de la pierre

Pour parer aux causes de détérioration citées plus haut, il faut observer en général les conditions suivantes, dans le cadre des tâches d'entretien des monuments.

- Le matériau à conserver qui se trouve dans l'ensemble de la construction doit être soutenu, le cas échéant, par des mesures constructives et statiques.
- En vue de la protection contre l'humidité de l'atmosphère, du sous-sol ou provenant de processus de condensation et de diffusion, il faut prendre des mesures de protection spéciales:  
couvrir avec compétence les toits, chapiteaux de murs, appuis de fenêtres, moulures de fenêtres, isolation thermique, chauffage, aération appropriés aux conditions physiques de la construction  
écoulement de l'eau superficielle et, le cas échéant protection contre l'humidité du sol.
- S'il est inévitable de procéder à des échanges, il faut utiliser un matériau pierreux qui, par sa composition et sa structure, par sa porosité et sa couleur, ainsi que par ses propriétés de solidité et d'élasticité soient identiques ou analogues à la pierre (originale) attenante. Le matériau de remplacement doit acquérir une patine identique ou analogue à celle de l'original. A ce point de vue, il faut éviter autant que possible les défauts mentionnés au chapitre II.
- Le mortier des joints doit être élastique de manière à ce que les pointes de tension d'origine statique et thermique soient supprimées.
- Les mesures de protection peuvent aussi s'étendre à l'environnement de l'édifice:  
maintien de l'équilibre hydrostatique dans le terrain de fondation  
empêcher les ébranlements, le cas échéant atténuer l'érosion éolienne et l'influence thermique en plantant des arbres et en cultivant l'environnement.

### 3. Exigence posée à la conservation de la pierre

Le monument est inséparable de l'histoire, dont il est le témoin, et de l'environnement au sein duquel il a été placé. Il faudrait s'efforcer de maintenir le monument à son emplacement d'origine.

Son message et son action artistiques et historiques ne doivent pas être altérés par la conservation. Si des adjonctions sont nécessaires, elles sont soumises aux mêmes principes esthétiques et de restauration que ceux qui sont valables pour la garantie de l'exploitation scientifique et culturelle de toutes les œuvres d'art.

Exigences à poser au point de vue chimique et physique

Durant les travaux de conservation de la pierre, il est nécessaire d'effectuer diverses opérations. Ce sont le net-

toyage des surfaces de la pierre – la consolidation des zones sableuses et crevassées – l'obturation de fissures et de joints – le rabotement et la reconstitution de pièces – la réduction de l'absorption d'eau et la protection de la surface contre les autres influences de l'environnement. Pour tous ces processus, nous disposons d'une expérience remontant en partie à plusieurs années; à ce point de vue, on a pu établir que certains des produits chimiques utilisés ont apporté tout d'abord des avantages, mais, par la suite, également des inconvénients pour les objets traités. Par exemple, le traitement de monuments et d'édifices en pierre à l'aide de fluates et de verre liquide, sans avoir effectué auparavant des examens différenciés sur la pierre même, ont entraîné ultérieurement de grands dommages. Ceux-ci provenaient entre autres de la formation de sels par des réactions secondaires ainsi que des migrations de ces sels dans le réseau capillaire de la pierre sous l'influence de l'humidité ou de l'hygroscopité des sels mêmes. Egale-ment l'utilisation non contrôlée de combinaisons organiques, de hauts polymères, de cires et autres produits a causé des dommages consécutifs à la dégradation due au vieillissement des produits mêmes, ainsi que par des concentrations superficielles qui se sont produites et par la formation de croûtes et d'écaillles. Ces connaissances nous ont appris qu'une analyse approfondie des conditions dans lesquelles se trouve et se trouvera plus tard l'objet à conserver, ainsi que les propriétés du matériau de la pierre en question et des produits à utiliser, doit constituer la base absolument nécessaire de toute mesure. C'est ainsi que, par exemple, des produits chimiques qui sont utilisables à l'intérieur, sont inappropriés dans les conditions climatiques de l'extérieur. Le succès d'une mesure effectuée ne dépend donc pas que des propriétés des produits utilisés, mais aussi de leur utilisation judicieuse. Dans ces conditions et compte tenu de l'expérience acquise jusqu'ici, on peut établir les exigences fondamentales suivantes pour les produits chimiques utilisés dans la conservation de la pierre:

- Les matériaux doivent, dans une large mesure, être résistants au vieillissement, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas, sauf dans des limites réduites, subir d'altérations causées par l'influence temporelle de forces chimiques et physiques de l'extérieur. A ce point de vue, il est important que surtout les agents de conservation à base organique aient une grande résistance climatique et qu'ils soient capables de résister aux influences des rayonnements, notamment à l'ultraviolet. Car, dans tous les processus en question, les propriétés des produits peuvent être modifiées, l'aspect optique des monuments peut aussi s'altérer.
- Les matériaux doivent présenter des qualités optimales au point de vue de leur compatibilité avec le matériau de construction à conserver. Le matériau lui-même ou des réactions secondaires avec le matériau de construction même ou avec les composants de l'atmosphère ne doivent pas engendrer de produits de réaction nocifs. Ce sont notamment la formation de sels, la transformation de ces sels en divers états de cristallisation et les destructions de la pierre en découlant qui sont importantes.

- Dans le cas idéal, les matériaux doivent pouvoir être éliminés du matériau de construction traité ou ils devraient être absorbés par celui-ci sans en modifier no-

toirement les propriétés et sans faire obstacle à d'autres mesures. Des procédés de restauration ultérieurs avec d'autres agents de conservation ne doivent pas provoquer de réactions avec le matériau utilisé auparavant.

- Quant à leur composition chimique, les matériaux devraient être développés de telle sorte que leurs propriétés physiques correspondent d'une façon optimale aux exigences de l'entretien des monuments, sur la base des analyses géologiques, des analyses physiques et techniques, ainsi qu'aux conditions technologiques dans la conservation, la restauration et l'entretien des monuments.
- Par leur composition chimique et par leurs propriétés, les matériaux devraient pouvoir être appliqués de la façon la plus simple possible et avec un minimum de charge sur le plan de l'hygiène du travail pour la personne qui les utilise.

### 4. Recommandations pour le travail ultérieur

Pour optimiser l'utilisation et la qualité ainsi que la spécificité de ces produits et pour exclure de l'emploi les produits et les méthodes non appropriés, les participants à la Conférence recommandent:

- de proposer un système de méthodes d'analyse géologiques destinées à caractériser le matériau pierreux et les produits résultant de sa désagrégation, de standardiser ce système et de le reconnaître à l'échelon international par l'établissement de normes. Ces normes doivent être alors déclarées obligatoires et doivent être utilisées;
- d'élaborer un système de méthodes d'analyse et de normes chimiques sur une base internationale pour les produits qui peuvent être pris en considération ou utilisés pour la conservation de la pierre. Ce système doit être standardisé. Les producteurs d'agents de conservation de la pierre ainsi que les institutions et les entreprises qui s'occupent de la conservation, sont tenus d'utiliser ce standard.
- En outre, on propose de réaliser une publication de la composition de produits commerciaux, sur la base des règlements légaux pour la production des marchandises.
- On recommande aux fabricants d'agents de conservation de la pierre d'assurer, en plus de produits chimiques de base utilisés, le développement de produits spéciaux (à la rigueur en petites quantités) pour des mesures spéciales, sur la base de la coopération avec des restaurateurs, des géologues et des chimistes.
- Par la coopération des responsables de la fabrication et de l'utilisation des agents de conservation, il faut développer des technologies pour l'exécution de travaux de conservation dans des ateliers ainsi que sur des édifices d'art et d'architecture in situ, il faut créer des capacités de conservation spécialisées, former et qualifier les restaurateurs et ouvriers spécialisés qui travaillent. On doit poursuivre activement le travail scientifique concernant l'analyse non destructive des œuvres d'art ainsi que des résultats du traitement chimique.
- On propose d'établir pour chaque objet placé sous l'entretien des monuments qui a été conservé un «livret de monument» dans lequel doivent être mentionnés exacte-

ment et en détail tous les traitement ayant eu lieu. Ces livrets seront gardés dans les services nationaux des monuments et, s'il s'agit de travaux d'une importance susceptible de développement, ils devront être publiés.

- On propose, là où c'est encore possible, de conserver dans des institutions publiques appropriées (musées nationaux ou régionaux), suffisamment de matériau d'essai de toutes les pierres et matériau pierreux utilisés sur des édifices placés sous la protection des monuments; d'en établir des analyses pétrographiques et minéralogiques standardisées et de les publier, pour avoir des dossiers très informatifs au cas où, plus tard, des conservations de pierre deviendraient nécessaires. En outre, il faut rassembler et documenter les données caractéristiques physiques et chimiques des agents de conservation utilisés.
- On recommande de coopérer constamment avec le Comité Rilem 25 PEM (Réunion Internationale des Laboratoires d'Essais Matériaux 25 Pierre Erosion Monument), afin de faire concorder et d'harmoniser les standards chimiques avec les normes géologiques, physiques et techniques.
- De réaliser d'une façon continue un échange international d'information qui doit être organisé par l'intermédiaire du Centro per la Conservatione delle sculture all'Aperto de Bologne.

#### Liste des participants

Beeger, Dieter; Dr; Musée national de Minéralogie et de Géologie, Dresde - R.D.A.  
Deiters, Ludwig; Pr Dr Ing.; Président du Comité national de l'ICOMOS de la R.D.A. et Conservateur général à l'Institut pour la Conservation des Monuments  
Jokilehto, Jukka; Coordinateur du Cours de «Conservation de l'Architecture» au Centre de Conservation de Rome - Italie / Finlande  
Lehmann, Janusz; Dr; Coordinateur du Groupe de Travail «Pierre» de l'ICOM, Musée national de Poznan - Rép. pop. de Pologne  
Materna, Helmut; ing.-chim.; Institut pour la Conservation des Monuments, Section de Halle - R.D.A.  
Möller, Roland; Conservateur supérieur; Institut pour la Conservation des Monuments, Section d'Erfurt - R.D.A.  
Nadler, Hans; Pr Dr Ing.; Vice-président du Comité national de l'ICOMOS de la R.D.A. et Conservateur en chef à l'Institut pour la Conservation des Monuments, Directeur de la Section de Dresden  
Prescher, Hans; Dr; Directeur du Musée national de Minéralogie et de Géologie de Dresde et Directeur du Groupe de Travail «Pierres» du Comité National de l'ICOM de la R.D.A.  
Preiss, Wolfgang; Ing. diplômé, Dresde - R.D.A.  
Stelzer, Helmut; Ing. diplômé, architecte; Secrétaire du Comité national de l'ICOMOS de la R.D.A.  
Todorov, Valentin; Ing.; Directeur du Département de la Recherche de l'Institut national pour la Conservation des Monuments culturels - Rép. pop. de Bulgarie

### Brief Report

## International Conference of Experts on the Conservation of Stone

Dresden, 27-30 September 1976

GDR National Committee of ICOMOS in cooperation with GDR National Committee of ICOM

Following a joint invitation of the GDR National Committee of ICOMOS and the GDR National Committee of ICOM the Conference of Experts on the Conservation of Stone was held in Dresden from 27th to 30th September, 1976, with international participation. The event dealt with the latest practical and theoretical findings on stone conservation, and with the development of the criteria expected of the corresponding stone conserving agents.

The idea to hold such an event was prompted on the occasion of a meeting of a Committee of Experts of UNESCO which took place in Paris in October 1975 and was devoted to the problems of stone conservation. Professor Dr. Ludwig Deiters, President of the GDR National Committee of ICOMOS, took part in the event following an invitation of the UNESCO Department for the Preservation of Cultural Objects.

Specialists from Poland, Bulgaria, the International Centre for Preservation in Rome (Rome Centre) and from the GDR took part in the conference where it was recommended that international standards and testing methods for the preservation of historical buildings should be drawn up. The experts made suggestions concerning the methods of stone conservation and the further development of suitable chemical agents for stone conservation.

As a result of this meeting "Recommendations on the Further Development of Stone Conservation" were for-

mulated and presented. They are to be made available on an international level to all the respective institutions and enterprises concerned with the maintenance of monuments and works of art - buildings and sculptures - made of stone to ensure their preservation as elements of the cultural heritage of mankind.

With these Recommendations the GDR National Committee of ICOMOS is supporting the world-wide efforts of ICOMOS, ICOM and the International Centre for Preservation in Rome to maintain the monuments of history and culture and to protect them against further decay. These Recommendations take into account that stone conservation, in addition to its methodical and commercial effects in arts and monument preservation, is continuously gaining in economic importance in connection with the reconstruction and maintenance of old and new buildings.

### Recommendations concerning the Further Development of the Conservation of Stone

#### Basic Tasks

The International Conference of Experts on the Conservation of Stone, organized by the GDR National Committee

of ICOMOS in cooperation with the GDR National Committee of ICOM in Dresden, GDR, from 27-30 September 1976, is a contribution to the efforts made by UNESCO, ICOMOS, ICOM and the International Centre for Conservation to restore monuments of history and culture and to save them from further destruction. At the same time they serve the aim of the Helsinki closing document to develop international cooperation in the field of culture.

From the very beginning of the development of the building art - architecture and plastic arts - the builder has had to grapple with the technical and artistic problems of stone as an essential building material. Stone played a decisive role up to the beginnings of the industrial age since it is relatively easy to work and its properties have ideally suited the creative endeavours of all epochs of style.

The preservation of the most valuable examples of architecture, sculpture, etc., is a world-wide concern since the problems of conservation and restoration resulting from the harmful effects of our industrial environment on natural stone on the one hand, and the increasing age of buildings on the other, are continuously growing. Many branches of the building and chemical industries, together with the institutes entrusted with monument preservation, are being confronted by tasks which cannot be judged by the customary economic criteria. This is perfectly justifiable in view of the considerable national and international value of monuments and the duty of human society to safeguard these works of art and preserve them for future generations. Both the institutions of monument preservation as well as the chemical and building industries share a common responsibility, each one in its specific field of activity.

The conservation of monuments of history and culture consisting mainly of natural stone or related materials proceeds on the basis of the rules for the restoration of such works of art. This involves a great number of studies and processes using chemical products in a broader sense as well as special building materials.

#### 1. Causes of damage

The three principal factors causing damage to monuments are:

- Deficient Stone Material  
Insufficient strength or impurities impairing the durability of the stone material
- Incorrect Use of Stone Material  
Violation of general building principles and rules of stone cutting, particularly static overloading which leads to ruptures.

When laminated or slaty stone is not properly used in conformity with its internal structure this may result in damage when exposed to loads and weathering effects. The omission of protection against rising moisture from the ground and against atmospheric precipitation leads to physical, chemical and biological decay.

Inappropriate bonding materials, such as cement and mortar, as well as iron etc., cause spalling of the stone material.

- Environmental Attack  
Atmospheric influences (precipitations, frost, differences

in temperature, wind erosion, etc.) cause a long-term weathering of stone.

Air pollution accelerates reactions within the stone material leading to local destruction or even to a total decay of stone objects.

#### 2. Methods of Safeguarding Buildings and Other Stone Objects as a Prerequisite for the Conservation of Stone

The observance of the following points is necessary to avoid the above-mentioned causes of damage:

- Wherever necessary, the material to be preserved should be relieved by static and constructional measures.
- Special protective measures should be adopted to protect stone objects against moisture from the atmosphere and from ground, or from condensation and diffusion processes:
  - Roofs, mural crowns, window sills, cornices, etc., must be expertly covered.
  - Adequate heat insulation, heating and ventilation.
  - Surface water must be effectively drained off and, wherever necessary, damp-proofing must be employed as a barrier against ground moisture.
- When replacements become inevitable, care must be taken to use stone material that is equal or similar to the adjoining (original) stone material regarding composition, structure, porosity and colour as well as strength and elasticity. The substitute should patinate in an equal or similar manner to the original material. This process must avoid the deficiencies listed in chapter II.
- The joint mortar should be sufficiently elastic to counterbalance thermally or statically induced peak stress.
- The safeguarding measures can also be extended to the surroundings of a building:
  - Achievement of a state of hydrostatic equilibrium in the building ground.
  - Elimination of vibrations, possibly the reduction of wind erosion and thermal influences by planting appropriate vegetation and by suitable building work around the stone monument.

#### 3. Demands Expected of Stone Conservation

A monument is inseparable from the history to which it bears witness and from the setting in which it stands. It should be the aim of any safeguarding scheme to keep the monument in its original place.

Its artistic and historic value and effect should not be adversely influenced by preservation measures. Any necessary additions are subject to the same aesthetic and restorative principles as are applicable to the safeguarding of any kind of work of art and its scientific and cultural development.

#### Chemical and Physical Requirements

In the process of stone conserving activities various operations have to be performed, including the cleaning of the stone surface, the consolidation of crumbling and fissured zones, the closing of cracks and joints, the reattachment and supplementation of elements, the reduction of

water absorption, and the protection of surfaces against other environmental influences. Over the years we have gained rich experiences in these operations. They have revealed that some of the applied chemicals first proved to be advantageous, but were subsequently detrimental to the treated objects. Thus, the treatment of stone monuments and buildings with fluorosilicates and water-glass without having previously performed the necessary special studies led to serious subsequent damage, partly induced by salification due to side reactions and partly by a migration of the salts in the capillary structure of the stone due to the moisture or hygroscopicity of the salts themselves. The unchecked application of organic compounds, high polymers, waxes, and other products has also resulted in damage due to age-conditioned decay of these products, the solidification of the surface and the formation of crusts and shells. This experience has taught us that it is essential for any preservation activity to carry out a thorough study of the conditions under which the object to be preserved exists and will exist, as well as on the properties of the kind of stone used and the conserving products to be applied. Thus, for example, chemicals suitable inside a building may be completely inappropriate for conditions outside a building. The success of a preserving operation depends not only on the properties of the conserving products applied but also on the proper application of these products. On the basis of the experience gained so far it is possible to establish the following basic requirements of chemical products used in stone conserving operations:

- The materials must be highly resistant to ageing, i. e. they should be able to survive the attacks of chemical and physical factors within the environment without any change or with only slight changes. In this connection, especially with regard to organic conserving agents, high resistance to climatic and radiation influence (above all to the ultraviolet rays) is of vital importance. This is because the properties of the applied products often tend to change in these processes with the result that even the visual appearance of a monument may deteriorate.
- A conserving agent should be to the highest possible degree compatible with the material to be conserved. Any detrimental reaction product caused by the conserving agent itself, or resulting from side reactions with the object conserved or atmospheric substances, should be avoided. Above all salification, i. e. the transformation of salts into different states of crystallization resulting in the destruction of the stone object, is of great importance.
- In an ideal case, a conserving agent should be removable from the treated material or it should be absorbed by the latter without changing it basically or hampering future restoration activities. When subsequent restoration operations based on alternative conserving agents prove to be necessary, any inter-reaction with the earlier used material must be avoided.
- The chemical composition of a conserving agent must be selected in such a way that its physical properties meet as fully as possible the requirements of monument preservation on the basis of geoscientific and physico-technical analyses, as well as the technological conditions in the field of conservation and restoration.

- From the standpoint of the chemistry and other properties of the conserving agents it must be possible to apply them in a simple way and with the least possible health hazards for the workers.

#### 4. Recommendations for Future Conservation Activities

In order to perfect the application and qualities of conserving agents and their specific properties, and to exclude inappropriate products and from being used, the participants of this Conference recommend:

- To submit, standardize and accept internationally a system of geoscientific testing methods for the evaluation of stone objects and their products caused by weathering. The standards should then be declared compulsory for use.
- To work out and standardize on an international basis a system of chemical testing methods for substances to be used in the conservation of stone. The producers of stone conserving agents, as well as institutions and enterprises concerned with conservation work, should be obliged to use these standards.
- To reach agreement on the publication of the composition of commercial products on the basis of the legal trade-mark protection regulations.
- To encourage the producers of stone conserving agents to develop, in addition to the basic chemicals applied hitherto, a number of special products (possibly in small quantities) to be used for specific activities. This development work should proceed in cooperation with restorers, geoscientists and chemists. All parties concerned with the production and application of conserving agents must cooperate in the development of techniques to carry out conservation work in special workshops or on the actual buildings, to set up special conservation facilities and to train and further qualify the restorers and skilled workers employed there.
- To intensify the scientific efforts in the field of non-destructive testing of works of art as well as on the results of chemical treatment.
- To issue a "monument passport" for every object conserved which gives an accurate and detailed record of all treatments it has received. These passports should be filed by the national monument preservation services. Whenever the conservation work is of far-reaching importance the passport should be published.
- To store, wherever possible, sufficient samples of the stones or stone-like materials used in preserved objects in the relevant state institutions (national or regional museums), and to conduct and publish standardized petrographic-mineralogical analyses of these materials as a source of reference for future conservation activities. Furthermore, chemical and physical data on the conserving agents used should be collected and documented.
- It is necessary to collaborate continuously with the Committee Rilem 25 PEM (Réunion internationale des Laboratoires d'Essais matériaux 25 Pierre Erosion Monument) in order to harmonize the chemical standards with the requisite geoscientific and physico-technical norms.
- It is desirable to organize an international exchange of information with the assistance of the Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto in Bologna.

*The following person took part in the work  
of the International Meeting  
of Experts in the Conservation of Stone:*

Beeger, Dieter, Dr., National Museum of Mineralogy and Geology in Dresden - GDR  
Deiters, Ludwig, Prof. Dr. Ing., President of the GDR ICOMOS Committee, Conservator-General in the Institute of Monument Preservation  
Jokilehto, Jukka, Coordinator of the course "Conservation of architecture" in the Rome Centre for Conservation - Italy/Finland  
Lehmann, Janusz, Dr., Coordinator of the ICOM working group "Stone", National Museum Poznan - Poland

Materna, Helmut, Chem.-Ing., Institute of Monument Preservation, Branch of Halle - GDR  
Möller, Roland, Oberkonservator, Institute of Monument Preservation, Branch of Erfurt - GDR  
Nadler, Hans, Prof. Dr. Ing., Vice President of the GDR ICOMOS Committee, Institute of Monument Preservation, Chief of the Branch of Dresden  
Prescher, Hans, Dr., Head of the working group "Stone" of the GDR ICOM Committee, Director of the National Museum of Mineralogy and Geology in Dresden  
Preiss, Wolfgang, Dipl.-Ing., Dresden - GDR  
Stelzer, Helmut, Dipl. Ing. Arch., Secretary of the GDR ICOMOS Committee  
Todorov, Valentin, Head of Research Department of the National Institute of Monuments of Culture - Bulgaria

## RAPPORT D'ACTIVITÉ DES COMITÉS DE L'ICOMOS EN 1975-1976

### INTRODUCTION

Lors de sa réunion à Paris, en novembre 1975, le Comité Consultatif a décidé que, dorénavant, les rapports annuels des Comités nationaux de l'ICOMOS seraient demandés pour une date qui permette au Secrétariat d'en faire un rapport résumé qui serait distribué avant la réunion du Comité Consultatif. Ceci rend possible, durant la réunion, de procéder directement à la discussion des activités au plan national et de disposer de davantage de temps pour l'examen du programme de l'ICOMOS et de sa politique de développement futur.

Le Secrétariat a aussi établi un schéma pour les rapports, qui a été communiqué aux Présidents des Comités nationaux par le Secrétaire Général, dans sa lettre du 15 juin 1976, par laquelle il a demandé à ces derniers de soumettre leurs rapports le 15 septembre 1976 au plus tard. Ce rapport résumé est établi selon le même schéma.

Etant donné que les rapports annuels pour les années précédentes avaient été demandés pour la fin du premier trimestre de l'année suivante, certains comités nationaux ont choisi de soumettre des rapports couvrant une période de 18 mois, soit d'avril 1975 à septembre 1976, tandis que d'autres ont soumis des rapports pour 1975 et pour les neuf premiers mois de 1976, d'autres encore pour 1975 seulement. Le Bureau a donc décidé de soumettre au Comité Consultatif un seul rapport de synthèse couvrant 1975 et 1976.

Le Secrétariat a reçu des rapports d'activité des 30 Comités suivants:

- pour 1975: R.D.A., R.F.A., Autriche, Belgique, Bulgarie, Chili, Colombie, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Irak, Italie, Luxembourg, Nouvelle Zélande, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
- pour 1976 (ou 1975-76): R.D.A., R.F.A., Bolivie, Bulgarie, Canada, Chili, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats Unis d'Amérique, France, Ghana, Hongrie, Italie, Mexique, Pays Bas, Pologne, Roumanie, Suisse, République Arabe Syrienne, Tchécoslovaquie, Turquie, U.R.S.S.

Il faut déplorer que les Comités qui ont fait un rapport ne soient pas plus nombreux car l'ICOMOS compte actuellement 54 Comités nationaux. Pour donner un aperçu plus complet des activités des Comités nationaux en 1975, quelques informations tirées des exposés des Présidents des Comités nationaux à la 12ème session du Comité Consultatif et de la correspondance journalière avec les Comités nationaux ont été ajoutées. Ceci est notamment le cas pour l'Argentine, la Grèce, l'Iran, le Royaume Uni, la Suède.

Comme par le passé, certains Comités nationaux n'ont pas encore développé une activité propre au plan national, mais leurs membres appliquent les principes de l'ICOMOS dans le cadre de leurs travaux professionnels au sein de l'Administration des monuments historiques ou d'autres organismes officiels. Les informations touchant les travaux effectués par les services nationaux des monuments historiques de ce pays font en général l'objet d'une rubrique spéciale des Nouvelles de l'ICOMOS, et ne sont pas comprises dans le présent rapport.

### I. ACTIVITÉS AU PLAN NATIONAL

#### 1. STRUCTURE ET DÉVELOPPEMENT DES COMITÉS NATIONAUX

Les Comités nationaux ont continué et même intensifié le processus d'adaptation de leur structure aux tâches auxquelles ils doivent faire face. Des campagnes de recrutement ont beaucoup augmenté le nombre de membres de certains Comités. Plusieurs ont entrepris la révision de leurs propres règlements intérieurs, afin de faciliter l'élargissement des Comités et de garantir, entre autres le renouvellement des membres actifs et la participation de la totalité des membres à des programmes d'activité qui ne cessent de se développer. A cet effet, des sous-comités ou des groupes de travail ont souvent été créés au sein du Comité, qui traitent des sujets d'intérêt national ou international.

Nombreux ont été les Comités nationaux de l'ICOMOS à mener des campagnes de recrutement de nouveaux membres.

Des résultats frappants ont été rapportés par les Comités français (qui a compté, en deux ans, de 70 à 320 membres environ), italien (de 63 à 170), belge (de 44 à 120), et mexicain (de 28 à 87), tandis que les Comités allemand (RFA), britannique, canadien, espagnol, indien et des U.S.A. ont également connu une croissance très satisfaisante, bien que moins prononcée. Plusieurs comités, surtout en Amérique latine, ont nommé des Membres d'Honneur. Enfin il faut mentionner que certains Comités en voie de formation ont vite réussi à compléter leur effectif (surtout les Comités australien et bolivien).

En faisant appel à des nouveaux adhérents, les Comités nationaux se sont adressés non seulement aux spécialistes, administratifs ou techniques, de la conservation et de la restauration des monuments – catégories qui jusqu'ici constituaient l'essentiel de leur composition – mais aux personnes, morales et physiques, intéressées à l'utilisation et à l'animation du patrimoine, aux collectivités et aux associations.

Plusieurs Comités ont porté des modifications à leurs statuts ou ont adopté des statuts nouveaux pour mieux exprimer cette nouvelle consistance. En même temps, le principe du renouvellement régulier des membres des Comités nationaux s'est étendu.

Ainsi la section française compte actuellement quelques 190 membres individuels, 60 associations, 72 collectivités locales (représentant des villes et quartiers historiques). Pour accueillir ces dernières, il a été créé, au sein de la section française, un Conseil national des Villes d'art et d'histoire (CNVAH) dans lequel se rassemblent les représentants délégués par les 70 villes qui ont adhéré à l'ICOMOS en France. Le CNVAH a, cependant, défini ses propres buts; il a essentiellement pour objet d'assurer une liaison entre les municipalités et les administrations responsables de la sauvegarde des quartiers anciens, de développer à l'échelon international un échange d'expériences et une coordination des politiques de restauration et de mise en valeur des villes historiques. Les premières activités du CNVAH sont décrites plus bas.

Par une modification à ses statuts, le Conseil d'administration de la section française compte maintenant 36 membres, dont 12 architectes, 12 spécialistes non-architectes, 12 représentants des institutions poursuivant des buts analogues à ceux de l'ICOMOS; parmi lesquels au moins 4 élus locaux.

Le Comité autrichien, jusqu'ici étroitement lié au Service Fédéral des Monuments Historiques, exprime son intention d'élargir sa composition et d'affirmer son identité séparée.

Le Comité belge a adopté une structure qui reflète la division linguistique du pays, et a élu un président, un secrétaire général et un trésorier pour chacune des régions – de langue française ou néerlandaise – placés sous la présidence générale de M. Van den Abeele. Il compte parmi ses membres plusieurs villes et institutions.

Le Comité canadien a élaboré un nouveau projet de Statuts en vue d'obtenir la reconnaissance comme association éducative à but non profitable – statut semblable à celui dont jouit déjà le Comité national des U.S.A.

Le Comité espagnol s'est restructuré de façon à assurer la représentation des différentes provinces; il souhaite obtenir l'adhésion de jeunes spécialistes; un projet de Statuts est à l'étude.

Le Comité ghanaien s'est renouvelé, suivant l'adoption des ses statuts, calqués sur ceux de l'ICOMOS, en mai 1975: les statuts assurent la représentation des diverses professions s'intéressant à la sauvegarde du patrimoine, ainsi que trois administrations ayant une responsabilité statutaire dans le domaine.

Un nouveau Comité exécutif et Président ont été élus par le Comité mexicain, dont les statuts prévoient un renouvellement tous les trois ans. Le Comité décerne un diplôme spécial à ses adhérents, et s'est élaboré un logotype spécial. La possibilité d'associer des étudiants au Comité est à l'étude.

Les Statuts du Comité tchécoslovaque donnent une représentation égale des territoires tchèque et slovaque. Le siège du Comité est établi en alternance entre les capitales tchèque et slovaque, et se trouve actuellement à Bratislava en Slovaquie.

Le Comité turc s'est efforcé d'augmenter le nombre de ses adhérents, en parallèle avec la campagne qu'il mène pour informer l'opinion publique.

Les autres Comités qui ont procédé au renouvellement de leurs membres actifs en 1975-76 incluent les Comités colombien (où un projet de statuts est à l'étude), soviétique, suisse, yougoslave et des Etats-Unis. Parfois un renouvellement partiel a lieu lors des Assemblées générales, selon une périodicité régulière, établie dans les statuts (tous les trois ans en Suisse, tous les ans aux Etats-Unis). Plus souvent, les membres du Comité national sont renouvelés au fur et à mesure lorsqu'il existe un siège vacant.

Il semble certain que, malgré des suggestions du Comité Exécutif, formulées il y a déjà 5 ans, et répétées depuis, une majorité des Comités nationaux de l'ICOMOS ne possèdent toujours pas de Statuts qui prévoient le renouvellement régulier de leurs membres «actifs», et qui permettraient de faire face à l'élargissement éventuel de leur composition.

Pour faire face à cet élargissement et à l'expansion de leurs activités, les Comités ont besoin d'une infrastructure appropriée.

Un Secrétariat permanent a été établi en 1975-76 par les Comités allemand (démocratique), et français. Le Comité des U.S.A. a reçu l'aide d'un membre du personnel de l'Advisory Council on Historic Preservation. Dans certains pays, les services nationaux des monuments historiques pourvoient au Secrétariat du Comité. Mais dans les pays où ceci n'est pas le cas, et où le Comité ne possède aucun financement indépendant, une lourde tâche incombe aux épaules du Président du Comité, qui n'est que partiellement allégée par la désignation d'un Secrétaire exécutif, Trésorier, etc., parmi les membres.

Parmi les Comités qui ont particulièrement ressenti le manque d'infrastructure et de financement, citons le Mexique, où le Président a entrepris une série de démarches énergiques, auprès des instances publiques et privées, afin de doter son Comité d'un siège et d'un financement permanents.

Certains Comités ont décidé de solliciter la reconnaissance officielle de l'Etat – citons l'ICOMOS – Argentine, qui est reconnu par le Sénat de la Nation, depuis le 2 septembre 1975 et le Comité colombien qui a fait une démarche auprès du Gouvernement national.

D'autre part, un nombre croissant des Comités nationaux a créé des groupes de travail, qui répondent à une double tâche:

- de poursuivre l'étude des problèmes qui relèvent de leur compétence, aux niveaux national et international. (Souvent en relation avec les organes permanents de l'ICOMOS, tels que les Comités internationaux spécialisés)
- de permettre à l'ensemble des membres du Comité national de participer à cette étude.

Les groupes de travail créés au sein de la Section française et du Comité hongrois (dont il a été fait mention dans les rapports des années précédentes) ont maintenu leur activité. Au cours de la période en question, le Comité italien a constitué des groupes sur:

- les mesures de sauvegarde et travaux portant sur des monuments isolés
- les centres historiques
- l'information et les relations avec la Presse
- les rapports avec les pouvoirs locaux
- les jardins historiques
- l'archéologie industrielle
- ainsi qu'un sous-comité *ad hoc* pour étudier les tremblements de terre en Frioul et organiser une réunion d'experts à ce sujet.

Le Comité mexicain a constitué 8 Commissions de travail, pour l'inspection des monuments (avec des responsabilités régionales assignées à ses membres) pour la mise à jour des Statuts, pour les activités culturelles, pour les relations publiques, pour les publications, la révision de la Charte de Venise et les admissions. En plus les membres du Comité sont formés en 5 Commissions Consultatives pour l'Histoire, l'Architecture et l'Urbanisme, l'Archéologie, l'Anthropologie, la Conservation de l'Environnement.

Le Comité néerlandais envisage également la création d'un nombre de groupes de travail; mais il estime que la création d'un secrétariat propre au comité est indispensable à une telle initiative.

Le Comité espagnol a constitué 8 groupes de travail sur: l'architecture populaire, l'architecture contemporaine, les sites archéologiques, la conservation des matériaux, la photogrammétrie et la documentation, l'inventaire, les jardins et les paysages, les relations avec l'Hispano-amérique.

## 2. ACTIVITÉS DES COMITÉS NATIONAUX

### a) Relations sur le plan national

Il faut d'abord souligner que tous les membres de l'ICOMOS dans les différents pays participent directement, à titre individuel, à la sauvegarde du patrimoine architectural. Mais outre cette activité personnelle intense, les comités nationaux manifestent, dans leurs rapports, l'importance qu'ils attachent à travailler avec les autres institutions, de droit public ou privé, qui œuvrent dans leur pays pour les mêmes buts. Pour une grande partie cette collaboration s'exprime par la présence, au sein des Comités, des représentants de diverses institutions – ce qui permet aux Comités d'exercer une influence considérable sur l'élaboration et la mise en œuvre dans leurs pays des politiques de sauvegarde. Pour cette raison aussi, ils sont à même de contribuer largement à la coordination des activités dans le domaine, au niveau national, entre les différentes instances.

Quant à leur propre activité, la mention «organisé en collaboration avec» revient tout au long de leurs rapports. La liste complète serait trop longue à énumérer ici. Pour n'en citer que quelques exemples,

- au niveau gouvernemental, le Comité colombien réclame un siège au Conseil des Monuments Nationaux; l'ICOMOS Italiano mentionne ses contacts avec l'organisme d'Etat chargé de l'inventaire; et la Section française a entrepris des Travaux spécifiques à la demande de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique, de la Direction Générale des Collectivités Locales. La Direction de l'Architecture, qui dépend du Ministère de la Culture et de l'Environnement, a également patronné le colloque, organisé par la Section française de l'ICOMOS, sur la Charte de Venise.
- les Comités bolivien, irakien, luxembourgeois, roumain et syrien ont élaboré des programmes communs avec les administrations chargées des monuments et des sites dans leur pays.
- l'ICOMOS – Argentine a noué des relations étroites avec le Fonds National des Arts et a été désigné pour être le support technique des activités de sauvegarde du Fonds.
- les membres du Comité Suisse ont une forte implantation dans des services cantonaux de conservation, dans des associations de sauvegarde ou à l'Institut für Denkmalpflege de l'Ecole Polytechnique fédérale. En outre, le Comité se penche activement sur les relations entre archéologues, architectes et conservateurs.
- le Comité turc (qui a été officiellement reconnu par un décret présidentiel et dont les nouveaux statuts ont été approuvés par un décret gouvernemental) a appuyé les initiatives dans le domaine de l'Université Technique

d'Istanbul surtout en ce qui concerne l'étude de la conservation de la petite ville de Safranbolu en Anatolie.

– au niveau non-gouvernemental les Comités nationaux de l'ICOMOS en République démocratique allemande et en Bulgarie maintiennent des liens très étroits avec les sections nationales de l'Union Internationale des Architectes.

– des liens semblables sont mentionnés par les Comités dominicain, mexicain, soviétique.

– en République Fédérale d'Allemagne, le Comité national attache la plus grande importance à maintenir ses relations avec l'Union des Conservateurs, qui regroupe les responsables du patrimoine dans tous les différents Länder. Il faut remarquer, pourtant, que le degré d'autonomie de ces derniers présente un obstacle au développement d'une politique active et cohérente d'inventaire et de conservation.

### b) Relations sur le plan international

Les comités sont conscients de leur rôle d'intermédiaire entre des spécialistes et l'opinion publique de leur pays, et ceux des autres nations. Le regroupement informel de certains Comités nationaux au niveau régional, qui avait retenu l'attention du Comité exécutif en novembre 1974, s'est poursuivi, notamment en Amérique du Sud, où le Président du Comité national argentin a organisé à Buenos Aires en décembre 1976 une rencontre de tous les Présidents des Comités nationaux du «Cono del Sur» (Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Uruguay) avec les représentants diplomatiques de ces pays, les membres des Commissions nationales pour l'UNESCO et l'Organisation des Etats Américains et les institutions du pays hôte intéressées à la sauvegarde du patrimoine. Les Comités vénézuélien et dominicain ont pris part à l'organisation sous les auspices de l'OFA, du 2ème Séminaire Interaméricain de Restauration des Monuments tenu à Caracas en décembre 1976. Le Comité mexicain exprime le souhait de voir se renforcer l'action régionale parmi les Comités en Amérique.

Les Comités scandinaves ont tenu leur réunion annuelle à Helsinki en 1976.

Les Présidents des Comités nationaux en Europe de l'Est se sont consultés à Budapest en mars 1975, et ces contacts se sont poursuivis en 1976, entre autres à l'occasion de la Conférence de Brest (qui a marqué le 30ème anniversaire de la victoire sur le fascisme) où furent présents les représentants des Comités soviétique, roumain, tchécoslovaque et de la R.D.A.

D'autres Comités ont mis l'accent sur les relations bilatérales entre les Comités nationaux de l'ICOMOS, sur une base permanente, ou dans le cadre d'activités spécifiques. La coopération entre les pays socialistes en Europe s'est concrétisée par une série d'action bilatérales. Déjà le Comité hongrois a noué des relations permanentes avec le Comité national en R.D.A., et ce dernier a entrepris une série d'échanges bilatéraux de spécialistes et a organisé des voyages d'études lors des visites des experts étrangers en R.D.A. Il a rencontré le Comité soviétique à Moscou en mars 1976, pour discuter, entre autres, des moyens de faciliter de tels échanges. Le Comité soviétique a organisé à Moscou une conférence sur l'image des Capitales et le rôle du patrimoine architectural, en coopération avec l'Institut de l'Histoire des Arts et le Département de l'Architecte en Chef de la ville de Prague.

La section française a développé un programme d'action commune de grande envergure avec le Comité polonais: faisant suite à un séminaire francopolonais organisé en Pologne au mois de septembre 1975, la section française a accueilli du 20 au 28 juin 1976 une délégation importante de spécialistes polonais. Au terme d'un voyage d'études, un protocole fut signé qui prévoit l'intensification de ces échanges.

Au sein de la section française, le Conseil National de Villes d'Art et d'Histoire a organisé un voyage d'études en Pro-

rence-Languedoc à l'intention d'élus locaux de villes d'art des pays du nord de l'Europe, auquel ont pris part des maires ou conseillers municipaux belges, danois, britanniques, hollandais, irlandais.

Le Comité mexicain propose de échanges de documentation avec d'autres Comités nationaux. Il a exprimé sa solidarité avec le Comité guatémaltèque et a fourni une aide technique au Comité chilien pour la restauration du Palais de la Moneda, Santiago.

Le Comité argentin a accueilli des membres des Comités britannique et italien, et projette des programmes communs avec le Comité espagnol.

Le Comité des U.S.A. a marqué le Bicentenaire de son indépendance, en 1976, par deux activités coopératives avec la France. Il a contribué une série de cinq articles sur les rapports, en architecture, entre les deux pays, qui furent publiés dans un numéro spécial de La Revue des Monuments Historiques.

En coopération avec deux associations, membres de la Section Française de l'ICOMOS, les «Vieilles Maisons Françaises» et «R.E.M.P.A.R.T», il a organisé un programme qui a permis à 60 jeunes américains de participer à des chantiers de restauration – associés aux personnages français qui ont joué un rôle dans l'indépendance des U.S.A. – en France. Le Comité des U.S.A. se propose d'accueillir des jeunes d'autres pays en Amérique en 1977, et l'organisation en 1977, par le Comité national en R.D.A. d'une conférence au sujet de la participation de la jeunesse aux opérations de sauvegarde nous amène à espérer que d'autres Comités nationaux pourront se concerter pour organiser des chantiers, sous contrôle des spécialistes des Comités nationaux de l'ICOMOS.

#### c) Information de l'opinion publique

Un nombre croissant des Comités nationaux ont le souci de diffuser parmi leurs membres et au public les informations sur des activités nationales et internationales dans le domaine, et particulièrement les activités de l'ICOMOS. A cet effet, ils demandent à leurs représentants lors de manifestations internationales d'en faire un rapport écrit ou oral pour l'information des membres et des intéressés. Les Comités italien et soviétique s'attachent particulièrement à ce que les résultats des colloques internationaux soient connus dans leurs pays. D'autre part, le Comité finlandais a communiqué les Résolutions des Colloques de l'ICOMOS aux organismes nationaux ayant une responsabilité pour le patrimoine, et le Comité hongrois se propose de publier un recueil, en langue hongroise, des résolutions adoptées depuis la fondation du Conseil.

Le Comité des Pays Bas aide la création d'un centre de documentation qui devra assurer la diffusion des informations internationales aux spécialistes néerlandais; un projet semblable est proposé au Mexique.

A un échelon plus large, l'importance de la sensibilisation du public est reconnue par la plupart des Comités nationaux. La création par plusieurs d'entre eux de sous-comités pour les relations publiques en est le meilleur témoin. A part les activités liées à l'Année Européenne du Patrimoine Architectural (1975) il convient de mentionner certains pays où un effort particulier a été fait dans ce sens:

– le Comité bulgare a remarqué la présence de nombreux élus locaux au Colloque de Plovdiv, ainsi que l'écho d'une conférence tenue en juin 1976 sur l'effet des voies de communication souterraines sur l'archéologie de la ville de Sofia, comme témoignage de l'intérêt croissant du public bulgare pour les préoccupations de l'ICOMOS.  
– les membres du Comité dominicain ont donné des Conférences devant des audiences très diverses, et leur activité a été rapportée dans la Presse.  
– le Comité mexicain a célébré son 10ème anniversaire en 1975-76 avec, entre autre, un cycle de 7 conférences sous le

patronnage du Fonds de développement culturel de l'institution bancaire Banamex, dont les Actes seront publiés sous peu. En plus, la réunion annuelle du Comité a eu un grand retentissement dans la Presse. A l'avenir, un prix annuel «Premio ICOMOS Mexicano» sera offert pour une réalisation exemplaire dans le domaine.

- le Comité roumain a édité des affiches et préparé des émissions sur la sauvegarde et mise en valeur du patrimoine culturel national.
- le Comité turc a porté une attention particulière à la télévision et à la radio pour la diffusion la plus large de ses idées.
- parmi les membres du Comité soviétique, M. Chvidkovsky a fait des émissions à la télévision sur les grands monuments du monde en utilisant des renseignements tirés des colloques de l'ICOMOS, et des conférences sur des thèmes de leur compétence ont été données par d'autres membres du Comité.
- les Comités nationaux en Tchécoslovaquie et Yougoslavie mentionnent également les célébrations organisées à l'occasion, respectivement du 25ème et du 30ème anniversaire de la fondation des services de conservation des monuments.
- les Comités nationaux en R.D.A., R.F.A., Bolivie, Bulgarie, République Dominicaine, France, Italie, Luxembourg, Pologne, Roumanie, Syrie, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie mentionnent de nombreux articles qu'ils ont préparé pour publication, soit dans les revues des monuments historiques, soit dans des journaux locaux.

A ce titre, il est évident que les publications des Comités mêmes sont susceptibles de jouer un rôle essentiel.

#### d) Cours de formation

Plusieurs Comités ont donné leur appui à l'organisation de cours de formation spécialisés dans leurs pays:

- le Comité argentin a organisé des cours de formation pour des groupes d'architectes, auxquels il a invité des spécialistes d'autres pays.
- le Comité belge a pris une part active à l'élaboration de cours internationaux pour la formation de spécialistes de la conservation, au Collège de l'Europe à Bruges.
- le Comité italien participe activement aux cours d'enseignement intermédiaire organisés à Ravello par la Région de Campania avec le concours de l'Université de Naples.
- le Comité hongrois prend part à l'organisation des stages d'été à Eger, qui offrent depuis six ans des cours de perfectionnement aux spécialistes venant d'autres pays; le Comité soviétique y a délégué des participants.
- les Comités en R.D.A., au Chili, en France, en Roumanie participent également à la formation des jeunes ou au recyclage des spécialistes de leur pays.

#### e) Etudes des problèmes particuliers

Les Comités nationaux prennent une part active à l'étude des problèmes particuliers que pose dans leur pays la conservation des monuments et des sites. Il est évident que leurs préoccupations peuvent changer d'une année à l'autre, en fonction des besoins qui évoluent; de même elles s'expriment souvent par la participation du Comité national dans les activités internationales du Conseil.

Voici les sujets qui ont été relevés en 1975-76 – souvent en rapport avec les activités d'un groupe de travail spécialisé.

#### (I) Conservation des matériaux

Le groupe de travail conservation du Comité hongrois a été actif, et a étudié tout particulièrement les problèmes de conservation de la pierre, et des objets en métal. Il a assuré l'organisation d'une rencontre internationale de spécialistes en

matière de conservation de la pierre, tenue à Budapest, sous les auspices du RILEM, en automne 1976.

Le Comité national en R.D.A. a organisé du 27 au 30 septembre 1976 une réunion d'experts en matière de conservation de la pierre, au niveau national et international. Les recommandations portaient sur l'établissement de programmes standards et de méthodes de tests, la méthodologie, et l'utilisation plus poussée de produits chimiques appropriés à la conservation de la pierre.

Le Comité national suisse a décidé d'orienter ses études sur la conservation des monuments et des ouvrages en bois, à la suite de l'inventaire des ponts de bois entrepris précédemment, et qui a été mis sur fiches en 1975-76.

#### (II) Architecture populaire

Le groupe de travail du Comité hongrois sur l'architecture rurale reste très actif; il s'est occupé tant de la résolution des problèmes pratiques de la protection de l'architecture rurale que de l'éclaircissement des questions théoriques, telles que l'insertion de constructions modernes en milieu historique rural, et l'extension des critères de protection de l'architecture rurale.

#### (III) Jardins historiques

Les travaux de préparation des inventaires des jardins historiques, entrepris par les Comités britannique, italien et suisse, se poursuivent. Le Comité iranien poursuit l'étude des jardins historiques persans, en commençant par les jardins d'Ispahan.

Les Comités tchècoslovaque et allemand (RFA) ont prêté leur concours à l'organisation de réunions scientifiques sur la conservation et la restauration des jardins historiques, tenues, respectivement à Pardubice en 1976 et à Schwetzingen en octobre 1975.

#### (IV) Villes historiques

La section française a entrepris en 1976 deux études particulières, traitant de la perception par les collectivités locales françaises de leur patrimoine architectural, et des moyens juridiques et financiers à la disposition des collectivités locales soucieuses de préserver et de mettre en valeur leur patrimoine.

#### (V) Doctrine de la Restauration

Le projet majeur de la Section française de l'ICOMOS en 1976 fut l'organisation d'un colloque sur les restaurations françaises et la Charte de Venise. Il s'agissait d'analyser en fonction d'exemples concrets, la démarche des restaurateurs eux-mêmes, l'environnement administratif, financier et socio-économique de la restauration, et de voir dans quelle mesure les pratiques françaises se conforment aux principes de la Charte de Venise ou s'en écartent.

#### (VI) Séismes

Face aux tremblements de terre qui ont ravagé, successivement, le Guatemala, et le Frioul en Italie, les Comités nationaux concernés ont réagi immédiatement, en prêtant leur assistance technique et autre aux régions sinistrées, et en s'adressant aux problèmes à long terme de la protection du patrimoine bâti dans les régions soumises à des séismes.

Un sous-comité de l'ICOMOS italien, sous la direction du Professeur Gazzola, a développé une action énergique de sensibilisation et de recueil d'informations en vue de l'organisation d'un colloque international à Udine consacré à l'étude des problèmes. Le Comité guatémaltèque a adopté une approche parallèle, et le Comité mexicain propose la rédaction d'un document sur les mesures à prendre pour réparer les édifices endommagés par des tremblements de terre.

#### (VII) Législation

Plusieurs Comités nationaux ont prêté leur concours à l'élaboration de nouvelles lois sur la protection des monuments et des sites. Ce travail a retenu l'attention particulière des membres des Comités nationaux en R.D.A., Bulgarie, Chili, République Arabe Syrienne, Tchécoslovaquie, et en U.R.S.S.

#### (VIII) Etudes diverses

Le Comité britannique a prêté son concours à l'étude des problèmes de conservation et d'utilisation des églises qui ne sont plus affectées au culte. Le Comité dominicain s'intéresse vivement au sauvetage des épaves historiques qui se trouvent dans les eaux territoriales de la République. Le Comité mexicain a institué un système selon lequel une étude serait demandée à chaque membre, comme contribution à un recueil qui sera éventuellement publié tous les ans.

#### f) Opérations de sauvegarde

Par leur action au sein des services des monuments historiques de leurs pays, les membres de presque tous les pays participant aux opérations de sauvegarde, ainsi qu'à la préparation des inventaires de protection des monuments et des sites. Cependant, un certain nombre de Comités nationaux de l'ICOMOS a su développer une action indépendante couvrant l'ensemble des monuments et sites, ou en faveur de quelques monuments ou sites menacés.

Ainsi le Comité mexicain a créé un groupe de travail pour l'inspection des monuments, dont chaque membre a la responsabilité d'une zone géographique. D'abord 6 zones ont été délimitées.

Parmi les sites et les monuments qui ont bénéficié d'une intervention de la part du Comité national de l'ICOMOS concerné, mentionnons (à titre d'exemple):

- La ville de La Paz et les églises de Carabuca et de Sica-Sica (Bolivie)
- Le site de Conception de la Vega (République Dominicaine)
- Le noyau historique de Tampere (Finlande) – (la campagne menée par le Comité finlandais aura certainement une influence positive sur tout le sort d'autres centres historiques du pays).
- La forteresse d'Elmina (Ghana)
- Le site d'Antigua Guatémala (Guatemala)
- Le palais Abbaside et l'école al-Mustansiriyah à Bagdad, ainsi que d'autres monuments et sites archéologiques à travers le pays, dont le zigzag de Qarqaf (Irak)
- L'ensemble des châteaux et châteaux forts du Grand-Duché de Luxembourg
- Le palais-prison de Lecumberri (Mexique) – (démarche auprès du Président du Mexique)
- Les antiquités de la Vallée de l'Euphrate, menacées de disparition sous les eaux d'un barrage (Syrie)
- La ville de Safranbolu (Turquie)

Enfin faudrait-il signaler la lutte engagée par les membres du Comité grec contre la destruction du site de Pylos.

## II. PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE L'ICOMOS

Il est évident que les Comités nationaux attachent une grande importance à leur participation aux activités internationales de l'ICOMOS. De plus, ils apportent un très précieux concours à la réalisation des programmes de l'ICOMOS en obtenant, de leur gouvernement, une aide financière directe ou indirecte, en prenant en charge, en tout ou en partie, certaines activités internationales du Conseil, notamment l'organisation de réunions scientifiques et la publication des comptes rendus de celles-ci. A cet effet, ils collaborent étroitement avec le Secrétariat Général.

## 1. AIDE FINANCIÈRE OBTENUE PAR LES COMITÉS NATIONAUX

Il peut s'agir d'une aide financière directe du gouvernement (ou d'un organisme para-étatique). Le gouvernement français a porté en 1975 à 100 000 francs le montant de la subvention de fonctionnement qu'il alloue, chaque année, au Secrétariat de l'ICOMOS. Le Gouvernement des Pays Bas a augmenté son versement habituel de \$ 1000 en 1975 à \$ 3000 en 1976, et le Gouvernement canadien a, pour la première fois, versé une subvention de \$ 3000 au Conseil, en 1976.

D'autres pays ont offert une aide financière au Centre de Documentation UNESCO/ICOMOS. Ou à la Revue MONUMENTUM. Le comité danois a entrepris en 1975 des démarches auprès des grandes fondations du pays, mais sans résultat positif.

Une aide financière indirecte extrêmement importante a été fournie par le Gouvernement des Etats Unis, qui a pris en charge les frais de voyages du Secrétaire Général lors de ses visites régulières à Paris et qui a détaché au Secrétariat une fonctionnaire américaine, pour agir en tant qu'adjointe du Dr. Connally.

Comme par le passé, le Secrétariat continue à bénéficier du fait qu'il ne paie qu'un loyer symbolique (100 francs par an) pour la jouissance de son siège à l'Hotel Saint Aignan.

Il serait extrêmement souhaitable que d'autres comités nationaux s'efforcent d'obtenir l'attribution d'une aide financière (ou le détachement de personnel qualifié) auprès du Secrétariat de l'ICOMOS.

## 2. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Presque tous les Comités nationaux mentionnent d'abord leur participation à la IVème Assemblée Générale de l'ICOMOS qui fut l'événement majeur de l'année pour l'ICOMOS. Tenue à Rothenburg ob der Tauber, du 25 au 30 mai 1975, à l'invitation du Comité national en R.F.A., il réunit presque 400 participants venus de 41 pays différents. Le comité national a assuré l'organisation pratique de l'Assemblée et les excursions et visites d'études qui la suivirent.

Lors du Colloque sur la Conservation des petites villes historiques, une série fort intéressante de rapports régionaux et d'études spécifiques fut présentée par les Comités nationaux suivants: Argentine, République Fédérale Allemande, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Ghana, Hongrie, Japon, Mexique, Pérou, Pologne, Tchécoslovaquie, Turquie, URSS.

Le Compte rendu du Colloque de Rothenburg a été publié en 1976 par les soins du Comité national en R.F.A., et comprend le texte intégral en français et en anglais de tous les rapports présentés lors de la réunion, ainsi qu'un résumé des discussions et des résolutions adoptées.

## 3. ORGANISATION DE RÉUNIONS SCIENTIFIQUES

Le Comité belge a apporté son concours à l'organisation du Colloque de Bruges (du 12 au 15 mai 1975), sur la sauvegarde des villes historiques.

Le Comité bulgare a consacré la majeure partie de ses efforts à l'organisation du colloque sur l'architecture populaire et son adaptation aux besoins de la vie moderne, qui a eu lieu à Plovdiv, du 24 septembre au 2 octobre 1975 et auquel ont participé 46 spécialistes venus de 17 pays membres du Conseil. Les actes du Colloque seront publiés sous forme d'un numéro spécial de MONUMENTUM, préparé par les soins du Comité bulgare.

Le Comité espagnol vient de publier le compte rendu intégral du Colloque de Grenade (sur les Jardins de l'Islam — 1973) et a édité le texte du Colloque de Cordoue (sur les pro-

blèmes posés par la conservation des monuments appartenant à plusieurs cultures différentes).

Le Comité iranien, en collaboration avec le Ministère des Arts et de la Culture, a organisé, à Yazd, du 6 au 11 mars 1976 le deuxième colloque international sur la Conservation des monuments en brique crue. Plus de 20 Nations — d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie et d'Europe — y furent représentées. A cette occasion, le Comité iranien a aussi publié les Actes du 1er Colloque sur la brique crue, tenu en 1972.

Le Comité italien a pris l'initiative de rédiger, avec le concours de l'Université de Naples et du Centre International pour la Conservation (Rome) la première ébauche d'un glossaire multilingue des termes de conservation et de restauration et a réuni à Ravello, du 8 au 10 avril 1976, un groupe restreint pour étudier la normalisation de la terminologie.

Le Comité néerlandais a apporté sa collaboration à l'organisation du colloque de Zeist, sur la Restauration et la Protection des Jardins Historiques.

Le Comité tchécoslovaque a participé à l'organisation, par le Ministère de la Culture de Tchécoslovaquie, du Colloque de Prague, sur la « Vie Nouvelle dans les sites historiques ».

Plusieurs Comités nationaux préparent activement des colloques qui doivent avoir lieu en 1977 ou 1978. Ainsi le Comité Soviétique se penche déjà sur l'organisation de la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS (1978). Le Président de l'ICOMOS a été accueilli en juin 1976 à Moscou, où il a pu s'entretenir de cette Assemblée, avec le Comité soviétique et le Vice-Président de la culture, Mr POGOR. Il a également visité Erevan et Léningrad.

Le Comité R.D.A. a consacré dès 1975 une partie de son activité à l'organisation de la Conférence de Rostock, sur la participation de la jeunesse à la sauvegarde du patrimoine architectural qui est prévue pour le mois de septembre 1977. Une réunion préparatoire s'est tenue à Stralsund du 27 au 29 octobre 1976, à laquelle des représentants des Comités nationaux de l'ICOMOS des pays baltes ont assisté.

Le Comité national hongrois se prépare à organiser une réunion sur l'architecture vernaculaire et le Comité tchécoslovaque prévoit un IVème Colloque sur la Restauration et la Conservation des Jardins Historiques. Ces réunions auront lieu, respectivement, à Budapest et Szombathely (juin 1977) et à Prague, Bratislava et Kromeriz (septembre 1977).

## 4. PARTICIPATION AUX COLLOQUES ET AUX RÉUNIONS ADMINISTRATIVES

Les rapports soulignent les efforts que tous les Comités nationaux ont fait pour se faire représenter aux colloques et aux réunions des Comités Consultatif et Exécutif du Conseil, qui ont eu lieu à Paris, les 20 et 21 novembre 1975. Les réunions des Comités Consultatif et Exécutif, les 9 et 10 décembre 1976, à Bruges, furent les premières à ne pas se dérouler au siège de l'ICOMOS, à Paris. L'ICOMOS a été invité par la Municipalité de Bruges et a bénéficié de l'aide importante du Comité belge.

Le Comité italien demande un rapport écrit à chaque représentant qui assiste à une rencontre internationale et il organise une discussion en groupe sur leurs rapports. De même, les Comités nationaux ont souvent accepté d'assurer la représentation de l'ICOMOS à des réunions organisées par d'autres organisations; les Comités en R.F.A., Autriche, Finlande, France, Hongrie, Irak, Italie, Turquie et au Royaume-Uni l'ont fait. Malheureusement, les représentants désignés n'ont pas toujours envoyé au Secrétariat le rapport qui leur avait été demandé.

## 5. PUBLICATIONS DE L'ICOMOS MONUMENTUM

Le Comité belge a obtenu en 1975 une augmentation de l'aide financière accordée à la revue par les Ministères de la Cul-

ture française et néerlandaise en Belgique. Le Comité américain a pris en charge la rédaction et l'impression et la distribution de MONUMENTUM XIII, numéro spécial.

Par contre, la campagne de recrutement de nouveaux abonnés, menée par les Comités nationaux, n'a guère donné de résultats. Il est à espérer qu'avec la parution fin 1976, de trois numéros de MONUMENTUM, XI-XII et XIII, et la reconstitution du Comité de Rédaction, elle sera reprise avec d'autant plus de vigueur.

Comme il a déjà été mentionné, les actes du colloque de Plovdiv paraîtront sous forme d'un numéro spécial de MONUMENTUM rédigé par le Comité bulgare. Les Comités italien et britannique envisagent également de fournir le matériel de deux prochains numéros.

## Bulletin de l'ICOMOS

Le Bulletin II, pris en charge par le Comité soviétique, est sorti des presses en mai 1976. Le numéro III fut préparé par le Comité national de R.F.A. et distribué à l'occasion de la IVème Assemblée Générale. Le Comité tchécoslovaque a remis à l'imprimeur tous les textes du Bulletin IV qui paraîtra vers la fin de 1976, et le Comité national de R.D.A. a effectué toutes les démarches nécessaires pour assumer en 1978 l'impression du numéro V. Plusieurs comités ont exprimé leur intérêt pour prendre en charge un numéro ultérieur du Bulletin (ou un numéro spécial de MONUMENTUM); notamment les Comités scandinave, indien, argentin et yougoslave.

## 6. CENTRE DE DOCUMENTATION UNESCO/ICOMOS

L'aide des Comités nationaux a pris des formes diverses: beaucoup de Comités assurent l'envoi régulier de publications périodiques traitant des monuments historiques, tandis que d'autres ont fait parvenir au Centre d'importants dons de publications. Il faut mentionner en particulier les efforts déployés:

- en Europe, par la République Fédérale d'Allemagne, la République Démocratique d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Turquie, la Suisse, la Yougoslavie,
- en Amérique, l'Argentine, le Canada, la Colombie, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, le Guatemala, le Mexique, le Pérou,
- en Asie, par l'Inde, l'Irak, l'Iran
- en Afrique, par le Ghana, la Tunisie.

En général, les Comités nationaux se sont attachés à répondre avec diligence aux demandes d'information faites par le Centre, telles que l'enquête sur la sauvegarde des petites villes historiques, lancée à l'occasion de la IVème Assemblée Générale.

D'autre part, le Comité autrichien prend toujours une part active à la mise en route du Centre:

- grâce au dévouement du Dr. Farka, du Bureau des Conventions du Bundesdenkmalamt, le Thésaurus pour l'indexage de la documentation est achevé en allemand et la majeure partie est déjà entre les mains du traducteur,
- Monsieur Foramitti, Chef de la Section Photogrammétrie du Bundesdenkmalamt, continue à jouer un rôle important dans les activités du Comité de Documentation,
- Le gouvernement autrichien a maintenu en 1975 et 1976, le versement d'une subvention se montant à 0,50% de sa contribution à l'UNESCO (soit \$ 2141).

Par l'entremise du Comité des Etats-Unis, une contribution annuelle de \$ 4000 a été reçue du National Park Service, et les voyages du Président du Comité de la Documentation, M. Lord, ont été facilités.

## 7. COMITÉS INTERNATIONAUX SPÉCIALISÉS

Certains Comités internationaux bénéficient du concours des Comités nationaux qui leur désignent des membres ou des correspondants, ou qui entreprennent des travaux à leur demande.

Ainsi, les comités danois et polonais ont fourni une documentation photographique au Comité des Jardins Historiques, et le Comité britannique est en train de constituer une liste des parcs et jardins anglais: les Comités britannique, danois, jordanien, turc et des USA ont donné une réponse favorable à la demande du Président de l'ICOMOS de proposer des membres correspondants de ce Comité.

Les comités autrichien, polonais, turc et argentin ont appuyé les travaux du Comité International de Photogrammétrie Architecturale.

Nombre de comités ont répondu à une lettre du Secrétaire Général, en exprimant leur intérêt pour l'architecture et l'archéologie industrielle, ce qui semblerait indiquer la constitution éventuelle d'un comité international à ce sujet.

## 8. RÉVISION DE LA CHARTE DE VENISE

Il a été demandé à tous les Comités nationaux de l'ICOMOS de donner leur avis sur la révision et la mise à jour de la Charte Internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites (La Charte de Venise); ils ont tous reçu une documentation de la part du Secrétariat et certains ont déjà fait part de leurs observations à ce sujet; mentionnons les comités soviétique, hongrois, italien, tchécoslovaque, suédois. Dans ce but, des groupes de travail spéciaux ont été créés et des réunions ont été organisées ou seront organisées en: Danemark, France, Hongrie, Italie, Mexique, Royaume Uni, U.S.A.

Par ailleurs, le Comité français a organisé un important colloque sur les Restaurations françaises et la Charte de Venise, qui s'est déroulé à Paris du 13 au 16 octobre 1976.

Le Comité polonais a envoyé des questionnaires et a également suggéré d'inclure les « recommandations de Varsovie » au texte de la Charte.

Le Comité italien a rédigé un supplément de quatre articles traitant de la conservation des villes et quartiers anciens.

## 9. AVANTAGES DE LA CARTE DE MEMBRE DE L'ICOMOS

Le Secrétaire Général a écrit aux Présidents des Comités nationaux des pays, qui, jusqu'ici, n'offraient aucun avantage particulier aux personnes munies de la carte de membre de l'ICOMOS, (entrée gratuite aux musées et monuments, par exemple), pour leur demander d'envisager la question. Il a reçu des réponses favorables de plusieurs comités: R. F. A., Chypre, Italie, Espagne, France, Jordanie, Malte, République Dominicaine, Royaume-Uni, Bolivie, Danemark.

## III. RÉUNIONS ET EXPOSITIONS

### 1. RÉUNIONS ADMINISTRATIVES DES COMITÉS NATIONAUX

Presque tous les Comités nationaux qui ont envoyé un rapport y mentionnent au moins une session annuelle du Comité. Plusieurs avouent que cette réunion a été la seule. Il y a lieu de rappeler à tous les Comités nationaux l'importance de tenir des réunions régulières, tout au moins de leurs Comités exécutifs, et à ceux qui n'ont pas tenu au moins une réunion plénière par an, que cela représente une contravention des statuts de l'ICOMOS. En 1975-76, le palmarès doit aller aux

membres du Comité dominicain, qui se sont réunis tous les mois.

## 2. RÉUNIONS SCIENTIFIQUES ET EXPOSITIONS

La plupart des réunions scientifiques au niveau national organisées par les Comités sont mentionnées ailleurs, sous le chapitre «Activités sur le plan national».

Le Comité ICOMOS du Royaume Uni a patronné la Conférence annuelle du Council for British Archeology, qui s'est tenue à Oxford, du 6 au 12 avril 1975. Le thème de la Conférence était: «Archéologie et Histoire de la Ville Européenne»; elle entrat dans le cadre de l'Année Européenne du Patrimoine Architectural.

Ajoutons les deux colloques nationaux de Conservation des Monuments, tenus par le Comité dominicain au mois d'Octobre 1975 et 1976; une série de cinq manifestations organisées par le Comité roumain dans différentes villes en 1975.

La préparation d'expositions a été une activité complémentaire essentielle aux campagnes de sensibilisation du public et à la participation à certaines manifestations internationales: ont participé à cette activité au cours de 1975 et 1976, les Comités de RDA, Argentine, Bulgarie, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Syrie, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie.

L'exposition montée par l'ICOMOS Argentine présente un intérêt particulier, car le thème — les techniques modernes de protection et d'assainissement du patrimoine architectural — était illustré par les travaux entrepris par le Comité même, à travers le pays. Elle comportait des sections sur l'inventaire, les photogrammétries, l'analyse du tissu urbain, la désignation d'un secteur sauvegardé (San Isidro) le diagnostic, l'interprétation des photographies aériennes.

L'exposition sur l'œuvre de Luigi Vanvitelli, préparée par l'ICOMOS Italien avec le concours de l'Université de Naples et de la Région Campania a été offerte au Secrétariat et inaugurée à Paris, lors du colloque sur les restaurations françaises, grâce à l'aide de la section française.

## IV. PUBLICATIONS

Les publications des Comités nationaux peuvent être de deux ordres — périodiques ou occasionnelles. Déjà les Comités mexicain, suisse, publient des Bulletins réguliers. La publication d'un Bulletin est à l'étude en Espagne, en France. Nous espérons que d'autres Comités décideront de publier à l'avenir des bulletins d'informations régulières.

Le Comité des Etats Unis éditera une plaquette sur l'ICOMOS. D'autres Comités envoient des articles régulièrement aux revues spécialisées de leur pays, comme il a été signalé plus haut.

Le Compte rendu du Colloque de Brno sur la Conservation de l'Architecture rurale vernaculaire (Tchécoslovaquie, 1971), le Séminaire de Budapest sur l'intégration de l'architecture contemporaine dans les ensembles anciens (Hongrie — 1972) et le Symposium de Magdebourg sur les Nouvelles affectations sociales des monuments historiques (R.D.A. — 1974), ont fait l'objet de publications nationales.

A l'occasion du 30ème anniversaire de la victoire sur le fascisme, le Président du Comité soviétique a publié un ouvrage sur les monuments commémoratifs: «Ton nom est immortel».

Les résolutions du Séminaire Interaméricain sur les Expériences de Conservation et de Restauration du Patrimoine Architectural des Périodes coloniale et républicaine, s'est tenu à Saint Domingue, du 2 au 8 décembre 1974, et ont été traduites en français, anglais et espagnol; elles sont disponibles, sur demande, au Secrétariat de l'ICOMOS, à Paris.

## V. CAMPAGNES INTERNATIONALES

### 1. ACTIVITÉS RELEVANT DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL

L'Année Européenne du Patrimoine Architectural (1975) a mobilisé les efforts de presque tous les Comités nationaux européens, qui ont, en général, contribué de façon très active aux réalisations et aux manifestations, nationales et internationales, de l'Année. Les membres des Comités nationaux de l'ICOMOS ont souvent participé aux travaux des Comités d'organisation de l'année dans leurs pays.

L'organisation de l'Année a engagé une grande partie des efforts en 1975 des Comités des pays membres du Conseil de l'Europe. Pour les Comités autrichien, britannique, danois, luxembourgeois, suisse et turc ce fut l'activité majeure des membres de l'ICOMOS, en leur capacité professionnelle.

Le Comité belge a organisé à la demande du Ministère de la culture néerlandais et en collaboration avec les Comités nationaux des pays concernés, trois voyages d'études, aux Pays-Bas, en France et en Angleterre, à l'intention des mandataires publics et des responsables du patrimoine sur le plan régional.

Le Comité espagnol a consacré l'essentiel de ses efforts à la préparation d'une exposition qui fut inaugurée par S. M. Le Roi Juan Carlos.

La section française a été désignée pour être le support juridique et matériel de l'organisation en France de l'Année.

D'autre part, le Comité exécutif, conscient de la responsabilité scientifique de l'ICOMOS dans le cadre de l'Année, avait entrepris des démarches auprès des Comités nationaux de l'ICOMOS des pays européens non-membres du Conseil de l'Europe afin d'en obtenir la participation. Cette approche a eu un écho très favorable.

En Pologne, par exemple, le Comité de célébration de l'Année a été constitué par le Comité National. Les membres du Comité national polonais ont participé à des programmes de radio et de télévision, consacrés à la protection des Monuments Historiques. Un rôle actif a été assumé aussi par les Comités nationaux, en Bulgarie, Hongrie, Pologne, et en Union Soviétique.

Ils ont assuré une large diffusion des buts de l'Année par la publication de nombreux articles, et surtout par la préparation d'expositions sur différents aspects de la conservation-expositions qui ont, certaines d'entre elles été présentées à Amsterdam, lors de la Conférence de clôture. Par exemple, le Comité soviétique y a envoyé 8 stands illustrant la reconstruction des villes détruites pendant la guerre, les recherches dans le domaine de la réanimation des centres historiques, les problèmes de la conservation des constructions en bois.

D'autres activités ont été incluses: l'édition de timbres postaux commémoratifs (en Hongrie), des concours de pouvoirs locaux (en Hongrie et en France) un concours pour l'éclairage des quartiers historiques (au Danemark); en Pologne un important programme de sensibilisation du public s'est porté tout particulièrement sur le maintien du caractère des villes et quartiers historiques, sur la protection de l'architecture populaire, des espaces verts et des cimetières, et du patrimoine industriel.

En dehors de l'Europe, un voyage d'études de spécialistes américains en Angleterre, Ecosse et aux Pays Bas, organisé à l'occasion du Congrès d'Amsterdam a été placé sous l'égide de l'US-ICOMOS.

### 2. RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

En ce qui concerne les programmes développés par l'UNESCO en faveur des monuments et des sites, il semble que la participation de l'ICOMOS passe, en général, par le Secrétariat. Peu nombreux, en effet, sont les Comités nationaux qui men-

tionnent leur apport à l'UNESCO, bien que nous sachions que leurs membres ont assisté souvent à certaines réunions tenues par l'Organisation telles que la consultation d'experts gouvernementaux pour rédiger le projet de Recommandation sur la sauvegarde des villes et des quartiers anciens à Varsovie.

Le Comité des USA présente une exception: il a cependant répondu à la demande du Secrétaire Général et a constitué un groupe de travail spécial pour élaborer des critères d'inscription à la Liste du Patrimoine mondial, et des normes de documentation à requérir pour la mise en œuvre de la Convention sur le Patrimoine mondial. En outre, il a consulté les représentants de l'UNESCO au sujet de la création de comités du soutien éventuels, au niveau national, pour les grandes campagnes en faveur de Mohenjo Daro et de l'Acropole d'Athènes.

Le Comité danois a fait une démarche auprès du Ministre des Affaires Culturelles à Copenhague afin d'obtenir la ratification de la Convention par son pays.

Les Cours de formation organisés par l'UNESCO à Rome, à Venise et à Bagdad ont reçu des élèves de plusieurs comités (R.D.A., USA et Syrie). Trois membres du Comité bolivien ont enseigné au cours de Cuzco.

La Roumanie a accueilli une mission de trois experts de l'UNESCO en novembre 1975, pour étudier la protection du patrimoine roumain, et en particulier les problèmes de conservation de la pierre et du mortier (dans les constructions antiques) des peintures murales (dans les édifices médiévaux) et l'architecture populaire en bois.

Le Comité des USA a préparé un exposé sur la nécessité de sauvegarder les ensembles anciens, pour la Conférence des Nations Unies (Habitat 76), à Vancouver, (Forum des ONG).

Le Comité belge, en coopération avec le Comité International des Villes Historiques et avec l'ICSID (International Council of Societies for Industrial Design) a participé à l'organisation d'un séminaire sur le problème des transports publics dans les villes historiques (Bruges — juillet 1975).

## RAPPORTS DES COMITÉS INTERNATIONAUX SPECIALISÉS ICOMOS ET RÉSOLUTIONS ADOPTÉES AUX COLLOQUES ICOMOS

### SAUVEGARDE DES VILLES HISTORIQUES

#### COLLOQUE SUR LA SAUVEGARDE DES VILLES HISTORIQUES (Bruges, 12-15 mai 1975)

Organisé par le Comité des Villes Historiques de l'ICOMOS et la ville de Bruges, avec le concours du Ministère Belge de la Culture, le Comité Belge pour l'Année Européenne du Patrimoine Architectural et l'Association des Villes Historiques de Belgique, ce Colloque a rassemblé 600 participants, originaires de 30 pays différents, dont plus de 300 responsables politiques ou techniques du secteur communal, y compris de très nombreux bourgmestres et échevins.

«Les Résolutions de Bruges: principes de réhabilitation des Villes Historiques», conclusion du Colloque, ont été approuvées par la Quatrième Assemblée Générale de l'ICOMOS et sont les suivantes:

#### RÉSOLUTIONS:

1. *La ville est le fondement de l'environnement bâti de l'humanité. Elle est le miroir de sa vie sociale et l'expression de la diversité de sa culture, de son histoire et de ses traditions. Elle contient les racines vivantes des communautés locales, signifie leur identité et aide les hommes à se situer dans le temps et dans l'espace.*

2. *La ville historique, mieux et plus puissamment que toute autre, par la présence permanente du temps dans ses structures, ses matériaux et ses traditions constitue pour les hommes d'aujourd'hui l'attache visuelle à ses racines. Cette présence vivante du passé est indispensable à son équilibre tant individuel que social.*

3. *La diversité des villes, produit de celle des hommes et des sociétés, tout autant que de la nature et des climats qui en sont les supports physiques, exprime dans le cadre vécu de la vie quotidienne, l'étonnante capacité de l'humanité de répondre par une création continue et extraordinairement variée à ses besoins et à ses vœux. Elle constitue de ce fait l'une des principales richesses du monde.*

4. *Plus que par le passé, même récent, des menaces de destruction imminent pèsent sur ce patrimoine. Les bouleversements techniques, économiques et sociaux concentrent les hommes autour des centres de production et d'administration*

en de gigantesques villes tentaculaires. La dimension globale de celles-ci, tout autant que leur maille, sont en rupture d'échelle avec la ville traditionnelle. Partout dans le monde l'une se superpose à l'autre et étouffe, meurt ou détruit son tissu historique.

5. *Cependant la ville historique doit être sauvegardée. Son échelle humaine, sa beauté, sa richesse, la sensibilité et la diversité des cadres de vie qu'elle offre, les rapports humains variés et souples qu'elle sous-tend, le capital immobilier énorme qu'elle représente apparaissent de plus en plus à l'homme contemporain comme une valeur irremplaçable. La difficulté rencontrée par l'urbanisme et l'architecture moderne de créer des cadres de vie équivalents a fait ressortir, plus que par le passé, les qualités exceptionnelles de ces villes, malgré leur inadaptation à certains aspects de la vie contemporaine.*

6. *La sauvegarde des villes historiques se justifie certes par leurs valeurs culturelle et esthétique. Elle se motive davantage encore par les fonctions sociales qu'elle remplit comme lieu de rencontre privilégié de la communauté urbaine et comme habitat diversifié. En effet, à la variété des besoins en matière d'environnement et d'habitat, la société peut proposer, grâce à l'étonnante diversité des lieux et des logements qu'offre la ville historique assainie et réhabilitée, une variété infinie de cadres de vie. La sauvegarde des villes historiques, leur assainissement et leur adaptation aux besoins actuels, deviennent de ce fait l'un des facteurs fondamentaux d'une vraie politique sociale de l'habitat.*

7. *L'assainissement et la réhabilitation des villes historiques doivent s'exécuter dans le respect des droits de la population qu'elles abritent. Plus particulièrement les droits des plus démunis à vivre dans la ville ancienne doivent être respectés et des solutions trouvées au problème financier que cela pose.*

8. *La sauvegarde de la ville historique ne peut se faire que dans le cadre de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Les interrelations entre la ville historique et sa région comportent non seulement l'intégration de la ville dans l'ensemble des besoins socio-économiques régionaux, mais aussi l'adaptation des exigences de la région aux nécessités de la sauvegarde de la ville historique.*

9. *La sauvegarde de la ville historique exige l'adaptation de celle-ci aux besoins de la vie contemporaine, mais dans le respect total de sa substance, de sa structure et de son histoire.*

Le maintien de sa structure urbanistique, de sa maille et de sa dimension spatiale est essentiel à la préservation de son identité. La conservation de l'authenticité de ses ensembles ainsi que de ses monuments, grands et modestes, selon les principes énoncés dans la Charte de Venise, 1964, est l'un des objectifs fondamentaux de la sauvegarde. Le respect de cette authenticité comprend l'intégration de l'architecture contemporaine dans les villes historiques.

10. Les villes historiques constituent une richesse limitée non renouvelable à l'échelle de générations. Une notion de saine économie oblige d'en assurer la sauvegarde. Celle-ci répond à un besoin fondamental de la société contemporaine. Elle est réalisable aux plans technique et financier. Ses avantages socio-économiques justifient sa réalisation et son coût.

A l'occasion du Colloque, une grande exposition réunissant les contributions de près de 200 villes de 20 pays, tenue à l'initiative de la Ville de Bruges, permit aux participants et aux citoyens de prendre connaissance des nombreuses actions de sauvegarde en cours dans le monde entier.

En 1975, le Comité des Villes Historiques a également organisé, en collaboration avec l'ICSID (the International Council of Societies of Industrial Design), un séminaire avec des spécialistes sur le thème: «une Circulation Urbaine à l'Echelle Humaine», à Bruges du 6 au 20 juillet.

Le Rapport du Comité pour 1976, mentionne notamment les activités suivantes:

- une contribution active au développement des «Recommandations UNESCO sur la conservation des ensembles historiques» qui ont débuté en février lors de la réunion à Varsovie;
- la collaboration avec le «Forum des Villes Historiques» dont le président est membre du Comité Directeur, entre autre pour l'organisation de voyages d'études dans les villes historiques;
- une contribution avec le «Conseil des Communes de l'Europe» à la préparation du 2ème Congrès des Villes Historiques, tenu à Strasbourg du 30 septembre au 2 octobre 1976.
- une importante participation dans les travaux préliminaires qui ont mené à la création du centre post-universitaire pour architectes-restaurateurs à Bruges.

Dans le rapport qu'il a présenté au Comité Consultatif de l'ICOMOS, en décembre 1976, le Président du Comité des Villes Historiques a mentionné des projets pour l'avenir. Entre autres projets: l'organisation d'un colloque sur la conservation des Médinas d'Afrique du Nord; une campagne auprès des villes, en faveur du Centre de Documentation; une étude des règlements de la construction dans les villes historiques (tels ceux qui concernent les permis de construire, le contrôle de la publicité et de la signalisation, la protection contre les incendies) et la nécessité de fournir des arguments économiques précis en faveur de la conservation.

#### COLLOQUE DE ROTHENBURG SUR LA SAUVEGARDE DES PETITES VILLES HISTORIQUES (Rothenburg ob der Tauber, 29-30 mai 1975)

Le Colloque de Rothenburg sur la sauvegarde des Petites Villes Historiques s'est tenu les 29 et 30 mai 1975 et faisait directement suite à la 4ème Assemblée Générale de l'ICOMOS. Le compte-rendu du Colloque a été publié par le Comité National de R.F.A., et il est disponible sur demande au Secrétariat de l'ICOMOS à Paris. Il contient le texte intégral des problèmes techniques concernant la sauvegarde des petites villes, les rapports régionaux du monde entier, et une suite d'études des situations les plus intéressantes faites par les Comités Nationaux.

Les conclusions du Colloque sont fondées sur les principes généraux énoncés dans les résolutions de Bruges qui s'appliquent d'une façon plus ou moins universelle à la sauvegarde

des petites villes historiques. Elles insistent sur l'environnement et l'habitat privilégiés que les petites villes offrent à leurs habitants, et sur la nécessité d'en assurer la sauvegarde, leur assignant au stade de la politique d'aménagement un rôle économique qui respecte leur structure particulière.

#### RÉSOLUTIONS

1. Les principes généraux énoncés dans les résolutions de Bruges s'appliquent d'une façon plus ou moins universelle à la sauvegarde des petites villes historiques. Néanmoins, leur mise en œuvre doit tenir compte des problèmes spécifiques et des conditions régionales, en particulier des situations socio-économiques et politiques existant dans les différentes régions du monde.

Il est évident qu'il existe plusieurs types de petites villes, chaque groupe étant caractérisé par des problèmes communs et par des situations spécifiques, entre autres, selon la dimension des villes, leur contexte culturel et leurs fonctions économiques. Toutes mesures adoptées pour réanimer et réhabiliter les petites villes anciennes doivent respecter les droits, les coutumes et les aspirations de leur population et refléter les buts et les intentions de la communauté urbaine. C'est pourquoi les solutions et leur mise en œuvre doivent être adaptées à chaque cas particulier.

2. Dans les régions industrialisées du monde, les petites villes historiques sont souvent d'anciens centres qui furent importants autrefois, mais qui ont été laissés à l'écart de la vague d'industrialisation et de croissance urbaine du 19ème siècle. Au plan économique, ce sont en général des centres de zones agricoles. Cette fonction leur a octroyé certaines caractéristiques qui contrastent avec celles des grandes villes:

- elles ne sont pas encore étendues au-delà de leurs noyaux historiques et ceux-ci sont restés l'élément dominant dans la perception visuelle de la ville, qui, parfois, conserve encore ses remparts;
- elles constituent toujours le centre d'activités sociales et économiques, tout en comprenant un nombre important de logements;
- le paysage qui les environne est resté, en grande partie, intact et constitue un élément indissociable de l'image de la ville;
- souvent elles ont conservé une population de structure diversifiée et équilibrée et il en est de même des emplois; rares sont en effet les petites villes présentant des monostructures économiques occasionnées par la présence de grands organismes de production de masse.

3. Ces petites villes sont menacées par des dangers spécifiques, de différentes natures:

- Elles peuvent souffrir d'un manque d'impulsion économique, qui cause l'émigration de la population vers des centres plus importants: ceci conduit à leur dépeuplement et par voie de conséquence à leur dégradation.
- Si l'importance de la population reste stable, les habitants, en raison des nuisances de la circulation, et/ou du manque de confort et de commodités, peuvent se déplacer vers les quartiers modernes à la périphérie du centre ancien, entraînant l'abandon des quartiers anciens.
- Par ailleurs, l'excès d'impulsion économique peut causer des ruptures dans la structure ancienne et l'insertion d'éléments nouveaux discordants pour l'harmonie du cadre urbain.
- Des mesures visant à adapter la ville aux progrès modernes peuvent avoir des effets similaires. Le tourisme, qui peut constituer un facteur valable de réanimation économique, peut aussi occasionner des conséquences négatives sur l'aspect et la structure de la ville.
- Les dimensions toujours plus importantes des équipements sociaux, tels que les écoles et les hôpitaux, risquent de déteriorer l'harmonie traditionnelle des cadres urbains et à perturber l'équilibre de leur fonctionnement.

4. Dans les pays en voie de développement, la croissance rapide de la population et l'afflux massif d'habitants dans les villes menacent de détruire la structure des établissements existants. L'identité nationale et culturelle de ces pays sera irrémédiablement appauvrie si s'atrophient les liens qui les rattachent à leur passé. Aucun de ces liens n'est plus important que l'environnement architectural autochtone, qui s'est élaboré au cours des siècles pour répondre, avec les matériaux locaux, aux conditions physiques et climatiques, et qui se traduit dans la structure des établissements, la forme des maisons et les techniques de construction.

Les gouvernements de ces pays devraient être informés de la nécessité d'intensifier leurs efforts pour conserver les qualités positives du cadre de vie autochtone, urbain et rural, et de confier à l'administration chargée de l'aménagement du territoire les responsabilités et les pouvoirs indispensables pour protéger leurs villes historiques contre les pressions d'une expansion et d'une industrialisation excessives.

5. Pour faire face aux dangers qui menacent les petites villes historiques, il est nécessaire de définir une stratégie et des mesures, à différents niveaux:

- la politique d'aménagement doit tenir compte des besoins spécifiques des petites villes anciennes et assurer leur sauvegarde en leur assignant un rôle qui respecte leur structure particulière; leur fonction économique notamment doit être choisie de façon à ne pas entraîner une rupture ou un abandon de leur nature et de leur configuration historique.
- Ceci implique la coordination au niveau des études de tous les projets élaborés par les autorités publiques, dont les décisions exercent une influence sur la ville: implantations industrielles, réseau de transports, équipements régionaux etc.
- Au niveau local, les choix urbanistiques doivent être faits avec grand soin, de manière à conserver et à mettre en valeur les caractères spécifiques de la ville. Il faut notamment:
  - a) que tous les aménagements nouveaux tiennent compte de l'échelle de la ville, respectent ses caractères, sa structure et son insertion dans le paysage,
  - b) que les qualités visuelles spécifiques des espaces urbains des rues et des places soient maintenues non seulement dans quelques «îlots traditionnels» isolés, mais dans toutes les parties caractéristiques de la ville et en tous cas dans le réseau continu intégrant les principaux éléments significatifs de la ville,
  - c) que soit évitée toute destruction de bâtiment ancien, qui à première vue, pourrait sembler de peu d'importance, mais dont la multiplication conduirait à une dégradation irrémédiable du tissu historique de la petite ville,
  - d) que l'on cherche, en cas de besoin, aux bâtiments sans usage, menacés de délabrement, des affectations nouvelles adaptées à leur manière d'être.
- Il convient par ailleurs de développer les méthodes pour répertorier, évaluer et protéger les qualités des petites villes historiques et étudier les bases de leur sauvegarde. Les problèmes scientifique, technique, juridique, financier, etc. doivent être pris en pleine considération. L'échange d'expériences est un facteur promotionnel important; le Centre International de Documentation UNESCO-ICOMOS pourrait assurer une collecte efficace des informations afin de les mettre à la disposition de tous.
- Il est enfin d'une importance primordiale de développer au sein de la population et chez leurs représentants politiques la fierté de leur environnement historique et le sens de leurs responsabilités dans le domaine de la conservation de leur patrimoine. Cette volonté est une condition fondamentale requise pour assurer, à long terme, le succès de la politique de sauvegarde.

6. Dans de nombreux pays l'initiative de la préservation de petites villes sont le résultat d'initiatives locales. Il est essentiel de soutenir et d'encourager ces actions généreuses. Toutefois, les problèmes de conservation deviennent trop complexes pour la seule initiative privée et pour l'administration locale. Il est donc souhaitable que l'on dispose à l'avenir d'une législation régionale ou nationale permettant de mieux promouvoir la sauvegarde des petites villes historiques, et en particulier, de juguler la spéculation foncière.

#### COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA VIE NOUVELLE DANS LES VILLES ANCIENNES (Prague et Bratislava, 30 septembre – 5 octobre 1976)

C'est à Prague et à Bratislava que se sont déroulés du 30 septembre au 5 octobre 1976, les travaux de la réunion sur le thème «une vie nouvelle dans les villes historiques». Cette réunion était patronnée par le Ministre des Affaires Culturelles de la République Socialiste Tchèque et par le Ministre des Affaires Culturelles de la République Socialiste Slovaque, avec la collaboration de l'ICOMOS, ainsi que sous les auspices de la Commission Tchèque de l'UNESCO et de l'UNESCO.

Ce colloque s'est préoccupé de l'intérêt culturel de la réanimation et de la restauration des sites historiques, de leur rôle dans le développement de la société contemporaine, des plans de réhabilitation des quartiers historiques; il était illustré par l'étude de quelques exemples de restauration de villages anciens en Tchécoslovaquie.

#### RECOMMANDATIONS:

Du 30 septembre au 5 octobre 1976 un colloque international «Vie nouvelle dans les sites historiques» a eu lieu en Tchécoslovaquie, à Prague et à Bratislava. Le Colloque fut organisé par le Ministère des Affaires Culturelles de la République Socialiste tchèque et par le Ministère des Affaires Culturelles de la République Socialiste slovaque, avec le concours de l'ICOMOS, sous les auspices de la Commission tchècoslovaque pour l'UNESCO et de l'UNESCO.

I. Après avoir entendu et discuté les exposés, les délégués à ce Colloque international constatent que:

1. Les sites historiques, sources de l'histoire de chacun de nous et de l'ensemble des communes, régions et pays, sont devenus la preuve la plus flagrante de la continuité de la vie humaine et du sens même du travail et de la création passée, présente et future, de l'évolution la plus authentique de l'histoire de la société.

2. Les villes, villages et ensembles historiques avec leur environnement, constituent, dans le cadre de l'intégration progressive de la structure des établissements humains, l'appui principal de leur développement et du progrès général sur le plan fonctionnel et culturel. Même s'ils agrandissent souvent l'étendue de leur territoire et augmentent le nombre de leurs habitants, leurs structures urbaines et architecturales, souvent de grande valeur, connaissent parfois une stagnation et ne sont pas utilisées de manière convenable.

3. Pour que les sites historiques puissent remplir leur mission importante dans le développement de la société moderne et pour que leurs valeurs uniques et irremplaçables restent non seulement conservées, mais pleinement adaptées au développement de l'environnement, ils doivent être protégés et réhabilités.

4. La première condition fondamentale à une rénovation réussie des sites historiques consiste en une approche planifiée et scientifique, basée sur un ensemble de mesures à caractère culturel, législatif, administratif, technique et financier de chaque Etat, région et commune.

5. La vie dans les villes historiques peut être assurée notamment par la détermination de leur fonction adéquate dans le cadre du développement des villes et des régions. A l'heure actuelle, il n'est plus possible de considérer les villes histori-

ques de manière isolée, mais uniquement en corrélation avec la planification du développement général.

6. Il faut différencier les formes de réhabilitation des sites historiques selon leur valeur et leur fonction. On recommande à chaque Etat de dresser un inventaire des villes et villages historiques et de les protéger légalement, en vertu de leur classification, d'après leurs valeurs historiques, sociales, culturelles et artistiques.

7. La réhabilitation appropriée et les constructions nouvelles dans les sites historiques doivent être réglementées en fonction des critères culturels de la société contemporaine, fondés sur la connaissance scientifique des valeurs culturelles et des structures urbaines historiques et sur leur respect lors de l'établissement des plans d'utilisation du sol et de l'aménagement territorial des villes et des villages. Les ensembles historiques devraient constituer la base de la composition urbaine et fonctionnelle des villes et des zones urbanisées contemporaines et futures.

8. L'animation et la réhabilitation des sites historiques peut être obtenue par des investissements planifiés, utiles à tous les citoyens et aux organisations publiques les plus diverses. Il est possible d'atteindre cet objectif en procédant à des analyses et à des études qui tiennent compte des perspectives réelles du développement économique et social du site historique et de la région.

9. Les institutions chargées de la protection des biens culturels et celles qui sont responsables de l'aménagement du territoire dans chaque Etat doivent mettre en œuvre une politique active, notamment dans deux sens:

- a) intégrer les programmes de réhabilitation et d'utilisation des sites et des villes historiques dans les plans d'urbanisme, en respectant leur «morphologie» historique et les besoins de leur habitants;
- b) orienter des plans économiques des organismes responsables au niveau local et régional, de manière à ce qu'ils participent directement à la mise en valeur des milieux historiques; à cette fin, une coordination spécialisée est indispensable.

II. Les délégués au Colloque international «Vie nouvelle dans les sites historiques» recommandent aux représentants compétents de leurs pays respectifs d'approuver, à la Conférence générale de l'UNESCO, lors de sa dix-neuvième session, à Nairobi, en novembre 1976, le document international rédigé à Varsovie en février 1976 et intitulé «Projet de recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine». Ce document pourra servir de base à la formulation d'une politique active de la protection, de la restauration et de l'animation des sites historiques de chaque Etat.

Les participants ont vivement apprécié l'intérêt et la qualité des communications présentées.

Ils remercient les ministères des Affaires culturelles de la République socialiste tchèque et de la République socialiste slovaque, la Commission tchécoslovaque pour l'UNESCO et les organisateurs mêmes du Colloque — l'Institut d'Etat de la Protection des Monuments historiques et de la Sauvegarde de la Nature de Prague et l'Institut slovaque de la Protection des Monuments historiques et de la Sauvegarde de la Nature de Bratislava pour leur accueil cordial et pour l'excellente organisation du Colloque.

## JARDINS HISTORIQUES

La réunion plénière du Comité s'est tenue à Zeist (Pays-Bas) le 9 septembre 1975. Les participants ont discuté de la collaboration avec l'IFLA (Fédération Internationale des Architectes Paysagistes), du recrutement de membres correspondants et des préparatifs du IVème Colloque International sur les Jardins Historiques, tenu en Tchécoslovaquie en 1977.

### COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA SAUVEGARDE ET LA PROTECTION DES JARDINS HISTORIQUES (Zeist, du 9 au 12 septembre 1975)

Le Comité ICOMOS/IFLA des Jardins Historiques s'est joint au Comité national néerlandais des l'ICOMOS pour organiser un colloque international sur la Restauration et la Protection des Jardins Historiques. Ce colloque, le troisième de la série, s'est penché sur le choix des essences correctes du point de vue historique pour le rétablissement des Jardins Historiques. Il a recommandé que des études soient entreprises rapidement pour sauver les jardins en péril à travers l'Europe. Les voeux et les intentions des participants sont émis dans le rapport suivant:

#### RAPPORT:

Les participants au 3ème colloque international ICOMOS/IFLA sur la protection et la restauration des jardins historiques, réunis à Zeist, Pays Bas, du 9 au 12 septembre 1975, RAPPELENT à quel point les monuments et leurs jardins sont solidaires et soulignent qu'ils doivent bénéficier de la même protection, faire l'objet de la même attention et des mêmes scrupules archéologiques,

INSISTENT sur la nécessité d'adopter (et de faire respecter) des lois assurant la protection efficace des jardins historiques et de prendre des mesures pour aider les propriétaires à faire face aux travaux d'entretien (subventions, allègement des impôts, etc....),

SOULIGNENT le rôle privilégié qui revient au jardin dans le tissu urbain et dans le paysage historique et sur la nécessité d'assurer la protection efficace et la remise en état des parcs publics et des jardins privés, situés dans les agglomérations; ces jardins ne doivent pas servir de terrain de jeux; Après avoir entendu des exposés très documentés sur les plantes utilisées dans les jardins botaniques aux différentes époques et pris connaissance des études de botanique historique réalisées à l'occasion du projet de restauration de Het Loo, ils SOUHAITENT

- qu'un inventaire des plantes, arbres et arbustes que l'on peut utiliser, selon la saison, pour la plantation des jardins historiques des différentes époques, soit établi,
- que des recherches soient entreprises par des botanistes pour retrouver les espèces anciennes,
- que des pépinières spécialisées soient créées ou maintenues, dans les différents pays, à l'initiative des administrations responsables, pour cultiver les plantes, arbres et arbustes, nécessaires pour la restauration des jardins historiques (publics et privés),
- que l'on tende à revenir aux essences d'origine lors du renouvellement des plantations,

ESTIMENT que, dans le cas de jardins historiques existants et régulièrement entretenus, on préconise de ne revenir que progressivement aux essences d'origine,

RECOMMANDENT que dans chaque pays soit organisé un centre de références sur les jardins historiques et qu'y soit rassemblée toute documentation afférente à ces jardins, que l'on aménage un local (ou une salle dans le château ou le musée) pour informer le public sur l'histoire du jardin qu'il visite.

Après avoir entendu de nombreux rapporteurs signaler les dangers que courrent les jardins de leurs pays, les participants au colloque ont décidé de dresser une liste des jardins en péril qui sera diffusée lors du congrès final de l'Année Européenne du Patrimoine Architectural, à Amsterdam, en octobre 1975.

Le Conseil des Jardins Historiques qui s'est réuni à Bruxelles le 14 octobre 1976, a soulevé le problème de définir un jardin ou un parc historique, de le protéger comme un monument historique selon les mesures de protection habituelles. Les

participants ont proposé un Inventaire des Jardins Historiques et des «Listes Provisoires».

### COLLOQUE SUR L'ARCHITECTURE POPULAIRE (Plovdiv, du 24 septembre au 2 octobre 1975)

Le Comité National bulgare s'est chargé de l'organisation de ce Colloque international consacré à l'architecture populaire et à son adaptation aux besoins de la vie moderne. 46 spécialistes de 17 pays y ont participé, et les 40 rapports présentés au Colloque ont traité d'une série de questions allant de la création des musées en plein-air à la conservation intégrée de l'habitat rural.

En plus d'une visite du secteur sauvegardé du vieux Plovdiv, un voyage d'études de trois jours à travers la Bulgarie a permis aux participants de prendre connaissance du patrimoine culturel bulgare, et en particulier de l'architecture populaire, et de se rendre compte des problèmes d'adaptation de cet habitat aux besoins d'aujourd'hui.

Le voyage d'études a inclus des visites à Nessebar, sur la Mer Noire, à l'ancienne capitale de Tirnovo, aux villages de Zhérvana, Arbanassi Bozhentsi, et au musée en plein-air d'Etara, ainsi qu'à la tombe hellénistique de Kazanlik aux fresques exceptionnelles.

Les actes du Colloque seront publiés sous forme d'un numéro spécial de la revue MONUMENTUM, préparé par les soins du Comité national bulgare, qui comportera un supplément bibliographique sur la conservation de l'architecture vernaculaire.

#### RECOMMANDATIONS:

Les participants au colloque international de l'ICOMOS sur «L'architecture vernaculaire et son adaptation aux besoins de la vie moderne», réunis à Plovdiv et provenant de 17 pays, expriment leurs vifs remerciements et leur reconnaissance aux autorités de Bulgarie, au Comité des Arts et de la Culture, au Comité National bulgare de l'ICOMOS, à l'Institut National des Monuments de la Culture ainsi qu'à l'Union des Architectes bulgares pour l'excellente organisation du colloque et l'accueil chaleureux qui leur a été réservé.

Après avoir visité le centre historique de Plovdiv et, au cours d'un passionnant voyage, la cité de Nessebar, les villages de Jeravna, Arbanassi, Bojentzi et l'ancienne capitale Tarnovo, ainsi que le parc-musée ethnographique d'Etara, et après avoir été ainsi confrontés à la réalité du patrimoine culturel bulgare, les participants se sont mutuellement informés, au cours de trois fécondes journées, des différents problèmes posés par la conservation et l'adaptation de l'architecture vernaculaire et de la situation de ce patrimoine dans leurs pays respectifs.

Les participants, rappelant les travaux et les résolutions du symposium de l'ICOMOS à Sorbske-Pleso-Brno (Tchécoslovaquie) en 1971, sur «La protection de l'architecture populaire», et du colloque de Thessalonique (Grèce) en 1973, sur «La conservation et la réanimation de l'architecture populaire et des sites ruraux» constatent avec satisfaction les progrès de la prise de conscience de l'intérêt de l'architecture vernaculaire et l'évolution favorable des comportements à son égard. Ils prennent acte du fait que la recommandation de Sorbske Pleso-Brno au Comité Exécutif de l'ICOMOS, invité à saisir l'UNESCO de problèmes de sa compétence à l'égard de l'architecture vernaculaire, paraît devoir aboutir à des résultats concrets. Ils soulignent à nouveau l'importance primordiale des programmes de l'éducation scolaire et extra-scolaire pour une sensibilisation de la population à l'égard de son patrimoine architectural.

Les participants au colloque, CONSIDERANT,

— que l'architecture vernaculaire rurale et urbaine fait partie

intégrante du patrimoine de l'humanité, et que la présente génération n'en est que le dépositaire et se doit de la transmettre aux générations futures,

#### CONSIDERANT,

- néanmoins que la définition de l'architecture vernaculaire n'est à l'heure actuelle pas encore suffisamment précise, et qu'il importe dès lors d'en approfondir la notion, et d'en étudier la typologie et les morphologies,

#### CONSIDERANT,

- que dans les perspectives économiques d'un nouveau mode de croissance beaucoup plus attentif que par le passé à éviter le gaspillage et à gérer au mieux les biens existants, l'architecture vernaculaire constitue une réserve d'habitat importante qu'on ne saurait perdre, mais dont l'utilisation judicieuse suppose parfois une restructuration du territoire et une politique de décentralisation appropriée, conjointement avec le développement rural,

#### CONSIDERANT,

- que la politique de sauvegarde de l'architecture vernaculaire dispose d'un éventail de moyens allant de la conservation purement muséologique de l'édifice ou de son adaptation aux besoins de la vie contemporaine jusqu'à une revitalisation qui lui restitue sa fonction primitive en maintenant intégralement son caractère,

#### CONSIDERANT enfin,

- que l'architecture vernaculaire peut offrir un cadre de vie plus différencié, plus approprié aux besoins permanents des hommes qu'un habitat concentrationnaire, et qu'elle est de plus en plus recherchée notamment par les jeunes générations,

les participants, s'adressant aux Gouvernements des Etats et aux autorités responsables à tous les niveaux:

1. RECOMMANDANT de mener à terme, dans les délais les plus brefs, l'inventorisation du patrimoine architectural et d'y inclure l'architecture vernaculaire dans toute son ampleur.

2. RECOMMANDANT d'utiliser systématiquement cet inventaire pour l'élaboration d'une politique globale de conservation, comportant à la fois l'analyse systématique des éléments inventoriés et les dispositions juridiques, financières et techniques, propres à assurer la sauvegarde.

3. RECOMMANDANT de veiller à une coordination intense et suivie entre les services de conservation du patrimoine architectural et ceux de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, coordination particulièrement indispensable à une politique conséquente de sauvegarde et de revitalisation de l'architecture vernaculaire.

4. Tout en reconnaissant l'effet positif pour la réanimation des villes de l'affectation à des usages publics et culturels de certains bâtiments les plus représentatifs d'ensembles d'architecture vernaculaire urbaine, RECOMMANDANT de faire intensément participer la population à la rénovation de ses quartiers et d'avoir le souci de lui donner la possibilité de se maintenir sur place après les travaux d'assainissement et de restauration.

5. Observant qu'un ensemble d'architecture vernaculaire rurale peut être conservé dans son authenticité tout en y maintenant sa population paysanne, même si en partie le travail agraire a modifié profondément ses techniques, RECOMMANDANT en conséquence de faire prévaloir cette politique générale.

6. RECOMMANDANT que dans le cas où le village ancien a été abandonné totalement ou partiellement, un équilibre puisse être trouvé entre l'habitat permanent, la résidence secondaire, l'affectation touristique et la vocation culturelle publique, notamment la fonction muséographique.

7. Observant que les musées de plain air, rassemblant des types variés d'architecture vernaculaire, peuvent répondre à une nécessité documentaire et pédagogique, RECOMMANDANT néanmoins qu'on n'y ait recours que dans des conditions déterminées et dans des cas exceptionnels.

8. RECOMMANDENT que dans toutes les situations précitées la restauration garde un caractère rigoureusement scientifique, étayé par une documentation méthodique et que toute adaptation s'inspire des mêmes principes.

9. Observant que si, dans de nombreux cas, la conservation d'un ensemble vernaculaire doit impliquer le rejet de toute construction nouvelle susceptible de troubler son harmonie, par contre, dans certaines circonstances, il peut être nécessaire d'y admettre l'insertion de bâtiments nouveaux, RECOMMANDENT alors que ceux-ci respectent l'environnement naturel ainsi que l'échelle et le caractère des constructions existantes.

10. Observant que la réalisation de cette politique générale se heurte au déclin de l'artisanat, consécutif à la révolution industrielle, RECOMMANDENT que des mesures soient prises pour le revivifier et pour créer des conditions favorables à son développement et à son évolution.

Enfin, les participants renouvellent à l'intention du Comité Exécutif de l'ICOMOS le vœu formulé déjà au symposium de Sorbske Pleso-Brno en 1971, de constituer un comité international s'occupant de l'étude morphologique et typologique et de la conservation, de l'adaptation et de la réanimation de l'architecture vernaculaire en lui donnant un caractère interdisciplinaire et en le dotant de moyens de fonctionnement appropriés.

Le Comité Exécutif de l'ICOMOS avait décidé, lors de la réunion de novembre 1975, d'accepter l'offre de la Bulgarie d'offrir un siège permanent au Comité International sur l'Architecture Populaire, d'en assurer le Secrétariat et de prendre en charge les frais engagés à l'occasion des réunions de ce Comité. Une distribution géographique des sièges au Comité a été proposée, correspondant à des groupes de travail qui représenteraient différentes régions du monde.

## SECOND COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA CONSERVATION DE LA BRIQUE CRUE (Yazd, 6-11 mars 1976)

A l'invitation du Comité national iranien de l'ICOMOS et du Ministère des Arts et de la Culture d'Iran, et avec le concours de la Commission Nationale pour l'UNESCO, le 11ème Colloque international sur la conservation des monuments en brique crue s'est tenu à Yazd en mars 1976. Plus de 20 nations – d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie et d'Europe – y furent représentées, par des spécialistes dans les techniques de la conservation. La réunion fut placée sous l'égide de l'ICOMOS et du Centre International de Conservation.

Prenant comme point de départ les conclusions du 1er Colloque, tenu également à Yazd, en 1972, les participants discutèrent des techniques traditionnelles d'entretien, et des traitements chimiques proposés pour la brique et la terre crue dans les constructions, qui furent soumis à une analyse critique à la lumière des travaux sur le terrain et des essais de laboratoire.

Cette discussion a permis de définir deux domaines prioritaires: les sites archéologiques susceptibles de receler des vestiges en brique crue et les villes et villages habités, où la brique crue reste le matériau de construction courant. Une attention particulière fut portée sur les conséquences au plan social de la conservation d'édifices construits dans un matériau considéré, en bien des endroits, comme non-permanent et de qualité inférieure.

Au cours des visites à Yazd, Aghda, Nayin et Isfahan, les participants ont pu prendre connaissance aussi bien des grands monuments que des habitations plus modestes, construites en brique crue.

La réunion a résolu d'encourager et d'étendre le champ des recherches sur les propriétés techniques de la brique crue,

en mettant l'accent sur la réservation du précieux patrimoine archéologique et architectural qu'elle représente, et sur son potentiel important dans les programmes de logements à coût modéré.

Le Colloque a émis un vœu à l'intention des autorités iraniennes concernant la conservation des villes et des villages en brique crue en Iran.

Les Actes du 1er Colloque sont disponibles dès maintenant au Secrétariat à Paris (texte en français, anglais, persan); ceux du 2ème Colloque paraîtront en 1977.

Le Colloque a adopté les RESOLUTIONS suivantes:

### 1. Sites Archéologiques

Que des fouilles dans des sites susceptibles de receler des vestiges en brique crue ne soient entreprises que si un programme de conservation provisoire a été établi au préalable et compris dans le budget agréé par les archéologues et par les autorités compétentes.

Que ce programme prévoit différents niveaux d'intervention, selon l'importance de ces découvertes:

a) pour les sites dont l'intérêt scientifique ou touristique ne justifie pas le coût de leur conservation, le ré-enveloppement avec du sable ou de la terre tamisée, après établissement d'une documentation exhaustive (comportant si possible des relevés photogrammétriques ou pour le moins de stéréophotographies),

b) pour les structures en brique crue plus intéressantes, la construction d'abris légers, protection temporaire ou préliminaire à des travaux supplémentaires, surtout lorsqu'il s'agit d'une partie d'une structure plus grande qui doit être mise au jour,

c) pour les sites majeurs, des travaux de restauration assurant la stabilisation physique de la structure; selon les cas, on procèdera à la mise en place d'un système de «capping» étanche, de drainage des eaux pour toutes les surfaces horizontales, à la pose d'une couche d'enduit et éventuellement – si les expériences en cours donnent des résultats positifs et après des tests appropriés avec des échantillons du matériau – au traitement chimique des surfaces verticales. Il faut tenir compte du fait que la restauration demande non seulement un investissement initial plus important mais aussi des visites d'inspection régulières, et des travaux d'entretien périodiques. Toute intervention pour la conservation de sites contenant des structures en brique crue doit être entreprise le plus tôt possible, avant que la dégradation des structures ne commence. L'efficacité des mesures de conservation ne peut être garantie que si les sites archéologiques sont suffisamment protégés par les services de gardiennage.

### 2. Structures en ruine

Que des principes similaires soient appliqués à la conservation des ruines de monuments en brique crue qui subsistent au dessus du niveau du sol: le relevé exhaustif de l'état actuel de ces monuments (relevé photogrammétrique ou prise, pour le moins, de stéréophotographies) doit être entrepris préalablement à tous travaux de restauration. Il est nécessaire de rétablir la stabilité et la cohérence de la structure avant de procéder aux travaux essentiels de drainage et d'étanchéité, y compris les éventuels traitements chimiques, satisfaisant aux conditions énoncées plus haut (1.c).

### 3. Édifices en état

Que la priorité soit accordée aux programmes pour encourager et aider à l'entretien régulier des édifices en brique crue; en particulier, on veillera aux enduits extérieurs, aux toitures et au drainage, et l'on effectuera les reprises de gros œuvre éventuellement nécessaires. Les restaurations doivent respecter l'esprit de la Charte de Venise et seules peuvent être admises les modifications dictées par les exigences de l'assainissement (voir ci-dessous, point 4);

### 4. Villes et Quartiers

Que les principes généraux animant les résolutions de l'ICOMOS en la matière, et le projet de Recommandation de l'UNESCO sur la conservation des villes et des quartiers historiques soient appliqués à la conservation des villes et des quartiers construits en brique crue. Un relevé détaillé et une étude appropriée, faisant appel aux techniques les plus récentes, doivent établir leur capacité d'assainissement et d'adaptation aux besoins actuels sans porter atteinte à leur caractère spécifique. Les éléments traditionnels de l'architecture doivent être retenus et la disposition intérieure des pièces ne doit être modifiée que lorsqu'elle ne présente pas d'intérêt du point de vue architectural. Chaque maison doit disposer d'un équipement sanitaire moderne, d'une nouveau système de drainage, de l'installation du courant électrique dans l'épaisseur des murs, d'un système de chauffage afin d'assurer un niveau de confort moderne. Le pavage des rues existantes doit être prévu de façon à permettre l'installation des réseaux divers essentiels – tels que les égouts, le drainage de surface, des canalisations souterraines (fils électriques, eau, etc.) – tout en sauvegardant leur fonction de lieux de rencontre et de distributeurs secondaires. Le tissu et l'échelle de la ville doivent être maintenus et la planification des transports doit garantir les communications sans pour autant nuire aux quartiers anciens en brique crue, les isoler ou disperser leur population. Tout aménagement nouveau doit être effectué de façon à mettre en valeur les quartiers anciens et à ne pas diminuer leur aménité. Les programmes de conservation de ces quartiers doivent bénéficier des mêmes avantages fiscaux, priorités budgétaires et administratives que les constructions nouvelles;

### 5. Développement économique

Que les responsables des politiques de développement, dans les pays possédant une tradition d'architecture en brique crue ou en terre crue, prennent conscience que les circonstances économiques actuelles favorisent, de plus en plus, l'emploi pour la construction de logements, de ce matériau, aisément disponible, peu coûteux, et exigeant une main d'œuvre non spécialisée. Au surplus, la construction et l'utilisation des édifices en brique crue demandent une consommation d'énergie relativement modeste, à cause du bas niveau de technologie requis pour sa mise en œuvre et son entretien, ainsi que son comportement thermique satisfaisant. Pour ces raisons, il est souhaité que des investissements plus importants soient consacrés aux recherches nécessaires à la promotion des techniques de construction en brique crue, ainsi qu'à l'augmentation rationnelle de la durabilité de ce matériau.

### 6. Etudes Techniques

a) Qu'un questionnaire plus approfondi sur les problèmes rencontrés dans la conservation de structures en brique crue et sur l'expérience acquise en matière de conservation (y compris les sites archéologiques et les ruines au-dessus du niveau du sol ainsi que les édifices toujours en état) soit rédigé par l'ICOMOS et le Centre International de Conservation (Rome). Ce questionnaire devra être accompagné d'une notice explicative, donnant la signification des différents points et les réponses qui pourraient éventuellement être utiles. Il devra être diffusé le plus largement possible, par l'ICOMOS et le Centre International de Conservation, et des efforts devront être spécialement déployés pour atteindre dans toutes les régions du monde, le plus grand nombre de personnes concernées par l'emploi et la conservation de la brique et de la terre crue, entre autres: les spécialistes des services d'antiquités, les universités, les instituts de recherche du bâtiment, les agences de logement des pays en voie de développement, et les chercheurs individuels;

b) Que, dans l'avenir immédiat, les programmes de recherches en laboratoire mettent l'accent sur les aspects suivants

de la conservation de la brique crue:

- essais mécaniques du comportement de la brique crue sous des conditions diverses,
- analyse de la composition de briques crues provenant de différentes sources,
- consolidation de la brique crue et retardement de son altération,
- étude de produits appropriés à la consolidation de structures et à la fabrication de nouvelles briques pour la restauration des structures anciennes en brique crue;

c) Que les résultats de ces recherches soient centralisés à Paris par le Secrétariat de l'ICOMOS et diffusés par des moyens appropriés;

d) Qu'un nombre très restreint de monuments (par exemple, un site archéologique important, une ruine intéressante telle qu'une ziggourat ou un enclos fortifié, une mosquée ou un caravansérail) soit choisi pour des projets – pilotes et soumis à une série complète d'essais, sous la direction d'un groupe de travail international désigné par l'ICOMOS et le Centre International de Conservation, avec l'aide d'un ou de plusieurs laboratoires ou instituts de recherche;

### 7. Réunions futures

Que l'offre généreuse de la délégation turque d'organiser une réunion en 1977 ou 1978, pour étudier la protection des sites archéologiques contenant des vestiges en brique ou en terre crue, soit acceptée et que, pour la préparer, d'autres activités ou rencontres internationales dans ce domaine, soient suscitées par les Comités nationaux de l'ICOMOS, au plan national ou local, selon les besoins, pour étudier les différents aspects de la conservation de la brique crue.

### VOEU

Les participants au deuxième Colloque International de l'ICOMOS sur la Conservation des Monuments en brique crue, réunis à Yazd, du 6 au 9 mars 1976, ont admiré la richesse architecturale de la ville de Yazd, la finesse et la diversité de ses constructions en brique crue. ont constaté leur parfaite adaptation aux exigences climatiques de la région, ont apprécié leurs hautes qualités urbaines, créant un cadre de vie à l'échelle humaine, sont convaincus de leur capacité à répondre aux besoins de la vie moderne sans porter atteinte au tissu, ni au caractère architectural et à l'urbanisme de la ville.

Rappelant la recommandation formulée par le premier colloque international sur la Conservation des Monuments en brique crue (Yazd, 25-30 novembre 1972), ils ont appris avec plaisir: Qu'une étude a été demandée à l'Université de Téhéran par les Autorités iraniennes, en vue de la sauvegarde de l'architecture en brique crue de la ville de Yazd, dans le cadre de son assainissement, de sa réhabilitation, de sa mise en valeur et de l'amélioration du niveau de vie de ses habitants, Que l'entretien et la mise en valeur des remparts de la ville ancienne sont prévus et qu'aucun nouveau percement de voie à l'intérieur de la ville ne sera effectué, en attendant le résultat des recherches mentionnées plus haut, et, ils expriment leur gratitude aux autorités iraniennes d'avoir ainsi donné suite à cette recommandation. Ils émettent le vœu:

Que les autorités compétentes facilitent la préparation, dans les meilleurs délais, du plan directeur pour l'assainissement de la ville de Yazd, en vue de la conservation de ses quartiers construits en brique crue,

Qu'elles interdisent entre temps toute action qui pourrait porter atteinte au tissu et au caractère de ces quartiers,

Qu'elles accordent cependant la priorité absolue au maintien et à l'animation du tissu dans son état actuel, pour assurer aux habitants de meilleures conditions de vie (renouvellement des enduits, drainage, enlèvement des ordures, etc.),

Qu'elles informent la population de l'action entreprise en sa faveur, afin de diminuer l'abandon des quartiers,  
Qu'elles envisagent enfin la préparation de plans similaires pour les autres villes et quartiers en brique crue de l'Iran.  
*Les Participants recommandent au Comité National Iranien de l'ICOMOS de se réunir en séances spéciales pour examiner de plus près les recherches d'ordre technique présentées au Colloque, afin d'en tirer des enseignements pratiques et de mettre, au fur et à mesure, les résultats de l'expérience acquise en Iran à la disposition du Secrétariat de l'ICOMOS pour servir d'exemple à la conservation des monuments en brique crue dans d'autres pays.*

## TERMINOLOGIE COMPARÉE

### GROUPE DE TRAVAIL SUR LA NORMALISATION DE LA TERMINOLOGIE (Ravello, du 9 au 11 avril 1976)

A l'initiative de l'ICOMOS-Italia et de la Faculté de Restauration de l'Université de Naples, un groupe restreint s'est réuni, sous l'égide de l'ICOMOS et du Centre international de Conservation (Rome), à Ravello (Italie), du 9 au 11 avril 1976. Il avait pour but de jeter les bases d'un glossaire multilingue des termes de conservation.

Ces termes posent souvent des difficultés de traduction, entraînant la confusion dans l'interprétation des documents internationaux et empêchent l'échange rapide des informations.

Le groupe de travail s'est penché sur une liste de 54 termes, les plus communs, avec leurs équivalents dans chaque langue, préparée par les organisateurs. Il a déterminé une méthode de travail ayant pour but de déceler, dans chaque langue, l'acceptation précise des termes principaux et d'identifier par la suite leurs équivalents les plus proches dans les autres langues. Les langues de travail sont, pour le moment, l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le finlandais, le français, l'italien et le russe. D'autres langues, surtout l'arabe et les langues asiatiques, pourront y être ajoutées au fur et à mesure.

### RECOMMANDATION:

Les participants à la réunion internationale d'étude sur le thème «Définition et unification, dans les principales langues européennes, de quelques termes utilisés dans le domaine de la conservation intégrée du patrimoine architectural et du milieu» organisée par le Comité italien de l'ICOMOS (International Council of Monuments and Sites) à la villa Rufolo, Ravello, au siège de l'Istituto di ricerca per il Restauro architettonico e l'Urbanistica dei centri antichi, les 9, 10 et 11 avril 1976;

Considérant que pour faire progresser de la façon la plus correcte et efficace la réflexion sur la conservation intégrée des biens culturels et, en particulier, du patrimoine architectural et du milieu, il apparaît essentiel de disposer de la définition exacte des principaux termes utilisés dans les différentes langues européennes;

Recommandant que la possibilité de disposer d'un tableau comparatif complet de la terminologie scientifique constituerait un instrument fondamental pour favoriser la collaboration entre les divers organismes nationaux et internationaux chargés de la réalisation et du contrôle de la sauvegarde des biens culturels, et ce, tant en vue de l'échange des connaissances scientifiques que des conceptions normatives et législatives;

Considérant que la méthodologie définie et mise en pratique par le groupe de travail du «Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels»,

Rome, et la chaire de restauration des monuments à la Faculté d'architecture de l'Université de Naples, soumise aux participants de la présente rencontre, a été jugée efficace et acceptable;  
exprime le vœu que les moyens financiers et techniques soient rapidement rendus disponibles pour permettre de poursuivre, dans la direction indiquée, les études dans un secteur aussi important;

### RECOMMANDANT

1. La constitution d'une Commission permanente de l'ICOMOS ayant pour but de recueillir les termes les plus pertinents dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine architectural, d'en formuler la définition et la traduction dans diverses langues (en essayant de tenir compte également des langues du moyen et de l'extrême orient); et de diffuser les résultats de ce travail;
2. que, en attendant la constitution d'une telle Commission, le Comité italien de l'ICOMOS poursuive ce travail, en continuant à recourir à la collaboration du groupe de travail (Centre international pour la conservation, Rome, Chaire de Restauration des Monuments, Naples) qui a déjà opéré dans ce secteur, en suivant les indications qui se sont dégagées en la présente rencontre;
3. que cette méthodologie d'étude comparée de la terminologie et la future constitution du Comité permanent de l'ICOMOS soient portées à la connaissance des Comités nationaux de l'ICOMOS de tous les pays et des organismes internationaux les plus intéressés aux secteurs (UNESCO, ICOM, Conseil de l'Europe, etc. . .)

## PHOTOGRAFOMETRIE ARCHITECTURALE (CIPA)

La réunion annuelle du CIPA s'est tenue à Londres du 21 au 25 septembre 1975. Le réseau des membres correspondants du CIPA s'est encore accru et a aidé ou rapport intitulé «La Photogrammétrie architecturale en 1973 et 1974» qui fut publié, et à l'introduction audio-visuelle à la photogrammétrie architecturale qui était en cours d'élaboration et qui fut mise au point. Elle comprend deux séries de diapositives: (a) principes matériels et méthodes; (b) domaines d'application et exemples accompagnés d'un commentaire.

Les actes du symposium international d'Athènes (du 12 au 16 mai 1974) ont été publiés sous forme d'un numéro spécial de la revue «Photogrammetria» (Edition Elsevier) et dans le volume «Photogrammetric Surveys of Monuments and Sites» rédigé par le Dr. John Badkas de l'Université Technique Nationale d'Athènes (North Holland Publishing Co, 335 Jan Van Galenstraat, PO Box 103, Amsterdam W). Les actes du Symposium de Lucques (Septembre 1973) sont sous presse à Florence. Le CIPA maintient ses contacts avec les producteurs de matériel photogrammétrique et a fait des démarches pour assurer aux architectes et aux archéologues l'approvisionnement en plaques photographiques.

Le Président du CIPA et les autres membres du Comité ont participé à un grand nombre de manifestations nationales et internationales organisées dans le domaine. Le rapport complet des activités du Comité est disponible sur demande au Secrétariat de l'ICOMOS.

En mai 1976 le CIPA a organisé un symposium international sur la photogrammétrie architecturale qui s'est tenu à Bonn, ainsi que sa réunion annuelle qui a eu lieu juste après. Il a joué un rôle important au 13ème Congrès International de Photogrammétrie à Helsinki. Ses membres ont également participé à divers événements nationaux et internationaux qui avaient un rapport avec leurs activités.

## SYMPOSIUM

### INTERNATIONAL DE PHOTOGRAFOMETRIE APPLIQUEE A L'ARCHITECTURE ET A LA CONSERVATION (Bonn, 10-13 mai 1976)

Pour la cinquième fois depuis 1968, une rencontre internationale sur le thème des applications de la photogrammétrie à l'architecture s'est tenue cette année. Organisée à Bonn, du 10 au 13 mai, par la Conservation des Monuments Historiques de Rhénanie, le CIPA, l'Institut de Photogrammétrie de Bonn, la Société allemande de photogrammétrie et l'Union allemande des géomètres.

Outre les sujets habituellement traités dans ces réunions, concernant les matériaux, les méthodes, les exemples de travaux, le Symposium de Bonn voulait principalement ouvrir un dialogue entre les architectes-conservateurs et les techniciens de la photogrammétrie, et traiter des relations entre la photogrammétrie et les aspects juridiques de la Convention de La Haye (mai 1954) sur la protection des biens culturels. Une centaine de participants, appartenant à quinze pays, avaient été invités à apporter leur contribution à l'étude de ces différents thèmes. Ils répondirent largement puisque trente et un rapports furent entendus et qu'une importante exposition de documents et de matériaux fut présentée à proximité de la salle de réunion.

## RÉUNION

### ANNUELLE DU CONSEIL INTERNATIONAL DE PHOTOGRAFOMETRIE ARCHITECTURALE (Bonn, 14-15 mai 1976)

Le point a été fait sur les activités courantes du comité et les questions en cours: extension du réseau des membres correspondants, diffusion de la brochure «Photogrammétrie des monuments et des sites», publication de la collection de diapositives sur la photogrammétrie architecturale, inventaire des relevés effectués, préparation du rapport de synthèse sur «la photogrammétrie architecturale dans le monde en 1975-1976», interventions des membres du comité sur le plan national et international. Outre ces différents sujets, trois points ont retenu plus particulièrement l'attention du comité: l'approvisionnement en plaques pour les prises de vues, l'orientation à donner aux recherches, enfin les problèmes relatifs aux archives de Meydenbauer.

Pour la conservation et la diffusion des archives de Meydenbauer, le CIPA a entendu sur cette question un exposé très complet de M. R. Meyer (R.D.A.). De 1875 à 1940, A. Meydenbauer, et le Messbildanstalt qu'il avait créée à Berlin, ont établi des archives photogrammétriques de monuments en Allemagne et dans certains pays d'Europe et du Moyen-Orient. Après de fâcheux avatars à la fin de la deuxième guerre mondiale, 17 400 plaques sont revenues au service des monuments historiques de la R.D.A., qui s'efforce de les conserver et a mis à point un programme d'exploitation par photogrammétrie analytique. Cette documentation est d'une très grande valeur puisqu'elle concerne des édifices dont certains ont été détruits ou ont subi de graves déteriorations. Le CIPA a donc décidé de soutenir les efforts du Messbildanstalt de Dresde: a) en demandant aux autorités de la R.D.A. concernées par cette affaire de poursuivre et d'intensifier leurs efforts pour conserver, dans les meilleures conditions possibles, les précieuses archives de Meydenbauer et pour en assurer simultanément la diffusion auprès des services étrangers intéressés qui en feraient la demande; à cette fin, un catalogue complet des archives serait très utile; b) en sollicitant l'appui des organisations internationales compétentes: UNESCO, ICOMOS, ICOM, Centre international de Rome pour la Conservation, I.S.P.

## CONGRÈS INTERNATIONAL DE PHOTOGRAFOMETRIE (Helsinki, 11-23 juillet 1976)

Au cours de cette session, entièrement consacrée à la photogrammétrie architecturale, trois principaux rapports ont été présentés: les progrès techniques de la photogrammétrie architecturale, l'emploi des substituts analytiques en photogrammétrie architecturale.

L'exposition de photogrammétrie présentée par l'Institut géographique National Français à l'UNESCO, du 30 septembre au 5 octobre 1975 a voyagé depuis cette date, sous les auspices de l'UNESCO, en Afrique et en Amérique du Sud.

## LE PATRIMOINE INDUSTRIEL

L'archéologie industrielle et les «monuments de l'industrie» retiennent de plus en plus l'intérêt des responsables de la conservation et d'autres spécialistes, comme en témoignent certaines discussions intervenues durant la réunion du Comité Consultatif de l'ICOMOS.

Au Canada, en France, au Royaume-Uni et en Yougoslavie, les bâtiments industriels anciens peuvent maintenant bénéficier des lois sur la protection des monuments historiques. Une «Société d'Archéologie Industrielle» a été constituée aux États-Unis. Un Bureau du National Park Service des États-Unis, le Historic American Engineering Record, poursuit un programme d'enregistrement et de conservation des monuments industriels ainsi que de documentation sur les anciens procédés de fabrication et les machines. En Suède, des bâtiments industriels figuraient parmi les projets-pilotes de restauration, dans le cadre de l'Année Européenne du Patrimoine Architectural. Tout ceci démontre, sans aucun doute, que cette question retient de plus en plus l'intérêt.

## COLLOQUE CONSACRÉ AU PATRIMOINE INDUSTRIEL

Le Creusot, 19-22 septembre 1976

L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Patrimoine industriel et Société contemporaine – sites, monuments, musées» qui a eu lieu au Creusot – Montceau-les-Mines. L'ICOMOS, Le Conseil International des Musées (ICOM) et l'Ecomusée du Creusot (France), ont accordé leur patronage à une conférence internationale sur le thème «Pat

industriels ainsi, entre autres exemples, les aménagements hydrauliques évolués pour l'irrigation, le drainage, la jonction de bassins fluviaux ou marins; les engins évolués de transport sur terre et sur eau; les moulins à vent et à eau; les machines à extraire le sel et le charbon de mine; les machines élévatrices affectées à la construction de monuments civils et religieux; les instruments destinés à orienter la navigation ou affectés à l'art militaire, à la mesure du temps et à l'observation du ciel... C'est seulement à partir de la première moitié du Dix-huitième siècle, en Angleterre, qu'est apparue la « Révolution industrielle » qui allait créer le type de société qu'on dit industrielle, caractérisée par la prédominance de population urbaine, et l'utilisation de moyens industriels d'acquisition, de production, de transformation et d'échange des biens.

Toutefois, au sein de la société industrielle, on voit coexister, à travers les communautés rurales qui s'y maintiennent, des techniques et des procédés dont les prototypes remontent à la proto-histoire, voire à la préhistoire ainsi, entre autres exemples, le harpon à transfixer, le bâton à fouir, le métier à tisser à main, le tour à potier à main, à arc ou au bâton.

1.2 Compte tenu de la multiplicité des phénomènes industriels à travers le monde, ou désignera sous le nom de patrimoine industriel:

- l'ensemble des biens immobiliers (sites aménagés et bâtiments) et des biens immeubles par destination ou mobiliers (équipements) qui témoignent d'activités industrielles des sociétés économiquement développées, ou en voie de développement économique; y compris les sources d'énergie et de matériaux bruts, les lieux de travail, les habitations, les moyens de transport et de communication
- l'ensemble des documents écrits, graphiques, photographiques et autres concernant l'activité industrielle et les sites aménagés, bâtiments et équipements industriels, de l'étude à la réalisation de ceux-ci; ainsi que l'ensemble des textes administratifs, juridiques, techniques et autres, appliqués en général au patrimoine industriel
- les produits industrialisés dans la mesure où ils sont essentiels à la compréhension de l'activité industrielle, dont le recensement, l'étude, la conservation, la présentation et l'animation doivent servir à des fins d'éducation, de culture et de délectation, dans le cadre d'actions thématiques sélectionnées et programmées.

## 2. Recherches

L'étude du patrimoine industriel devrait s'inspirer d'un concept d'interdisciplinarité, qui en embrasse les aspects techniques, mais aussi sociaux, économiques et culturels: Ses méthodes sont celles de la recherche historique, entre autres les fouilles archéologiques, les relevés et dessins architecturaux et l'ensemble des méthodes de recherche documentaire et autres. L'importance fondamentale de l'archéologie, qui a jeté les bases de notre connaissance du passé industriel, a amené à employer largement le terme « archéologie industrielle » pour signifier la totalité des recherches en la matière. Cette discipline, toutefois, n'est pas la seule à entrer en ligne de compte.

### 2.1 Investigations archéologiques

Les fouilles dans les sites industriels ne saurait être entreprises que par des équipes qualifiées d'archéologues; leurs résultats devraient être disponibles sous forme écrite, et s'il n'est pas possible de prendre des mesures adéquates en vue de la protection des sites, ceux-ci devraient être rebouchés avec de la terre tamisée, afin de sauvegarder leur témoignage pour l'avenir.

### 2.2 Inventorisation

Les Gouvernements devraient procéder, dès maintenant, à l'inventorisation du patrimoine industriel lorsque ceci n'a pas

encore été fait, afin de recueillir un ensemble de matériel susceptible de fournir la base d'une politique de conservation éventuelle. A la documentation sommaire des sites, on devrait dans la mesure du possible joindre des relevés détaillés et une documentation photographique ou photogrammétrique.

### 2.3 Documentation

Les documents primaires devraient être systématiquement recueillis et préservés, y compris les archives sociales, les manuels techniques et autres, les dessins techniques et les maquettes, les documents archéologiques, les collections de photographies et tout autre document qui témoigne de procédures et techniques industrielles, du fonctionnement des équipements, des activités sociales, de la vie des communautés industrielles.

Une attention particulière serait réservée à l'enregistrement des opinions et des souvenirs des hommes et des femmes, aussi bien des jeunes que des vieux, qui vivent en société industrielle.

L'ensemble de ces informations devrait être organisé systématiquement selon des normes de documentation reconnus au niveau international, de façon à en permettre l'accès et l'échange rapide entre les différents centres nationaux. Dans la mesure du possible, il devrait bénéficier d'une protection légale. Les archives, tant régionales et locales que nationales, seraient invitées à prendre en main la réalisation de cette tâche.

### 3. Conservation

#### 3.1 Politique générale

L'ensemble du patrimoine industriel — les sites aménagés, bâtiments et équipements associés — doit être compris comme un tout, dont la conservation implique une série d'actions, comprenant la protection légale, la préservation dans son état actuel, la restauration à des fins éducatives ou autres, et l'affection à de nouvelles fonctions.

L'élaboration des programmes de conservation doit tenir compte de la signification sociale et de l'autenticité historique de l'objet à conserver, ainsi que des critères purement techniques ou architecturaux.

#### 3.2 Politique à court et à long terme

Dans l'immédiat, cependant, le rythme de la destruction du patrimoine industriel est tel qu'il est devenu nécessaire d'avoir recours à toutes les mesures possibles pour protéger les sites, les bâtiments et les équipements qui revêtiraient une importance éventuelle. Les méthodes empruntées par l'archéologie de sauvetage seraient appropriées lorsque un site industriel majeur est menacé par de grands travaux publics. Une approche plus sélective ne serait admissible que lorsqu'un inventaire adéquat du patrimoine industriel aura été dressé.

#### 3.3 Rôle des Gouvernements

Les Gouvernements doivent être amenés à reconnaître que le patrimoine industriel fait partie du patrimoine culturel général du pays, et doit par conséquent être considéré soit:

- comme ensemble de monuments, de sites et d'objets à protéger en tant que tels, soit
- comme ressource à conserver, dans la mesure du possible, dans les programmes d'aménagement urbain et autres.

#### 3.4 Priorités

Des priorités seraient à établir en matière de conservation des biens industriels qui présentent un intérêt

- international
- national ou régional
- local:

3.4.1 Un petit nombre de sites industriels de très haute signification, qui demeurent actifs, pourrait être maintenu en

activité en raison de leur intérêt exceptionnel et à des fins pédagogiques; des programmes seraient à élaborer pour en assurer la base économique des opérations futures;

3.4.2 des sites et des bâtiments d'intérêt majeur qui sont désaffectés devraient être conservés de la façon la plus appropriée, selon les normes de conservation et de restauration reconnues au niveau international;

3.4.3 les structures d'intérêt mineur qui contribuent néanmoins aux valeurs de l'environnement seraient affectées à de nouvelles fonctions, afin d'en assurer l'existence continue;

3.4.4 les équipements mécaniques devraient être conservés de la façon la plus appropriée, qu'il s'agisse de leur conservation *in situ* ou de leur transfert à des collections de musée. Bien que la conservation *in situ* soit en général préférable, on ne saurait pas négliger les avantages de l'environnement contrôlé du musée pour certains objets possédant une rareté, une fragilité ou une valeur exceptionnelles;

3.4.5 les sites et les bâtiments toujours en fonction — citons, par exemple, les gares — devraient être bien entretenus et protégés contre les modifications ou accrétions superflues ou inappropriées.

### 4. Présentation et Animation

Il est nécessaire de présenter les éléments du patrimoine industriel, « *in situ* » ou dans un musée, afin de les conserver et de souligner leur importance historique. Dans les cas où une présentation effective implique la restauration d'une machine ou de ses composants, on devra suivre les principes appliqués dans d'autres domaines de conservation des bâtiments et des objets.

#### 4.1 In Situ

Si l'on s'attache au développement industriel d'un lieu précis, le but de la conservation « *in situ* » des sites industriels, des bâtiments et des objets est de faire prendre conscience à la population locale de son contexte à la fois historique, social et économique ainsi que des impacts culturels qui ont eu lieu ou qui sont nés d'un fait précis dans le passé historique. L'animation est une méthode particulièrement intéressante et indispensable pour la présentation des techniques industrielles qui n'auraient aucun intérêt sorties de leur contexte.

#### 4.2 Muséologie

On doit exposer de la même façon les produits issus de l'histoire de l'industrie afin de mettre en évidence leur valeur esthétique ou mécanique, mais il faut surtout insister sur leur importance dans le contexte de leur invention, de leur développement et de leur fonction. Dans ce but, les éléments de cet héritage industriel devraient être exposés dans des musées en relation directe avec leur contexte, dans des bâtiments et des sites industriels pour faciliter la compréhension de leur histoire et de leur fonction, ainsi que dans des musées de plein-air où un ensemble industriel pourrait-être reconstitué et où il serait possible de regrouper des techniques industrielles habituellement vues séparément.

### 5. Conclusions

5.1 Le recensement, l'étude, la conservation, la présentation et l'animation du patrimoine industriel sont importants pour chaque pays. Ils devraient, donc, faire l'objet de programmes à l'échelle nationale. Toutefois la collaboration internationale est essentielle si l'on veut conserver l'ensemble de ce patrimoine d'une façon rationnelle et économique, au profit du plus grand nombre.

5.2 C'est pourquoi la collaboration étroite et suivie entre l'ICOM et l'ICOMOS, dans ce domaine, est recommandée:

- pour recueillir et diffuser les informations concernant les programmes nationaux en la matière;

- pour organiser l'échange régulière des idées et des expériences sur des thèmes précis, comme les techniques de conservation, les méthodes de recensement, les moyens d'interprétation;

- pour promouvoir l'adoption de normes internationales en la matière;

- pour encourager les gouvernements à prendre des mesures légales pour la sauvegarde du patrimoine industriel.

5.3 Compte tenu de l'importance de ce problème sur le plan international l'UNESCO est invité à inclure, dans son programme, une action en faveur de la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel.

Devant l'intérêt grandissant qui s'est manifesté pour le patrimoine industriel à la conférence du Creusot et son éventuel programme d'action, le Comité Exécutif de l'ICOMOS et en particulier, le Comité National Britannique ont proposé de créer un Comité International sur le Patrimoine Industriel.

## TOURISME

L'ICOMOS a vocation de favoriser la sauvegarde et d'assurer la conservation et la mise en valeur de la part privilégiée du patrimoine humain qui représentent les sites et les monuments. A ce titre, il se sent directement concerné par les effets, positifs ou négatifs, qu'entraîne pour ce patrimoine, le remarquable développement des activités touristiques dans le monde.

Le projet de programme du Comité International du Tourisme inclue les directives suivantes qui définissent son rôle à l'intérieur de l'ICOMOS:

- Le Comité doit prouver la possibilité et la réalité de la co-existence tourisme — conservation de manière à liquider les malentendus — établir une coopération confiante et nécessaire — établir une communauté d'intérêt et d'action à l'encontre de l'exploitation commerciale éloignée du tourisme par ceux qui s'en servent au lieu de la servir.

- Le Comité doit donc agir comme élément de pression sur les deux plans humain et opérationnel concernés.

- Il devrait pouvoir, à la limite:

- a) être le porte-parole de l'ICOMOS dans le vaste secteur du tourisme international;
- b) amorcer des actions spectaculaires de protection pour la mise en valeur touristique.

- Trois types d'action sont à prévoir:

1. sur les gouvernements par l'intermédiaire des Organismes responsables du tourisme, en amenant ceux-ci à une défense active des monuments et des sites considérés comme partie fondamentale de leur activité;

2. sur les usagers par tous les moyens de communication et par les groupes représentatifs;

3. sur les propriétaires (collectifs ou privés) pour les amener à une attitude de coopération.

L'ICOMOS est conscient qu'aujourd'hui moins que jamais, l'action isolée d'un organisme, si puissant soit-il dans son domaine particulier, ne peut influencer valablement le cours des événements. C'est pourquoi il a cherché à s'associer dans une réflexion commune avec les grandes organisations mondiales et régionales qui, à un titre ou à un autre, partagent ses préoccupations et qui sont susceptibles de contribuer à la mise en œuvre d'une action universelle, cohérente et efficace.

En vue de la mise en œuvre de son programme de travail, notre comité s'est réuni à Bruxelles, les 8 et 9 novembre 1976, pour un Séminaire international sur le thème « Tourisme et Humanisme Contemporain-Perspective 2000 ». La réunion s'est tenue sous l'égide du Ministre Belge de la Culture Néerlandaise, Ministre de la Culture Française et Ministre des Communications. Étaient présents à cette réunion les représentants de nombreuses organisations internationales directe-

ment concernées par le tourisme, dont l'UNESCO, l'Alliance Internationale du Tourisme (AIT), the European Travel Commission (ETC), et l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

## LA CHARTE DU TOURISME CULTUREL

### I. Position de principe

1. Le tourisme est un fait social, humain, économique et culturel irréversible. L'influence qu'il exerce dans le domaine des sites et des monuments en particulier, est considérable, et ne pourrait que s'accentuer en raison des conditions connues de développement de cette activité.

2. Considéré dans la perspective du quart de siècle à venir, situé dans le contexte des phénomènes d'expansion lourde de conséquences avec lesquels l'humanité se trouve confrontée, le Tourisme apparaît comme un des phénomènes susceptibles d'exercer sur l'environnement de l'Homme en général, sur les sites et les monuments en particulier, une influence extrêmement significative. Pour rester supportable, cette influence doit être soigneusement étudiée, et faire l'objet à tous les niveaux d'une politique concertée et effective. Sans prétendre répondre en tout à ce besoin, la présente approche, limitée au tourisme culturel, croit constituer un élément positif de la solution globale requise.

3. Le tourisme culturel est celui qui a pour objet, entre autres objectifs, la découverte des sites et des monuments. Il exerce sur ceux-ci un effet positif considérable dans la mesure où, pour ses propres fins, il concourt à leur maintien en vie et à leur protection. Cette forme de tourisme justifie en effet les efforts que ce maintien et cette protection exigent de la communauté humaine, en raison des bénéfices socio-culturels et économiques qui en découlent pour l'ensemble des populations concernées.

4. Quels que soient cependant ses motivations et les bienfaits qui en découlent, le tourisme culturel, tel qu'il est actuellement pratiqué, ne saurait être séparé des effets négatifs, spoliateurs ou destructeurs, qu'entraîne l'emploi massif et incontrôlé des sites et monuments qui en font l'objet. Le respect de ceux-ci, aussi bien que l'élémentaire souci de les maintenir en état de jouer leur rôle d'attrait touristique et d'éducation culturelle implique la définition et l'application de normes acceptables. *En tout état de cause, dans la perspective d'avenir où nous nous situons, c'est le respect du patrimoine mondial, culturel et naturel, qui doit prévaloir sur toute autre considération, si justifiée qu'elle puisse être du point de vue social, politique ou économique.* Un tel respect ne saurait être assuré que par une politique d'implantation d'équipement et d'orientation du mouvement des touristes conçue en tenant compte des seuils d'occupation et d'utilisation qui ne sauraient être franchis sans péril. Il faut condamner d'autre part, toute implantation d'équipement et de service touristique réalisée en contradiction avec le souci premier du respect dû au patrimoine culturel existant.

### II. Base d'action

#### Sur la base de ce qui précède :

- les organismes représentatifs du Tourisme d'une part, de la protection du patrimoine naturel et monumental d'autre part, profondément convaincus que la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel pour le bénéfice du plus grand nombre, ne pourra s'accomplir que dans l'ordre, c'est à dire dans l'intégration des valeurs culturelles aux objectifs sociaux et économiques compris dans la planification des ressources des Etats, des régions et des communautés locales,
- prennent connaissance avec le plus vif intérêt des mesures que chacun d'entre eux se déclare prêt à adopter dans son propre secteur d'influence, telles que sont formulées dans les annexes à la présente déclaration,

- font appel à la volonté des Etats pour assurer la mise en application énergique et rapide de la Convention internationale pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée le 16/11/1972 ainsi que la Recommandation de Nairobi,

- espèrent voir l'Organisation Mondiale du Tourisme dans la plénitude de sa vocation, et l'UNESCO dans le cadre de la Convention préappelée, mettre tout en œuvre, en collaboration avec les organismes signataires et les autres qui seront à l'avenir amenés à s'y rallier, pour assurer l'application de la politique qu'ils ont définie, seule susceptible de prévenir l'Humanité contre les effets d'une croissance touristique anarchique conduisant à la négation de ses propres objectifs.

Ils souhaitent que les Etats, au travers de leurs structures administratives, les organisations d'opérateurs de tourisme et les associations d'usagers, adoptent toutes mesures appropriées de sensibilisation, destinées à faciliter l'information et la formation des personnes se déplaçant à des fins touristiques à l'intérieur ou vers l'extérieur de leurs pays d'origine.

Conscients de l'extrême nécessité où l'on se trouve de modifier l'attitude du public le plus vaste à l'égard des phénomènes découlant du développement massif des besoins touristiques, ils souhaitent que, dès l'école, l'enfance et la jeunesse soit éduquées dans la compréhension et le respect des sites, des monuments et du patrimoine artistique et que tous les organes d'information écrite, parlée et visuelle, exposent au public les données du problème, contribuant ainsi à une effective prise de conscience universelle.

Unaniment soucieux de protéger le patrimoine culturel qui est la base même du tourisme international, ils s'engagent à soutenir la lutte entamée sur tous les fronts contre la destruction de ce patrimoine par toutes les sources connues de pollution; et font appel aux architectes et experts scientifiques du monde entier pour que soient mobilisées, au service de la protection des monuments, les ressources les plus élaborées de la technique moderne.

Ils recommandent que les spécialistes qui doivent intervenir dans la conception et la mise en œuvre de l'utilisation touristique du patrimoine culturel et naturel reçoivent une formation adaptée à la nature et à l'interdisciplinarité du problème, et soient associés dès l'origine à la programmation et à l'exécution des plans de développement et d'équipement touristique.

Ils affirment solennellement que leur action à pour objet le respect et la protection de l'authenticité et de la diversité des valeurs culturelles, tant des régions et pays en voie de développement que des pays industrialisés, le sort du patrimoine culturel de l'Humanité étant, dans la perspective du développement touristique, de la plus profonde unité.

## PIERRE

A la suite de la démission du Président du Comité ICOM/ICOMOS, Centre International de Conservation pour la Conservation de la Pierre, l'action des organismes internationaux dans ce domaine a été réorganisée. Le Comité ICOMOS pour la Conservation de la Pierre a maintenant un rôle de Coordinateur des activités des groupes de travail spécialisés concernés par des problèmes tels que la normalisation des essais, l'étude du micro-climat des monuments. Le groupe de travail ICOM fait partie du Comité de Conservation de l'ICOM.

Le Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto a organisé sous les auspices de l'ICOM, de l'ICOMOS et du Centre International pour la Conservation, un Colloque International sur la Conservation de la Pierre (Bologne, 19-21 juin 1975). Plus de 50 communications ont été faites au cours de ce colloque sur les différentes causes de déteriora-

tion, le traitement et les essais de laboratoire pour la conservation de la pierre. Le compte-rendu a été publié en un volume de 789 pages par le Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto, via de Pignattari 1 40124 Bologne.

A l'occasion du colloque de Bologne, l'UNESCO a convoqué une consultation des experts, sur la création éventuelle d'un centre de recherches sur la pierre, à Venise, avec une orientation particulière sur les problèmes de cette ville.

La diffusion des informations concernant toutes ces activités a été confiée au Centre de Bologne. Un bulletin d'information sur la Conservation de la Pierre a été publié par le Centre en février 1976. La revue française des Monuments Historiques a publié en 1975 un numéro spécial consacré à la maladie de la pierre (disponible sur demande à la Caisse Nationale des Monuments Historiques, 62 rue St. Antoine, 75004 PARIS).

Après la réunion de 1975, le Dr. Terraca a accepté d'être le Secrétaire du groupe de coordination. Les groupes de travail ont été constitués sur la normalisation des essais physiques et mécaniques (RILEM 25 PEM), les essais biologiques, les essais chimiques et pétrographiques.

## BOIS

Dès 1974, sur proposition de présidents de comités nationaux intéressés, cinq membres, actuellement encore en fonction, ont formé le Comité International Spécialisé pour la Conservation des Structures et des Constructions en Bois. Quatre d'entre eux appartiennent à différents pays d'Europe, le cinquième est canadien. Ces membres sont, pour une part, des architectes praticiens dans le domaine des monuments historiques et, pour une autre, des scientifiques attachés à des Instituts ou à des Laboratoires de Recherches. Le Comité sera appelé à donner son concours pour la préparation de colloques internationaux, qui pourraient être consacrés à certains aspects spécifiques de la conservation des structures et des constructions en bois.

Le Comité Bois s'est réuni deux fois en 1975, à Rothenburg lors de l'Assemblée Générale et en novembre à l'occasion de la réunion du Comité Exécutif. Ces réunions ont permis au Comité de définir ses objectifs et d'établir un projet de programme. En Novembre, le Comité National suédois a proposé d'organiser en Suède une réunion de travail, avec, dans la mesure du possible, des observateurs des pays non représentés au sein du Comité.

Les représentants de six organes et institutions spécialisés dans le domaine du bois se sont réunis à l'Hôtel Saint-Aignan le 22 mars 1976. Vu l'intérêt suscité par cette conférence et les contacts ainsi réalisés, il est apparu que des appuis valables pouvaient certainement être trouvés à Paris.

Les membres du Comité ont fourni en 1975 un rapport sur les études et l'état des recherches dans le domaine de la préservation des ouvrages en bois et d'indiquer s'ils envisageaient d'obtenir, éventuellement, par l'intermédiaire des firmes spécialisées, un appui financier pour faciliter l'organisation de réunions de travail ou de colloques dans leurs pays respectifs.

Les objectifs proposés par le Comité Spécialisé pour la Conservation des Structures et des Constructions en Bois sont les suivants:

## COMITÉ INTERNATIONAL SPÉCIALISÉ POUR LA CONSERVATION DES STRUCTURES ET DES CONSTRUCTIONS EN BOIS

L'emploi du bois dans le monument et, d'une façon générale dans la construction, remonte aux temps les plus reculés. Appliquée à la réalisation de structures, de revêtements, d'éléments décoratifs et d'objets d'art, mais aussi d'édifices complets et de villes entières, le bois, selon la diversité de ses es-

sences, est utilisé dans toutes les parties du monde. De très nombreux exemples de réalisations anciennes, offrant une variété de styles et de caractères architecturaux, constituent dans quantité de pays une partie souvent très importante de la richesse de leur patrimoine monumental.

Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, tant sur le plan de la culture, que sur celui de la technique, le Conseil International des Monuments et des Sites a constitué un Comité International Spécialisé pour la Conservation des Structures et des Constructions en Bois.

## Objectifs

Une des premières tâches de ce Comité consiste à provoquer une confrontation sur le plan international d'études et d'expériences faites dans tous les domaines touchant à la préservation et à la conservation des ouvrages et des constructions en bois.

A cet effet, la constitution d'une documentation bibliographique à l'attention du «Centre de documentation» de l'ICOMOS est un objectif prioritaire, de même que l'établissement de relations avec des Instituts et des Organisations spécialisées dans différents pays, ainsi qu'avec le «Centre de Rome pour la Conservation» et le «Conseil International des Musées» (ICOM).

Le bois, en tant que matière et matériau de construction, d'origine vivante, présente des qualités remarquables de résistance, une certaine facilité dans sa mise en œuvre et une immense variété d'usages et d'applications dans le bâtiment. En outre, sa durabilité est remarquable lorsqu'il est sain et suffisamment protégé contre l'action nocive de certains agents extérieurs. Par contre, dans de moins bonnes conditions, il est sensible à des attaques multiples qui compromettent la sécurité des constructions et leur bonne conservation.

La recherche de moyens prophylactiques, destinés à lutter contre la destruction du bois, est en cours dans de nombreux Instituts et Firmes industrielles spécialisées, qui livrent des produits de traitement. Le vaste domaine de leur application incombe à notre Comité, mesures de protection contre les parasites mycologiques et entomologiques, contre l'humidité et la pollution.

Enfin, un champ d'activité et d'étude très étendu, de nature constructive et d'intérêt architectural, comprendra la recherche et la définition de méthodes de conservation et de restauration de monuments et d'ouvrages en bois.

Partant de la classification des différents types de constructions, de structures et de revêtements en bois, on abordera l'examen des moyens de protection, de renforcement et de consolidation de structures et de constructions endommagées, ainsi que les techniques de remplacement d'éléments détruits.

De nos jours, la promotion du bois dans la construction et son champ d'utilisation vaste et varié jouent un rôle important dans l'architecture contemporaine. Les techniques nouvelles font l'objet d'études scientifiques très développées, dont l'application aux monuments historiques peut être d'une grande efficacité.

## LE CENTRE DE DOCUMENTATION UNESCO/ICOMOS

A la 15ème Session du Comité Consultatif de l'ICOMOS, le président du Comité International Spécialisé de Documentation, Mr. Lord, a qualifié les progrès du Centre de Documentation comme étant «en marche, lentement». Les efforts du Comité ont été axés sur l'examen de rapports entre les deux centres de l'ICOMOS et de l'ICOM, et de l'UNESCO dont ils sont tous deux les créations. L'approche de l'ICOMOS a déjà été définie en 1974 lors de la réunion du Comité de Documentation à Vienne.

Une discussion entre l'UNESCO, l'ICOMOS et l'ICOM eut lieu à Paris en Avril 1975. Il y fut convenu que:

1. l'UNESCO accorderait une subvention qui permettrait le recrutement par l'ICOM d'un expert qui examinerait le développement possible de son programme de documentation, et particulièrement la miniaturisation et la mécanisation.

2. l'expert se familiariserait à Vienne avec le système de miniaturisation et de mécanisation utilisé au Bundesdenkmalamt d'Autriche, système mis en œuvre par le Dr. Hans FORAMITI, expert au Gouvernement Autrichien pour la documentation des monuments et des sites.

3. Ensuite, les experts des parties intéressées examineront ensemble les possibilités, les conditions et les procédures liées à la création d'un Centre de Documentation commun ICOM et ICOMOS, sous l'égide de l'UNESCO, en tenant compte:

- des bases fondamentales et des buts envisagés pour les programmes de documentation respectifs,
- du personnel nécessaire (nombre et type de formation) du côté des spécialistes aussi bien que de celui du Secrétariat,

- de l'espace nécessaire à une fusion,
- de l'équipement qu'il faudra se procurer,
- du financement nécessaire à la réalisation de la fusion, tout ceci en vue d'un seconde réunion conjointe UNESCO/ICOM/ICOMOS.

Afin de faciliter la tâche de l'expert de l'UNESCO, il était évident que chacune des parties devrait exposer ses besoins afin que la fusion en matière de documentation soit viable.

En avril 1976, l'UNESCO désigna comme expert pour l'étude de l'ensemble du problème Monsieur Jean-Marie BROUARD, Directeur, Chargé de Missions opérationnelles, de la Fédération du Bâtiment (U.T.I.) à Paris.

Monsieur BROUARD a visité les sièges de l'ICOMOS et de l'ICOM, et, au début du mois de juin 1976, il s'est rendu à Vienne où il a visité les installations du Bundesdenkmalamt. L'UNESCO a transmis son rapport à l'ICOM et à l'ICOMOS au mois de septembre, et il est actuellement soumis à l'examen des membres du Comité de Documentation de l'ICOMOS.

## IVème ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ICOMOS

En 1975 l'événement majeur pour l'ICOMOS fut la IVème Assemblée Générale, tenue à l'invitation du Comité National en R.F.A. dans la petite ville médiévale de Rothenburg ob der Tauber. L'Assemblée réunit presque 400 participants venus de 41 pays différents. Les réunions eurent lieu dans le Spitalbeune, l'ancienne grange de l'Hôpital, convertie en Centre de Conférences doté de toutes les facilités modernes. Présidée par le Président du Comité national en République Fédérale Allemande, Prof. W. Bornheim gen. Schilling, l'Assemblée fut ouverte par le Ministre de la Culture de Bavière, le Dr. H. Maier. Les rapports du Secrétaire Général et du Trésorier pour la période 1972-1975 furent approuvés, et le projet d'amendement aux Statuts fut adopté à l'unanimité, ainsi que le rapport de la commission nommée par l'Assemblée pour examiner le projet de programme et de budget pour la période 1975-1978. Les cotisations au Conseil ont été augmentées à \$ 10 par an pour les membres individuels (\$ 40 pour les membres collectifs).

L'Assemblée Générale a élu le Prof. Piero Gazzola Président d'honneur du Conseil en reconnaissance du rôle essentiel

qu'il a joué dans la fondation de l'ICOMOS et des services éminents qu'il a rendus pendant 10 années de présidence.

Après l'Assemblée Générale, une visite d'études d'une journée à Nördlingen et Ellwangen permit aux participants de prendre connaissance des efforts déployés dans la Sauvegarde des petites villes de la région.

Les deux journées finales furent consacrées à un Colloque sur la Conservation des petites villes historiques. Les rapports spécialisés traitant des problèmes techniques de la sauvegarde des petites villes furent suivis d'une série de rapports régionaux émanant des différentes régions du monde et d'une série fort intéressante d'études spécifiques présentée par les Comités Nationaux.

Le compte-rendu du Colloque a été publié par le Comité National en R.F.A. et est disponible sur demande au Secrétariat de l'ICOMOS à Paris.

La Vème Assemblée Générale se tiendra en mai 1978 à Moscou et Souzdal, à l'invitation du Comité Soviétique de l'ICOMOS et du Ministère Soviétique de la Culture.

## CONTENU DES PUBLICATIONS DE L'ICOMOS

### MONUMENTUM (semestriel)

Un numéro double de MONUMENTUM, XI-XII, sur l'intégration de l'architecture contemporaine dans le tissu des monuments et des quartiers anciens. Des spécialistes de différents pays du monde ont confronté leurs points de vue, très divers, sur ce problème au cours d'un colloque de l'ICOMOS, tenu à Budapest en juin 1972 et leurs rapports sont publiés dans ce numéro, avec une importante illustration.

MONUMENTUM XIII, un numéro spécial publié par le Comité ICOMOS/U.S.A. est consacré à la conservation des monuments historiques aux Etats-Unis. Il s'efforce de répondre à cette interrogation: «Que signifie pour l'Amérique et pour les américains la conservation des monuments historiques aux Etats-Unis, envisagée dans la perspective de l'année du bi-

centenaire, 1976?» Ces articles traitent: de la conservation du patrimoine historique dans une démocratie (collaboration du Gouvernement et des organismes privés dans la conservation aux Etats-Unis); de la législation américaine dans ses répercussions sur la conservation du patrimoine culturel; du rôle de la conservation dans l'accomplissement d'objectifs humanitaires et politiques (éducation, sécurité publique, logement, possibilités d'emploi); de la conservation du patrimoine immobilier historique dans le cadre de la vie urbaine (impact social et économique de la conservation des secteurs et des quartiers anciens, comme composante de la vie moderne); de la conservation face aux effets du développement économique sur les biens culturels (y compris les usages nécessitant l'adaptation des bâtiments anciens, les droits du développement, les plans d'utilisation des sols et le «syndrome de

la boutique»); de la conservation envisagée comme un support des mythes nationaux; de la conservation et des loisirs; de l'usage des techniques contemporaines pour la conservation des biens culturels (photogrammétrie, résines époxy, analyses non destructrices, documentation, informatique). Tout les articles sont rédigés en anglais, avec un résumé et des extraits en français. Ce numéro spécial peut être commandé à la Rédaction de MONUMENTUM, Groot Begijnhof 95, 3000 Leuven, Belgique.

Le prochain numéro de MONUMENTUM, XIV, est maintenant sous presse.

### BULLETIN (annuel)

En 1976 les membres de l'ICOMOS ont reçu les numéros 2 et 3 du Bulletin de l'ICOMOS publiés respectivement par les Comités Nationaux Russes et de la République Fédérale Allemande. Les deux publications rendent compte des activités de l'ICOMOS et des autres organisations ayant les mêmes intérêts aussi bien que des articles destinés aux spécialistes de la conservation des monuments et des quartiers historiques.

Le numéro du Comité d'Union Soviétique se compose des articles suivants: Problèmes actuels de la sauvegarde des monuments de la culture, Sites anciens et la vie contemporaine, La sauvegarde et l'utilisation des monuments anciens, Musées commémoratifs en U.R.S.S., Problèmes de la création des musées de plein air, Ensembles commémoratifs consacrés à la Grande Guerre Nationale, L'archéologie et l'étude du vieux Novgorod.

Celui publié par la République Fédérale Allemande contient les articles suivants: Avant propos sur l'entretien des monuments historiques en République Fédérale d'Allemagne, Villes historiques de Bavière et de Bade-Wurtemberg — leur situation actuelle, leur état de conservation et leurs transformations.

Le Bulletin de l'ICOMOS n° 4, publié par le Comité National Tchécoslovaque, comporte des articles sur le Développement des Villes historiques en Bohême, Moravie et Slovaquie, ou des centres historiques de Prague et Tabar. La Restauration des Secteurs Urbains Sauvegardés de Bohême et de Moravie, aussi bien que les Mesures de la Protection des Villes Historiques et des Ensembles Villageois dans la Restauration des Secteurs Sauvegardés en Slovaquie, sont étudiés. D'autres articles traitent de la classification des villes historiques en République Socialiste Tchèque et la protection des ensembles ruraux.

### NOUVELLES (trimestriel)

Au cours de 1975-76, cinq numéros des Nouvelles de l'ICOMOS (nos. 5, 6-7, 8, 9) ont été envoyés à tous les membres. Avec les Nouvelles n° 8 du printemps 1976, une nouvelle forme de présentation est née.

### LES COMPTES-RENDUS DES COLLOQUES DE L'ICOMOS

Le Compte-rendu du 2e Colloque International sur la Protection et la Restauration des Jardins Historiques organisé par l'ICOMOS et l'IFLA (Grenade, Espagne, 29 octobre - 4 novembre, 1973) et ce du Colloque International sur la Con-

servation de la Pierre I (Bologne, Italie, 19-21 juin, 1975) sont maintenant publiés.

Les Compte-rendus de Grenade publiés par l'ICOMOS présentent les rapports du Colloque sur les sujets suivants: Islamic gardens in Iran, Anatolian Turkish gardens, Problems of garden Archaeology in the U.S.S.R., On the Gardens of Egypt, The Muslim Gardens of the Arabian Peninsula, Les jardins marocains, Synthèse chronologique et typologique du jardin de l'Islam, Brèves considérations sur les jardins-vergers de l'Espagne musulmane, Gardens of India: History, research and orientation, On the origin of the patios and gardens in the Islamic period in Spain, Le jardin nasaride, L'eau dans les jardins musulmans de l'Alhambra, Le jardin dans la poésie islamique, De l'agronomie arabo-andalouse, Application des techniques modernes à la Paléobotanique pour la restauration des jardins anciens, Plantes employées dans les jardins historiques de l'Islam, Dans quelles conditions la restauration des jardins est-elle possible?, Les jardins de Gaudi. Les résumés sont en anglais ou en français. On peut se procurer cette publication auprès de: Secretariado de Publicaciones e Intercambio Científico de la Universidad de Granada, Granada, Espagne.

Un volume de 789 pages publié par le Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto, via de Pignattari 1, 40124 Bologna, reprend le Compte-rendu du Colloque de Bologne sur la Conservation de la Pierre. Cette publication se compose de quatre parties: Causes d'altération, Biodéterioration et problèmes annexes, Traitements (nettoyage, consolidation, protection), Essai en laboratoire et in situ.

L'année 1976 a vu la publication des Comptes-rendus de la Première Conférence Internationale sur la Conservation des Monuments en Brique Crue (Yazd, Iran, 25-30 novembre, 1972) et du Colloque de Rothenburg sur la Conservation des Petites Villes Historiques (Rothenburg ob der Tauber, R.F.A., 29-30 mai, 1975 qui a suivi la IV Assemblée Générale de l'ICOMOS qui se tenait dans cette ville).

Le Compte-rendu de Yazd a été publié par le Comité National Iranien des l'ICOMOS. Présentant un large éventail international sur la conservation des monuments en brique crue, il contient les rapports suivants: Regard sur les Monuments Iraniens en Brique Crue (résumé du texte farsi), Les Conditions Climatiques dans le Kavir et leurs Conséquences pour les Monuments en Brique Crue (résumé du texte farsi), Mud-Brick Construction in the South Western U.S. Past and Present, Conservation of Mud-Brick by Chemical Methods, Le Rôle du Revêtement dans la Conservation des Monuments en Brique Crue (résumé du texte farsi), Experiments en Brique Crue et Recherches pour y pallier (résumé du texte farsi), Idées Générales sur la Conservation des Monuments en Brique Crue, Monuments du Plateau Iranien édifiés en Argile. Les textes sont en français, anglais et farsi.

Le Compte-rendu du Colloque de Rothenburg rassemble quatre thèmes: Raisons d'assurer la sauvegarde des petites villes historiques, Moyens d'assurer leurs sauvegarde, Exemples de réalisation et d'études, Rapports proposés par les Comités Nationaux. Divers aspects de la conservation des petites villes historiques ont été présentés pour les pays ou régions suivants: Amérique du Nord, Mexique, Méditerranée, Danemark, Amérique du Sud, Botswana, Scandinavie, Tchécoslovaquie, Ghana, Japon, U.R.S.S., Pérou, France, Europe de l'Est et de l'Ouest, Hongrie, Espagne, R.F.A., Asie Centrale. Le Compte-rendu, publié par le Comité National de la République Fédérale d'Allemagne, est disponible au Secrétariat de l'ICOMOS à Paris.

# REPORT ON ACTIVITIES OF ICOMOS NATIONAL COMMITTEES 1975-1976

## INTRODUCTION

In November 1975, the Advisory Committee decided that, in the future, National Committees should be requested to submit their Annual Reports early enough for the Secretariat to make a résumé of them to be distributed before the Advisory Committee meeting. This would allow the meeting to proceed directly to discussion of national activities and give more time to look at ICOMOS's programme and plans for future development.

The Secretariat also devised a format for the Reports, which was communicated to the Chairmen of National Committees by the Secretary General in June, when he asked them to submit their reports by 15th September at the latest. The résumé follows this format.

Since the annual reports for previous years had been asked for by the end of the first quarter of the following year, some Committees decided to submit Reports covering 18 months from April 1975 to September 1976, while others submitted Reports for 1975 and for the first 9 months of 1976, and others for 1975 only. The Secretary General therefore decided to make a single résumé covering 1975 and 1976.

Reports were received from the following 30 Committees:

- for 1975: Austria, Belgium, Bulgaria, Chile, Colombia, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, Finland, France, G.D.R., F.R.G., Hungary, Iraq, Italy, Luxembourg, New Zealand, Poland, Rumania, Spain, Switzerland, Turkey, U.S.A., U.S.S.R., Yugoslavia
- for 1976 (or 1975-76): Bolivia, Bulgaria, Canada, Chile, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, France, G.D.R., F.R.G., Ghana, Hungary, Italy, Mexico, Netherlands, Poland, Rumania, Spain, Switzerland, Syria, Turkey, U.S.A., U.S.S.R.

It is regrettable that the remainder of ICOMOS's 54 National Committees did not send in their Reports. To give a fuller account of the activities of the National Committees in 1975, some information has been taken from the Reports made by Chairmen at the Twelfth Session of the Advisory Committee and from daily correspondence with National Committees. This is, for instance, the case with Argentina, Greece, Iran, Sweden and the United Kingdom.

As before, some National Committees have not yet developed their own activities but their members apply ICOMOS principles in their professional work in historical monuments services and other official organizations. Information to do with the work of monuments services as such will be given space in the ICOMOS Newsletter, and is not included in the present Report.

## I. ACTIVITIES ON THE NATIONAL LEVEL

### 1. STRUCTURE AND DEVELOPMENT OF NATIONAL COMMITTEES

The National Committees continued and even increased the pace of adaptation of their structures to the tasks before them. Recruitment campaigns greatly enlarged the size of some Committees. Several embarked on the revision of their internal Statutes, in order to ease their growth, bring about the orderly replacement of their active members and ensure that all their members are able to take part in programmes of activity which are continually expanding. To this end, sub-

committees or working groups on specific topics of national or international relevance have often been created within National Committees.

Many ICOMOS National Committees undertook recruitment campaigns during the period, and remarkable results were obtained by those in France (which has grown in the space of two years from 70 to about 320 members), Italy (63 to 170), Belgium (44 to 120) and Mexico (28 to 87); while the British, Canadian, Federal German, Indian, Spanish and U.S. Committees showed a satisfactory, if less striking, rate of growth. Several Committees, especially in Latin America, also awarded Honorary Memberships. Finally those Committees in process of constitution — especially the Australian and Bolivian — which quickly raised their full complement should also be mentioned.

In attracting new members, National Committees did not only address themselves to their traditional constituencies — the technical and administrative experts in the conservation and restoration of monuments — but also to people and institutions interested in the use and animation of the heritage, to local government and to associations. A number of Committees revised their statutes or adopted new ones in order to reflect this change in their make-up. At the same time, the principle of the rotation of National Committee members made further headway.

The French Section thus numbers some 190 individuals, 60 associations and 72 local authorities, representing historic towns and districts. In order to make room for the latter, a National Council of Historic and Artistic Towns was brought into being, within the French Section, which gathers together the representatives of all these towns. The National Council has laid down its own aims, the basic goals being to provide the link between town councils and the government bodies responsible for the conservation of historic towns, to develop common activities in the field nationally, and to seek internationally to improve the exchange of experiences and the coordination of policies for the rehabilitation and enhancement of historic towns. The National Council's first activities are described below.

Through a change in its Statutes, the Administrative Board of the French Section now has 36 members, 12 of whom are architects, 12 specialists other than architects and 12 representatives of institutions having similar aims to those of ICOMOS, among whom are at least 4 local Councillors.

The Austrian Committee, hitherto closely linked with the Federal Monuments Service, has expressed its intention of broadening its composition and asserting its own identity.

The Belgian Committee has adopted a structure which reflects the linguistic divisions within the country, with a Chairman, a Secretary General and a Treasurer for each region — French-and Dutch-speaking — under the General Chairmanship of Mr. Van den Abeele. It includes several towns and institutions among its members.

The Canadian Committee has drafted new Statutes in order to gain recognition as a nonprofit educational association — a status similar to that which the U.S. Committee already enjoys.

The Spanish Committee has recast its structure so as to guarantee the representation of the various provinces. It also hopes to attract more young professionals. Draft Statutes are at present under consideration.

Following the adoption of its Statutes, closely modelled on those of ICOMOS, in May 1975, the Ghanaian Committee

has been renewed. The Statutes are designed to ensure that the relevant professions are all represented in the Committee as well as the three public agencies having a statutory responsibility for conservation.

A new Executive Board and Chairman have been elected by the Mexican Committee, whose Statutes provide for the renewal of the Committee every three years. The Committee has designed a special diploma for award to its members, as well as a distinctive logotype. It is looking at ways in which students could be brought into the Committee.

The Czech and Slovak territories are given parity in the Czechoslovak Committee. The Headquarters of the Committee rotate between the two capitals, and are at present in Bratislava, in Slovakia.

The Turkish Committee has made efforts to increase the number of its members, parallel with its vigorous public relation campaign.

Other Committees which have renewed part of their 'active' members in 1975-76 include the Columbian Committee — which has drafted new Statutes — and the Soviet, Swiss, Yugoslav and United States Committees. In some cases, one-third of the active members retire after a given interval which is laid down in the Statutes (every three years in Switzerland, each year in the U.S.A.). More often, however, the Committee is renewed as and when a vacancy occurs. It seems clear that, despite the Executive Committee's suggestions, first put forward five years ago and repeated since, a majority of National Committees still do not have any clause in their Statutes providing for the regular replacement of 'active' members — which would seem to be a pre-requisite to any real expansion in their size.

In order to cope with an expanded membership and with an increased rate of activity, National Committees have an even greater need for a proper infrastructure.

A permanent secretariat was set up in 1975-76 by the German Democratic and French Committees. US/ICOMOS received staff assistance from the Advisory Council on Historic Preservation. In many countries, the historical monuments service itself provides secretarial backing. But where this is not the case, and the Committee has no outside source of funds, a heavy burden falls on the shoulders of the Chairman of the Committee — which is only partly lightened by the appointment of an Executive Secretary or Treasurer from among the members.

Those Committees which have been particularly conscious of the lack of an adequate infrastructure and funding include the Mexican Committee, whose Chairman has been carrying on an energetic campaign, with approaches to both public bodies and private associations, in order to find a permanent headquarters and permanent funding for it.

Two further Committees have sought official recognition by the State — ICOMOS-Argentina, which was recognized by the Argentine Senate on 2nd September 1975, and the Colombian Committee which has approached the Government with its request.

On the other hand, a growing number of National Committees have set up special working groups, which have a double purpose:

- to carry on research into particular problems, at national and international levels (Often in connexion with permanent bodies within ICOMOS, such as the international specialised committees).
- to enable the whole range of members within a country to take part in these researches.

The working groups set up by the French and Hungarian Committees (already mentioned in previous reports) have continued to play an active role. During the period in question, the Italian Committee set up working groups on:

- conservation and restoration of individual monuments
- historic towns

- information and Press relations
- relations with local authorities
- historic gardens
- industrial archaeology
- as well as an *ad hoc* sub-committee on the Friuli earthquakes, which is to organize a meeting on the subject.

The Mexican Committee has set up 8 working groups, on the inspection of monuments — whose members are assigned responsibility for a geographical area — for up-dating the Statutes, for cultural activities, for publications, for public relations, for the revision of the Venice Charter and for the admission of new members. In addition, the members of the Committee are organized into 5 Advisory Commissions on History, Architecture and Town Planning, Archaeology, Anthropology and Conservation of the Environment.

The Netherlands Committee also plans to set up working groups, but feels that the establishment of a secretariat for the Committee must come first.

The Spanish Committee has 8 working groups on: vernacular architecture, modern architecture in old surroundings, archaeological sites, conservation of materials, photogrammetry and documentation, inventory, gardens and landscapes, relations with Hispano-America.

## 2. ACTIVITIES OF NATIONAL COMMITTEES

### a) Coordination at the National Level

It must be recalled first that all members of ICOMOS in whatever country play a direct role, as individuals, in the conservation of the architectural heritage. Apart from this intense personal involvement, however, the National Committees' Reports leave no doubt as to the importance they attach to working together with other institutions, public and private, which share their aims. To a large extent, this cooperation is manifested by the presence, within National Committees, of representatives of other institutions — which gives the Committees a considerable influence over the planning and execution in their countries of conservation policy. For the same reason, they can make a significant contribution to the coordination of National programmes in the field among the different bodies concerned.

As for their own activities, the phrase "organized in co-operation with" recurs throughout their reports. The full list would be too long to give here. To cite only a few instances:

- on the governmental level, the Colombian Committee has asked for a seat on the National Monuments Council;
- ICOMOS Italiano refers to its relationship with the official agency in charge of inventory;
- the French Section has done specific pieces of research for the Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique of the Direction de l'Architecture and the Direction Générale des Collectivités Locales. The Direction de l'Architecture, responsible to the French Ministère de la Culture et de l'Environnement, co-sponsored the French ICOMOS Committee's symposium on the Venice Charter (see below);
- the Bolivian, Iraqi, Luxembourg, Rumanian and Syrian Committees have run joint programmes with the monuments services in their countries;
- ICOMOS/Argentina has a close relationship with the Fondo Nacional de las Artes and has been named as the body to provide technical support for the Fund's conservation activities;
- the members of the Swiss Committee are well placed within the Cantonal conservation services, in the amenity societies and in the Institut für Denkmalpflege of the Federal Polytechnic. Moreover, the Committee is working to improve relations among archaeologists, architects and conservators;
- the Turkish Committee (which has been recognized by Presidential decree and its new statutes confirmed by Govern-

mental decree) supports the innovative work of the Istanbul Technical University in the field, and has been particularly concerned by the rehabilitation study of the small town of Safranbolu in Anatolia.

- on the non-governmental level, the ICOMOS Committees in Bulgaria and the GDR have close ties with the National Sections of the International Union of Architects;
- similar relationships are reported by the Dominican, Mexican and Soviet Committees;
- in the Federal Republic of Germany the National Committee sets great store by its close relations with the Union of Conservators, which brings together the monuments specialists of all the Länder. It comments, however, that the degree of autonomy of the Länder is a real obstacle to any coherent and active policy for listing and conservation.

#### b) Coordination on the International Level

The Committees are aware of the need for them to act as intermediaries between the specialists and public opinion in their countries, and those of other nations. The informal grouping of National Committees at the regional level, which was noted by the Executive Committee in 1974, has developed, notably in South America, where the Chairman of the Argentine Committee of ICOMOS organized in December 1976 a meeting between the National Committee Chairman of the 'Cono del Sur' countries - Argentina, Bolivia, Chile, Paraguay, Uruguay - diplomatic representatives of these countries, members of UNESCO and OAS National Commissions and institutions interested in conservation in the host country. The Venezuelan and Dominican Committees also took part in organizing, under OAS auspices, the Second Interamerican Seminar on the Restoration of Monuments, held in Caracas in December 1976. The Mexican Committee has expressed the hope that regional ties in America might be reinforced.

The Scandinavian Committees held their annual meeting in Helsinki in 1976.

The Chairmen of ICOMOS National Committees in Eastern Europe met in Budapest in March 1975, and their contacts developed further in 1976, not least on the occasion of the Conference at Brest - to mark the 30th Anniversary of the Victory over Fascism - where the East German, Rumanian, Czechoslovak and Soviet Committees were present.

Other Committees have stressed the value of permanent bilateral contacts among themselves, and of meetings for specific purposes. Cooperation between the Socialist countries in Europe has been developed through bilateral activities: the National Committees in Hungary and the G.D.R. now have permanent links, and the latter has organized a series of bilateral exchanges of experts, including study tours in the G.D.R. A meeting was held in Moscow in March 1976 to discuss ways of making such exchanges easier. And it was the Soviet Committee which organized a joint Conference in Moscow with the Institute for the History of Art and the Chief Architect's Dept. of Prague, on the image of capital cities and the role of the architectural heritage.

The French Section and the Polish Committee have built up a joint programme of considerable significance: following a Franco-Polish Seminar held in Poland in September 1975, the French Section was host to a party of Polish specialists from 20 to 28 June 1976. At the end of a study tour, a protocol was signed which provided for the strengthening of this programme of exchanges.

Within the French Section of ICOMOS, the Conseil National des Villes d'Art et d'Histoire organized a study tour in Provence and Languedoc for local government figures from Northern Europe, including, Belgian, Danish, British, Dutch and Irish Mayors and town councillors, May 18-21, 1976.

The Mexican Committee would like to see regular exchanges of documentation between National Committees. It also expressed its solidarity with the Guatemalan Committee

after the earthquake, and sent technical assistance to the Chilean Committee for the restoration of the Palacio de la Moneda, Santiago.

The Argentine Committee welcomed members of the British and Italian Committees for training courses, and plans co-operative action with the Spanish Committee.

The United States Committee celebrated the Bicentenary of its independence in 1976 by undertaking two cooperative projects with the French Section. First, it contributed a series of five articles on the architectural links between the countries to a special issue of the *Revue des Monuments Historiques*. In cooperation with two institutional members of France/ICOMOS, Vieilles Maisons Françaises and R.E.M.P. ART, the US Committee organized a project enabling 60 young Americans to join in restoration field-work on a number of French sites connected with personalities involved in the American War of Independence. The U.S. Committee hopes to bring young people from other countries to America in 1977; and the fact that the G.D.R. Committee is organizing, also in 1977, a Conference on youth participation in conservation work leads one to hope that other Committees will get together to set up work camps, under the supervision of ICOMOS specialists.

#### c) Enlightenment of Public Opinion

A growing number of National Committees have taken the trouble to circulate, among their members and to the public, information on national and international activities in the field - particularly the work of ICOMOS. With this end in view, they have asked their delegates at international events to make written or oral reports. The Soviet and Italian Committees attach great importance to having the results of international Symposia known in their countries. Similarly, the Finnish Committee has circulated the Resolutions of ICOMOS Symposia to relevant bodies, and the Hungarian Committee proposes to publish, in Magyar, a collection of ICOMOS Resolutions dating from the foundation of the Council.

The Netherlands Committee is supporting the creation of a documentation centre to put international news at the disposal of Dutch specialists; a similar project is rooted in Mexico.

On a wider scale, the importance of enlightening public opinion is recognized by nearly all Committees. The creation by several of them of subcommittees for public relations is evidence of this. Leaving aside activities in connexion with European Architectural Heritage Year, a number of significant initiatives in this field have been taken:

- the Bulgarian Committee notes that the Plovdiv Symposium was attended by many Communal officials, and that the conference held in June 1976 to examine the effect of underground communications on the archaeological remains of the City of Sofia attracted great attention, and cites these as evidence of growing public awareness of ICOMOS's concerns.
- members of the Dominican Committee addressed varied audiences with talks which were widely commented upon in the Press.
- the Mexican Committee celebrated its Tenth Anniversary in 1976 with, among other things, a series of 7 talks held under the auspices of the cultural development fund of the 'Banamex' banking concern; their Proceedings will be published shortly. In addition the Committee's annual meeting aroused widespread interest. In the future, an annual 'ICOMOS Mexicano' prize will be awarded for meritorious work in the field.
- the Rumanian Committee has produced posters and made a number of broadcasts on the conservation of the cultural heritage of the nation.
- the Turkish Committee places particular emphasis on the use of radio and television as being the media which provide the largest audience for its ideas.

- a member of the Soviet Committee, Mr. Shvidkovsky, made a series of television broadcasts on great monuments abroad, making use of material gathered in the course of ICOMOS meetings, and other members of the Committee gave talks on their own specialities.

- the Czechoslovak and Yugoslav Committees celebrated, respectively, the 25th and 30th Anniversaries of the creation of their historic monuments services.
- the Bolivian, Bulgarian, Dominican, French, G.D.R., F.R.G., Italian, Luxembourg, Polish, Rumanian, Syrian, Turkish, Czechoslovak and Yugoslav Committees also report on the preparation of articles for publication, either in historic monuments journals, or in the daily Press.

In this connexion, of course, the National Committee's own publications can have an essential role to play.

#### d) Training courses

Several Committees supported the setting up of training courses in their countries:

- The Argentinian Committee organized courses for groups of architects, to which specialists from foreign countries were invited.
- The Belgian Committee was active in preparing the curriculum for the regional course for the training of specialists in conservation which was set up by the Collège de l'Europe at Bruges.
- The Italian Committee was involved in the training courses for intermediate technicians held at Ravello, with the assistance of the Regione Campania and Faculty of Architecture at the University of Naples.
- The Hungarian Committee is one of the organizers of the summer course at Eger which, for the past six years has offered advanced training to specialists from other countries; the Soviet Committee has sponsored participants.
- Training and retraining courses in Chile, France, G.D.R. and Rumania have also had support from the respective National Committees of ICOMOS.

#### e) Research into specific topics

National Committees devote considerable effort to the study of those problems which are of particular relevance to the conservation of the architectural heritage in their countries. Of course their priorities may change from one year to the next, in line with their needs; and they may find an outlet in the activities of one of the international programmes of ICOMOS.

Here, briefly, are the principal topics mentioned in the 1975-76 Reports - often in connexion with the activities of a special working group.

#### f) Conservation of Materials

The conservation section of the Hungarian Committee continued to be active, concentrating on the problems of conserving stone and metal objects. It was responsible for organizing a meeting of international specialists in stone conservation, held at Budapest, in autumn 1976, under the sponsorship of RILEM.

The G.D.R. Committee also organized a national and international meeting of experts in stone conservation, from 27 to 30 September. Recommendations included the drafting of standards and testing methods, methodology, and the improvement of appropriate chemical stone conserving agents.

The Swiss Committee has decided to focus on the conservation of monuments and objects in wood, following the inventory of wooden bridges it had already completed which was transferred on to a card index in 1975-76.

#### g) Vernacular Architecture

The Hungarian Committee's working group on vernacular architecture remained most active. It applied itself to solving

certain practical problems in the protection of rural vernacular buildings, and also went into a number of theoretical questions, such as the introduction of modern buildings into historic rural sites and the extension of the criteria for protection of rural buildings.

#### (III) Historic Gardens

The British, Italian and Swiss Committees carried on their work of listing historic gardens. The Iranian Committee has done research into the historic gardens of Persia, beginning with the gardens of Isfahan.

The Czechoslovak and West German Committees both took part in the organization of technical meetings on the conservation and restoration of historic gardens, held, respectively, at Pardubice in 1976 and at Schwetzingen in October 1975.

#### (IV) Historic Towns

The French Section undertook two specific research projects in 1976, dealing with French Local Authorities' perception of their architectural heritage, and with the legal and financial means available to those authorities who wish to preserve and enhance their heritage.

#### (V) Principles of Restoration

The chief project of the French Section in 1976 was the organization of a Symposium in October, in Paris, on French Restoration Work and the Venice Charter. The purpose of the meeting was to analyse, in the light of case studies, the restorer's approach, the administrative environment, financial and socio-economic aspects of restoration, and to compare French practice with the principles enunciated in the Venice Charter.

#### (VI) Earthquakes

Faced with the earthquakes which laid bare, first Guatemala and then Friuli, the concerned ICOMOS Committees reacted immediately, by sending technical and other assistance to the devastated regions, and by attacking the long-term problems of strengthening and protecting the built environment in earthquake zones.

In Italy, a sub-committee under the guidance of Professor Gazzola has been involved in a keen campaign to inform the public and to collect relevant data with an eye to organizing an international meeting at Udine to stimulate research into these problems. The Guatemalan Committee has adopted a similar approach, and the Mexican Committee is to produce a handbook on the correct measures for the repair of earthquake-damaged buildings.

#### (VII) Legislation

Several National Committees gave their help towards the drafting of new laws on the protection of monuments and sites. This was a matter of particular concern to the members of the Bulgarian, Chilean, Czechoslovak, German (Democratic), Soviet and Syrian Committees.

#### (VIII) Miscellaneous Research

The British Committee contributed to the study of the conservation problems of disaffected churches. The Dominican Committee has taken a lively interest in the salvage of the many historic wrecks lying in the coastal waters of the Republic. The Mexican Committee has set up a system whereby each member will be required to produce an annual contribution, which may be included in a published collection of researches.

#### f) Restoration works

Owing to their professional activities as members of the historic monuments services in their countries, the members of almost every National Committee take part in restoration work and other practical operations, and in the preparation

of protective inventories. However, a certain number of Committees have also developed independent activities, sometimes covering the whole field of monuments and sites, sometimes restricted to those monuments and sites which are in most danger.

Thus, the Mexican Committee has created a working group for the inspection of monuments and sites, whose members have been assigned responsibility for specific zones. At the outset, six zones have been delineated.

Among the individual sites and monuments which have been the object of attention from one of the National Committees of ICOMOS, the following are mentioned as examples:

- the City of La Paz and the Churches of Carabuca and Sicasica (Bolivia)
- the site of Concepción de la Vega (Dominican Republic)
- the historic centre of Tampere (Finland) — here the campaign mounted by the Finnish Committee is likely to have repercussions for the future of other historic towns in the country.
- the Fortress of Elmina (Ghana)
- the site of Antigua Guatemala (Guatemala)
- the Abbasid Palace and the al-Mustansiriyah School in Baghdad, as well as a list of other monuments and archaeological sites across the country, including the Ziggurat of Aqarquf (Iraq)
- the chateaux and castles of the Grand-Duchy of Luxembourg
- the Palace (Prison) of Lecumberri (Mexico) — here an appeal was made to the President of Mexico.
- the antiquities of the Valley of the Euphrates, threatened with submersion under the waters of a dam (Syria)
- the town of Safranbolu (Turkey)

Finally it would be impossible to pass over in silence the struggle being waged by the members of the Greek Committee to save the site of Pylos.

## II. INTERNATIONAL ICOMOS ACTIVITIES

National committees clearly set great store by their participation in ICOMOS's international activities. Moreover they make a vital contribution to the success of ICOMOS programmes by obtaining direct or indirect financial assistance from their governments and by taking on, wholly or in part, some of the Council's international activities, especially the organization of technical meetings and the subsequent publication of their proceedings. In this they work closely with the Secretariat.

### 1. FINANCIAL ASSISTANCE THROUGH NATIONAL COMMITTEES

This may take the form of direct financial aid from a Government or State agency. In 1975 the French Government increased to 100,000 F its annual grant to the ICOMOS Secretariat. The Netherlands' Government increased its regular support from \$ 1,000 in 1975 to \$ 3,000 in 1976 and for the first time, the Canadian Government paid a subvention of \$ 3,000 to ICOMOS in 1976.

Other countries have offered financial aid to the UNESCO/ICOMOS Documentation Centre and to MONUMENTUM. The Danish Committee approached its country's major foundations in 1975 without success.

Most generous indirect financial assistance has been received from the United States Government which has underwritten the Secretary General's travel expenses on his regular visits to Paris and which has seconded a senior US civil servant to the Secretariat as Dr. Connally's Deputy.

As before, the Secretariat benefits from paying a purely symbolic rent (100 F a year) for its Headquarters in the Hôtel Saint-Aignan.

It is greatly hoped that other national committees will make efforts to obtain financial assistance for, or the secondment of qualified staff to, the ICOMOS Secretariat.

### 2. GENERAL ASSEMBLY

Nearly all national committees mentioned first their attendance at the Fourth General Assembly which was the major event of 1975 for ICOMOS, held in Rothenburg ob der Tauber, in May 1975, at the invitation of the Federal German Committee, the Assembly brought together almost 400 participants from 41 countries. The National Committee looked after the organization of the Assembly and of the excursions and study tours which followed.

At the symposium on the Conservation of Smaller Historic Towns, regional reports and detailed studies were presented by the following national committees: France, Poland, Canada, Argentina, Turkey, Japan, Ghana, Finland, U.S.S.R., Spain, Hungary, Mexico, Peru, Czechoslovakia, Denmark, Federal Republic of Germany.

The report of the Rothenburg Symposium was published in 1976 by the National Committee of the Federal Republic of Germany, and contains the full texts in French and English of all papers read at the meeting, as well as a summary of discussions and resolutions adopted.

### 3. ORGANIZATION OF TECHNICAL MEETINGS

The Belgian Committee helped to organize the Bruges Symposium (May 12 to 15, 1975), on the conservation of historic towns.

The Bulgarian Committee concentrated its efforts on the organization of the symposium on vernacular architecture and its adaptation to the needs of modern life, which took place in Plovdiv from September 24 to October 2, 1975, and was attended by 46 specialists from 17 member countries. The proceedings of the symposium have been published in a special issue of MONUMENTUM, prepared by the Bulgarian Committee.

The Spanish Committee has published the full proceedings of the Granada Symposium (on the Gardens of Islam 1973) and has edited the text of the Cordoba symposium (on the conservation of monuments belonging to several different cultures).

The Iranian Committee, in cooperation with the Ministry of Art and Culture, organized at Yazd, March 6-11, 1976, a second international symposium on the Conservation of Monuments in Mud-brick. More than 20 nations from Africa, North and South America, Asia and Europe were represented. The Iranian Committee also published at this time the proceedings of the first symposium on mud-brick held in 1972.

The Italian Committee, in collaboration with the University of Naples and the Rome Centre, took the initiative in drawing up the first draft of a multilingual glossary of conservation and restoration terminology by calling together on April 8-10, 1976 at Ravello, a working group to study the standardization of terminology.

The Netherlands Committee assisted in the organization of the Zeist Symposium on the Restoration and Protection of Historic Gardens.

The Czechoslovak Committee participated in the organization of the Prague Symposium on New Life in Old Towns by the Ministry of Culture in that country.

Several national committees were active in preparing symposia programmed for 1977 or 1978. The Soviet Committee began preparations for the Fifth General Assembly of ICOMOS (1978). The President of ICOMOS was received in Moscow in June 1975, where he was able to discuss this subject with the Soviet Committee and with the Vice-Minister of Culture, Mr. Popov. He also visited Erevan and Leningrad.

The G.D.R. Committee has devoted much of its activity in 1976 to the organization of the Rostock Conference, on the participation of youth in the conservation of the architectural heritage, which was scheduled for September 1977. A preliminary meeting attended by ICOMOS National Committees of the Baltic countries was held in Stralsund from October 27 to 29, 1976.

The Hungarian Committee began preparations for a meeting on vernacular architecture and the Czechoslovak Committee, for the Fourth Symposium on the Restoration and Conservation of Historic Gardens which were due to take place, respectively, in Budapest and Szombathely (June, 1977) and in Prague, Bratislava and Kromeriz (September 1977).

### 4. PARTICIPATION IN ADMINISTRATIVE MEETINGS

The reports emphasize the efforts made by all national committees to be present at ICOMOS symposia and at meetings of the Council's Advisory and Executive Committees which took place in Paris, 20-21 November 1975. The Bruges meeting of these committees, 9-10 December 1976, was the first to be held outside the ICOMOS headquarters in Paris. ICOMOS was invited to Bruges by the Municipal authorities and received valuable support from the Belgian Committee.

The Italian Committee requests a written report from each of its representatives who attended the international meetings and it organizes discussion groups on their findings.

Similarly, the national committees have often agreed to represent ICOMOS at meetings held by other organizations; in 1975-76, National Committees in Austria, Finland, France, F.R.G., Hungary, Iraq, Italy, Great Britain, and Turkey have done this. Unfortunately, the delegates have not always sent their reports to the Secretariat as requested.

### 5. ICOMOS PUBLICATIONS MONUMENTUM

In 1975, the Belgian Committee obtained an increase in financial assistance to MONUMENTUM from the Ministries of French and Dutch Culture in Belgium.

The American Committee has financed the editing, printing and distribution of a special issue of MONUMENTUM, XIII, to mark the Bicentennial of U.S. Independence.

The campaign of national committees to solicit new subscriptions has met with little success. It is hoped that with the publications of issues of MONUMENTUM, and the reorganization of the Editorial Committee, the campaign will be taken up again with more enthusiasm.

As previously mentioned, the proceedings of the Plovdiv symposium will appear in the form of a special issue of MONUMENTUM edited by the Bulgarian Committee. The Italian and British Committees intend to furnish material for two forthcoming issues.

### ICOMOS Bulletin

Bulletin II, financed by the Soviet Committee was received from the printers in May 1976. Issue III was prepared by the F.R.G. and distributed at the Fourth General Assembly. The Czechoslovak Committee published Bulletin IV which appeared towards the end of 1976. Several committees have expressed interest in taking on a future issue of the Bulletin (or a special issue of MONUMENTUM); especially the Scandinavian, Indian, Argentine, and Yugoslav Committees.

### 6. UNESCO/ICOMOS DOCUMENTATION CENTRE

Assistance from national committees has taken various forms: many committees ensure the regular dispatch to Paris of periodicals dealing with historic monuments, while others have given the Centre gifts of publications. We must mention in particular the efforts of:

- in Europe: F.R.G., G.D.R., Austria, Belgium, Bulgaria, Cyprus, Spain, France, Greece, Hungary, Italy, the Netherlands, Poland, Great Britain, Rumania, Czechoslovakia, Turkey, Switzerland, Yugoslavia,
- in the Americas: Argentina, Canada, Colombia, the Dominican Republic, U.S.A., Guatemala, Mexico, Peru,
- in Asia: India, Iraq, Iran,
- in Africa: Ghana, Tunisia.

Generally, national committees have responded diligently to the Centre's requests for information, such as the inquiry on the conservation of historic towns, sent out in preparation of the Fourth General Assembly.

The Austrian Committee continues to take an active part in the development of the Centre:

- M. Foramitti, head of the Photogrammetry Section of the Bundesdenkmalamt, continues to play an important role in the Documentation Centre's activities;
- thanks to the devotion of Dr. Farka, of the Conventions Office of the Bundesdenkmalamt, the Thesaurus for indexing documentation has been concluded and the greater part of the Thesaurus is in the hands of Mr. Palmes who is translating it;
- the Austrian government has maintained during 1975 and 1976, the payment of a grant equal to 0.50% of its UNESCO contribution (\$ 2,141).

Through the good offices of the U.S. Committee, the Centre receives an annual contribution of \$ 4,000 from the National Park Service, and the travels of Mr. Lord, the President of the Documentation Committee, have been facilitated.

### 7. INTERNATIONAL SPECIALIZED COMMITTEES

Some international committees receive help from the national committees which name corresponding members for them or which undertake specific jobs at their request. Thus, the Danish and Polish Committees have supplied photographic documentation for the Committee on Historic Gardens, and the British Committee is in the process of compiling a list of English parks and gardens. The British, Danish, Jordanian, Turkish and U.S. Committees have responded favorably to the President's request that they should nominate corresponding members to the Committee.

The Austrian, Polish, Turkish and Argentine Committees have supported the work of the International Committee on Architectural Photogrammetry.

Numerous committees have responded to a letter sent by the Secretary General expressing their interest in industrial architecture and archaeology — a fact which points towards the creation of an international committee on the subject.

### 8. REVISION OF THE VENICE CHARTER

All national committees were asked for their views on the revision and updating of the International Charter adopted in 1964 on the conservation and restoration of monuments and sites (the Venice Charter); they all received a dossier from the Secretariat and several had comments to make on the subject, including the Soviet, Hungarian, Italian, Czechoslovak, Polish and Swedish Committees. To this end, special work groups were created and meetings were organized in Denmark, France, G.D.R., Hungary, Italy, Mexico, Netherlands, Great Britain and the U.S.A.

Furthermore, the French Committee organized an important symposium on French Restoration and the Venice Charter which took place in Paris, October 13–16, 1976.

The Polish Committee sent out questionnaires and finally suggested the inclusion of a "Warsaw Recommendation" within the text of the Charter.

The Italian Committee drafted four supplementary articles for the Charter treating the subject of the conservation of towns and historic districts.

#### 9. ADVANTAGES ATTACHING TO THE ICOMOS MEMBERSHIP CARD

The Secretary General has written to the Presidents of all national committees asking those which accord ICOMOS members advantages to verify the situation and those which up until this time have offered no particular advantages to persons having an ICOMOS membership card (free entry to museums and monuments, for example) to consider doing so. Positive responses were received from several committees: F.R.G., Cyprus, Spain, France, Italy, Jordan, Malta, the Dominican Republic, Great Britain, Bolivia, Denmark.

### III. MEETINGS AND EXHIBITIONS

#### 1. ADMINISTRATIVE MEETINGS OF NATIONAL COMMITTEES

Almost all the Reports received mention at least one annual meeting of the Committee. Several admit that this was the only meeting to be held during the course of the year. It is perhaps appropriate to remind all National Committees of the importance of holding regular meetings, at least of their Executive Boards, and of the fact that failure to hold at least one full meeting of the Committee each year represents a breach of the ICOMOS Statutes. For 1975–76 the prize must be awarded to the Dominican Committee which held regular monthly meetings.

#### 2. TECHNICAL MEETINGS AND EXHIBITIONS

Most of the technical meetings at the national level organized by the National Committees are mentioned elsewhere, under the heading "Activities on the National Level".

The British Committee has given its patronage to the Annual Conference of the Council for British Archaeology, which took place in Oxford from 6th to 12th April 1975. The theme of the conference was "Archaeology and History of the European Town"; it was planned as a contribution to European Architectural Heritage Year.

Mention should also be made of the two national symposia on the conservation of monuments organized by the Dominican Committee in October 1975 and October 1976; and of the series of events organized in five different towns by the Rumanian Committee.

The preparation of exhibitions is an essential complement to the efforts made by National Committees to influence public opinion: in 1975–76, the following Committees were responsible for preparing exhibitions: Argentina, Bulgaria, Czechoslovakia, France, G.D.R., Hungary, Italy, Yugoslavia, Poland, Rumania, Spain, Syria and U.S.S.R.

The exhibition mounted by the Argentinian Committee is of particular interest as its theme – modern methods for the protection and rehabilitation of the architectural heritage – is illustrated entirely by work done by the Committee itself, throughout the country. It contained sections on inventory, photogrammetry, analysis of the urban fabric, designation of a conservation area (San Isidro), probing and testing, interpretation of aerial photos.

The Italian Committee offered the exhibition which it had prepared on the work of Luigi Vanvitelli (mounted with the help of the University of Naples and of the Regione Campania) to the ICOMOS Secretariat: thanks to the assistance of the French Section, it was inaugurated in Paris, at the Musée des Arts et Traditions Populaires, during the French Symposium (October 1976).

### IV. PUBLICATIONS

National Committee publications can be considered under two headings – periodical and occasional. Already, the Mexican and Swiss Committees publish regular Bulletins for their members; the publication of a Bulletin is also under consideration in France and Spain. It is hoped that other Committees may decide to produce regular news sheets for their members in the future.

The U.S. Committee is preparing a booklet on ICOMOS. Other Committees report that they regularly send articles for publication in the specialized periodicals of their countries, as has been mentioned above.

The proceedings of the Brno Symposium on the Conservation of Rural Vernacular Architecture (Czechoslovakia, 1971), the Budapest Assembly on the Interpretation of Modern Architecture in Old Surroundings (Hungary, 1972) and the Magdeburg Symposium on New Social Uses for Historic Monuments (G.D.R., 1974) have appeared in national publications.

To commemorate the Thirtieth Anniversary of the Victory over Fascism, the Chairman of the Soviet Committee (now Vice-President of ICOMOS) published a work on memorials of the event – "Thy Name is Immortal".

The resolutions of the Interamerican Seminar on the Conservation and Restoration of the Architectural Heritage of the Colonial and Republican Periods, held in Santo Domingo on December 2–8, 1974, have been translated and are available in French, English and Spanish from the ICOMOS Secretariat in Paris.

### V. INTERNATIONAL CAMPAIGNS

#### 1. ACTIVITIES RELATED TO EUROPEAN ARCHITECTURAL HERITAGE YEAR

European Architectural Heritage Year mobilised the efforts of almost every National Committee in Europe. In general, their contribution to the projects and programmes of the Year was a most active one. Often, members of ICOMOS National Committees played leading roles in national committees for the organization of EAHY.

The organization of the Year absorbed a great part of the energies, above all of the National Committees in Council of Europe member states. For the members of the Austrian, British, Danish, Dutch, Luxembourg, Polish, Swiss and Turkish Committees – in their own professional capacities – it was the chief, if not the only, activity of the year.

The Turkish Committee reports that its efforts in 1975 were concentrated on two aspects of the conservation of the architectural heritage: the enlightenment of public opinion through the mass media, and the protection of the humbler historic towns and districts.

The Belgian Committee responded to the request of the Ministry of Dutch Culture by organizing, in cooperation with the National Committees of the countries involved, three study trips in England, France and the Netherlands for local councillors and public officials responsible for the architectural heritage at regional levels.

The Spanish Committee devoted itself above all to the preparation of an exhibition which was inaugurated by H. M. the King of Spain.

The French Section was designated as the organization responsible, both juridically and practically, for European Architectural Heritage Year activities in France.

On the other hand, the ICOMOS Executive Committee had decided that, in view of the Council's technical responsibilities in the context of the Year, approaches should be made to all National Committees in European States which are not members of the Council of Europe to ask them to participate. This initiative met with a very favourable reaction.

In Poland, for example, it was the ICOMOS National Committee which constituted the EAHY Committee. Members of ICOMOS/POLAND participated in radio and television programmes devoted to the protection of historical monuments. An active role was also assumed by the Bulgarian, Hungarian and Soviet Committees. The purposes of the Year were given the widest publicity through newspaper articles and above all through travelling exhibitions on various aspects of conservation – some of which were later seen at Amsterdam, at the Final Conference of the Year. Thus, the Soviet Committee sent 8 panels illustrating the reconstruction of war-damaged towns, research into the revitalisation of historic centres, and the conservation problems of wooden buildings.

Other activities included the issue of postage stamps, local authority competitions (in Hungary and France) and a competition for the design of lighting fixtures for historic districts (Denmark). In Poland, the attention of the public was drawn towards maintenance of the character of historic towns, protection of vernacular buildings, of open spaces and of graveyards and of the industrial heritage.

The U.S. Committee sponsored a study trip by American specialists who visited England, Scotland and the Netherlands before the Amsterdam Congress.

### 2. RELATIONS WITH OTHER ORGANIZATIONS

So far as UNESCO programmes for the conservation of monuments and sites are concerned, ICOMOS participation seems generally to be centred on the Secretariat. Only a few Committees mention their own contributions, although we know that on some occasions (such as the Warsaw Consultation of governmental experts on the Draft Recommendation on Historic Towns and Quarters) many of them were present.

The U.S. Committee responded to the Secretary General's request for assistance in drafting criteria for listing and for documentation called for under the World Heritage Convention, by setting up a special working group which reported to the Secretariat. The Danish Committee approached the Ministry of Cultural Affairs in Copenhagen with a view to obtaining ratification of the Convention.

The U.S. Committee also had talks with UNESCO representatives on the possibility of setting up national committees to support the Mohenjodaro and Acropolis (Athens) campaigns.

A number of Committees mention sending pupils to the UNESCO-sponsored training courses at Rome, Venice and Baghdad (G.D.R., U.S.A. and Syria). Three members of the Bolivian Committee took part in the Cuzco course as teachers.

The Rumanian Committee received an expert mission from UNESCO to study in particular the conservation problems of stone and mortar (in ancient edifices), of wall paintings (in medieval buildings) and of vernacular architecture in wood.

The United States Committee prepared a statement on the need to conserve historic districts, for the United Nations Habitat '76 Conference at Vancouver (NGO Forum).

The Belgian Committee cooperated, with the International Committee on Historic Towns and the International Council of Societies for Industrial Design (ICSID) in the organization of a Seminar on the problems of Public Transport in Historic Towns, which was held in Bruges in July 1975.

## REPORTS FROM INTERNATIONAL SPECIALIZED COMMITTEES AND RESOLUTIONS ADOPTED AT ICOMOS SYMPOSIA

### CONSERVATION OF HISTORIC TOWNS

#### SYMPOSIUM ON THE CONSERVATION OF HISTORIC TOWNS (Bruges, 12–15 May 1975)

Organized by the ICOMOS Historic Towns Committees and the City of Bruges, in cooperation with the Belgian Ministry of Culture, the Belgian Committee for European Architectural Heritage Year and the Belgian Association of Historic Towns, this Symposium brought together 600 participants from 30 different countries, among whom were more than 300 elected representatives or professional officers of Historic Towns, including many mayors and aldermen.

The symposium gave rise to "The Resolutions of Bruges: principles governing the rehabilitation of historic towns" which were approved by the ICOMOS Fourth General Assembly and which read as follows:

#### RESOLUTIONS:

1. Cities are the basic elements in the built environment of man. They mirror his social existence and convey the diversity of his culture, his history and his traditions. They hold the living roots of local communities, express their identity and give man his bearings in time and space.

2. It is above all in historic towns, whose structure, fabric and traditions are steeped in time, that modern man finds the most potent visual links with his roots in the past. This vital presence of the past is essential to man's equilibrium both as an individual and as a social being.

3. The differences between towns, themselves a reflection of the diversity both of man and society and of the underlying physical circumstances of nature and climate, offer an outstanding proof, within the setting of everyday life, of the continuing and extraordinarily varied creative process through which man contrives to fulfil his own needs and desires. For this reason alone, it must be counted as one of the principal sources of the wealth of mankind.

4. Never before, even in the recent past, has this legacy been threatened as it now is with such imminent destruction. As a result of technical, economic and social upheavals, people are tending to congregate around administrative and industrial centres in huge towns with spreading tentacles. Both in overall size and in texture, these are completely out of scale with traditional towns. All over the world, the new is imposing itself on the old, stifling and bruising, if not destroying, its ancient fabric.

5. Historic towns must be saved. Their human scale, their beauty, their richness, the subtlety and variety of the surroundings they have to offer, the diverse and flexible human relationships they support, and the enormous capital of build-

ings they represent, are increasingly recognized as something irreplaceable by modern man. The difficulty which present-day architects and town-planners have experienced in creating an environment to equal them has brought out their exceptional qualities more clearly than ever before, in spite of their limited ability to cope with certain features of modern life.

6. *The preservation of historic towns is certainly justified by their cultural and aesthetic value, but a stronger justification still is to be found in their social function, as the natural meetingplace of the urban community and as a diversified habitat.* It is indeed, the remarkable wealth of historic towns – in terms of lay-out and housing – which, once they are improved and rehabilitated, enables society to respond with such a range of formal solutions to man's varying needs for environment and habitat. The preservation of historic towns, their rehabilitation and adaptation to present-day needs thus form an essential part of any genuine policy for the human habitat.

7. *In undertaking the rehabilitation and conservation of historic towns due attention must be paid to the rights of their inhabitants.* In particular, the disadvantaged must be allowed the right to continue to live in their old lodgings, and an adequate solution must be found to the financial problem which results.

8. *Historic towns can only be preserved within the framework of city and regional planning programmes.* The relationship between the town and its surrounding district is such that not only must the town conform with the broader social and economic objectives of the region, but the demands of the region must equally be tailored to the exigencies of conservation.

9. *The preservation of the historic town necessitates its adaptation to the requirements of contemporary life; this must however be done in such a way that its fabric, its structure and its history are not destroyed.* If its character is to be preserved, the lay-out, density and dimensions of the town must be retained, and one of the basic objectives of its conservation must be the preservation of the authenticity of its monuments, large or small, and of its complexes of buildings, in accordance with the principles laid down in the Venice Charter of 1964. Respect for authenticity implies the integration of modern architecture in old towns.

10. *Historic towns are a finite asset; they cannot be replaced with each generation.* There are sound economic reasons for wishing to preserve them, and, at the same time, their preservation answers a fundamental need of our society. Technically and financially, such preservation is possible and the undertaking and the expense are fully justified by the social and economic gains achieved.

To coincide with the Symposium, a large Exhibition, containing contribution from almost 200 cities in 20 countries, had been mounted by the City of Bruges. This enabled participants as well as local inhabitants to become more aware of the very large number of conservation programmes existing in the world today.

Also in 1975, the Historic Towns Committee co-sponsored with ICSID (the International Council of Societies of Industrial Design) a seminar of designers on "Urban Traffic on a Human Scale", Bruges, 6–20 July.

The Committee's Activity Report for the year 1976 notes the following activities which are particularly notable as productive collaborative efforts:

- active contribution to the development of the "UNESCO Recommendation on the conservation of historic towns and quarters", originating at a February meeting in Warsaw;
- collaboration with the "Forum on Historic Towns", of which our Chairman is a member of the organizational committee, including the organization of study tours in historic towns;
- contribution to the preparation of the 2nd Congress of Historic Towns, held in Strasbourg from 30 September – 2 Oc-

tober, 1976 which was organized by the Council of European Local Authorities;

- participation in the preliminary work which led to the creation of a graduate centre for architect-conservators in Bruges.

In his address to the ICOMOS Advisory Committee, December 1976, the Chairman of the Historic Towns Committee referred to projects for the future, mentioning the organization of a Symposium on the conservation of the Medinas of North Africa, a campaign among cities in support of the Documentation Centre, a study of building regulations affecting historic towns (such as those governing building permits, control of publicity and signs, fire protection), and of the need to provide detailed economic arguments in favor of conservation.

#### ROTHENBURG SYMPOSIUM ON THE CONSERVATION OF SMALLER HISTORIC TOWNS (Rothenburg ob der Tauber, 29–30 May 1975)

The Rothenburg Symposium on the Conservation of Smaller Historic Towns was held the 29th and 30th of May 1975, immediately following the ICOMOS Fourth General Assembly. The proceedings of the Symposium were published by the Federal German Committee of ICOMOS and are available from the ICOMOS Secretariat in Paris. Specialised papers dealing with the technical problems of conservation of smaller towns were followed by regional reports from every region of the world and by a series of most interesting case studies provided by National Committees.

The Rothenburg resolutions build on the findings of the Bruges Symposium and are broadly applicable to all historic towns. The Rothenburg resolution draws particular attention to the quality of small towns as a social and physical environment and to the desirability of having regional and national planning authorities assign to them those economic functions which are in keeping with their historic character.

#### RESOLUTIONS:

1. The general principles set forth in the Bruges Resolutions (1975) can be applied more or less universally to the conservation of smaller historic towns; the implementation of these resolutions must however take into account the specific social, economic and political problems of the different regions of the world.

Smaller historic towns can be classified into different types which are characterized by problems in common and by specific features which vary, among other things according to their size, cultural context and economic function. Measures adopted to revitalise and rehabilitate such towns must respect the rights, customs and aspirations of their inhabitants and must be responsive to communal aims and objectives. Consequently, as regards both strategy and tactics, each case must be judged on its own merits.

2. Often, in industrialised countries, the smaller historic town was formerly an important centre which was bypassed by the wave of 19th century industrialisation and urban growth. As a rule, such towns' economic role is as the centre of an agricultural area which gives them characteristics which distinguish them from larger cities:

- the smaller town has not yet expanded beyond its historic core (which is still visually dominant) and has sometimes kept its walls;
- the town's historic core still marks the centre of social life and business and contains a large proportion of residences;
- the surrounding landscape is still very largely unspoilt and is an integral part of the image of the town;
- in many cases there is still a balanced and diversified community structure in terms of population and employment: very few smaller historic towns are economic monostructures depending on mass-production processes.

3. Such smaller towns are subject to specific dangers of various sorts:

- They may suffer from a lack of economic activity leading to the emigration of their populations to larger centres and their resultant abandonment and decay.
- Even when the population is numerically stable, there may still be a tendency, due to traffic and other inconveniences, for the inhabitants to move to modern quarters on the fringes of the town, leading to dereliction of the historic town centre.
- On the other hand, too much economic activity may cause disruption of the old structure and the insertion of new elements which upset the harmony of the urban environment.
- Measures to adapt the town to modern activities and uses may have similar effects. For example, tourism, which can be a legitimate means to economic revitalization, can also have a negative impact on the appearance and structure of the town.
- The increasing unit size of the social infrastructure such as schools and hospitals tends to destroy the scale of the town and to reduce the level of its services.

4. In the countries of the developing world, the rapid expansion of population and the accelerating influx of people to the towns threaten to destroy the existing settlement structure. The national and cultural identity of these countries will be irredeemably impoverished if the surviving links with their past are allowed to atrophy. None of these links is of greater importance than the indigenous architectural environment which has evolved over centuries in response to local physical and climatic conditions, in terms of settlement structure, house form, building technique and the use of local materials.

Governments should be made aware of the need both to intensify their efforts to maintain the positive qualities of the indigenous urban and rural environment and to provide planning authorities with the responsibility and the authority for protecting their historic towns against the pressures of excessive expansion and industrialisation.

5. To counteract the dangers threatening smaller historic towns, strategies and measures on various levels are necessary:

– Regional policy must take into account the specific needs of smaller historic towns and must ensure their conservation by assigning them a role in keeping with their special structure; above all, the economic function of smaller towns should be selected so as to imply neither disruption nor dereliction of the historic substance and structure.

– In order to accomplish this, there must be coordination at the planning stage of all public authority policies which affect the town including, for example, industrial location, transportation networks and other regional facilities.

– On the local level, too, planning must recognize the need to retain and to enhance the specific values of the town, and aim:

- a) to observe the existing scale of the town in all new developments, to respect its character, its dominant buildings and its relation to the landscape;
- b) to retain the specific visual qualities of urban spaces,
- c) to avoid the destruction of historic elements which, at first sight, might seem to be of minor importance but whose cumulative loss would be irretrievable;

– Methods for surveying, assessing and protecting the character of smaller historic towns must be developed, as a pre-

miss to their conservation. Technical, legal and financial problems should be taken fully into account. The exchange of experiences is an important aid. The UNESCO-ICOMOS Documentation Centre might undertake the collection of relevant information to put at the disposal of all.

– It is, finally, essential to stimulate a sense of pride in their historic environment and a sense of responsibility for its maintenance among the inhabitants of smaller towns and among their political representatives, as a basic condition for the long-term success of conservation policy.

6. In many places, the preservation of smaller towns has largely been the result of local initiative and such worthwhile activities must be encouraged and supported. The problems of urban conservation are, however, growing too complex for private action and purely local initiative. The future must see stronger and more comprehensive national and regional legislation to encourage the conservation of smaller historic towns, and to protect them from the threat of property speculation.

#### INTERNATIONAL SYMPOSIUM ON A NEW LIFE FOR HISTORIC TOWNS (Prague and Bratislava, September 30 – October 5, 1976)

An international symposium, "A New Life for Historic Towns", was held in Czechoslovakia, in Prague and Bratislava, from September 30 to October 5, 1976. It was organized by the Ministry of Cultural Affairs of the Slovak Socialist Republic with the assistance of ICOMOS, under the auspices of the Czechoslovak Commission for UNESCO, and of UNESCO.

The symposium focused on the cultural interest of society in the reanimation and restoration of historic sites, the use of such sites in contemporary society's development, plans for redevelopment of historic sites and on case studies on restoration in Czechoslovakia.

#### RECOMMENDATION:

An International Symposium, "A new life for Historic Towns", was held in Czechoslovakia, in Prague and Bratislava, from September 30 to October 5, 1976. It was organized by the Ministry of Cultural Affairs of the Czech Socialist Republic and the Ministry of Cultural Affairs of the Slovak Socialist Republic with the assistance of ICOMOS, under the auspices of the Czechoslovak Commission for UNESCO, and of UNESCO.

I. Having heard and discussed the papers, the delegates of the international symposium have found:

1. Historic sites, at the source of each individual's history as well as that of communes, regions and countries, have become the most convincing proof of the continuity of human life, of the very meaning of work, of past, present and future creation and of the most authentic evolution in the history of society.

2. Against the background of the progressive integration of the structure of human establishments, historic towns, villages, ensembles and their environment constitute the chief pillar of their development and of progress, in general, from a cultural and functional point of view. Though they often expand and increase the number of their inhabitants, their urban and architectural structures, frequently of great value, can sometimes stagnate and be used in an inappropriate manner.

3. If historic sites are to fulfil their important mission in the development of modern society and if their unique and irreplaceable value is to be not merely preserved, but also fully exploited for the improvement of the environment, they must be protected and rehabilitated.

4. The successful revitalization of historic sites depends fundamentally on the adoption of a planned and scientific approach based on a series of measures of a cultural, legis-

lative, administrative, technical and financial nature, in each State, region and commune.

5. The main guarantee of life in historic towns is an adequate choice of function for them in relation to the development of cities and regions. Today, it is no longer possible to consider historic towns in isolation, but only in correlation with the planning of development in general.

6. The various ways of rehabilitating historic sites should be differentiated according to the value and function of the sites. It is recommended that each State make a list of historic towns and villages and protect them legally, according to their categories, and in view of their historical, social, cultural and artistic value.

7. Appropriate rehabilitation and any new construction in historic sites must be designed to meet the cultural criteria of modern society, while being based on the scientific knowledge of cultural values and historical urban structures, which are to be respected when it comes to establishing land-use and development plans for towns and villages. Historic ensembles should be the basis of the urban and functional layout of existing and future towns and urbanized areas.

8. The revival and rehabilitation of historic sites can be achieved by planned investment, useful to all citizens as well as to the most diverse public organizations. This objective can be attained by carrying out analyses and studies which take account of the real prospects of economic and social development in the historic site or the region.

9. The institutions responsible for the protection of cultural goods and for town and city planning must establish an active policy, especially in the following two ways:

- a) they must integrate projects for the rehabilitation and use of historic sites and towns with other urban plans while respecting the historic morphology and the inhabitants' needs;
- b) they must orientate the economic plans of those bodies responsible at a local and regional level so that they will directly contribute to the improvement of historic areas; coordination between specialists is necessary for this purpose.

II. The delegates to the international symposium, "A New Life for Historic Towns" recommend the representatives of the respective countries at the nineteenth session of the UNESCO General Conference in Nairobi, in November 1976, to approve the international document drawn up in Warsaw in February 1976 and entitled "Draft Recommendation concerning the safeguarding and contemporary role of historic areas". This document can serve as a basis for the formulation of an active policy for the conservation, restoration and enhancement of the historic sites of each State.

The participants greatly appreciated the interest and quality of the papers presented.

They would like to thank the Ministries of Cultural Affairs of the Czech Socialist Republic and the Slovak Socialist Republic, the Czechoslovak Commission for UNESCO and the organizers of the Symposium — the State Institute for the Protection of Historic Monuments and the Conservation of Nature, Prague, and the Slovak Institute for the Protection of Historic Monuments and the Conservation of Nature, Bratislava, for their cordial welcome and for the excellent organization of the Symposium.

## HISTORIC GARDENS

The ICOMOS Historic Gardens Committee held its full meeting at Zeist, in the Netherlands, on the 9th of September 1975, the first day of the ICOMOS/IFLA Symposium (see below). Participants discussed cooperation with the IFLA (International Federation of Landscape Architects), the recruitment of cor-

responding members, and preparations for the Fourth Historic Gardens Symposium to be held in Czechoslovakia in 1977.

### INTERNATIONAL SYMPOSIUM ON THE RESTORATION AND PROTECTION OF HISTORIC GARDENS (Zeist, 9–12, September 1975)

The ICOMOS/IFLA Historic Gardens Committee joined with the Netherlands National Committee of ICOMOS in organizing an International Symposium on the Restoration and Protection of Historic Gardens, held in the Castle of Zeist. At this meeting, the third of the series, priority was given to discussions about the choice of historically correct botanical species for use in replanting historic gardens. An appeal was made concerning urgent work to be done in a number of outstanding gardens throughout Europe. Hopes and intentions defined by the participants are enumerated in the following report:

#### REPORT:

Those attending the 3rd ICOMOS/IFLA International symposium on the protection and restoration of historic gardens, held in Zeist (Netherlands) and lasting from the 9th to the 12th September, 1975.

Draw attention once more to the extent to which monuments and the gardens they stand in are an integral part of each other, and stress the need for both to enjoy the same protection, receive the same attention and be the object of the same archaeological scruples;

strongly emphasize the need to institute laws providing for effective protection of historic gardens (and to see that these are obeyed), and to take measures to help owners bear the cost of upkeep (through subsidies, tax relief, etc. . . .);

Stress the privileged nature of the place occupied by gardens in the urban fabric and within the historic landscape and the need to provide for effective protection and restoration of the private and public parks and gardens lying within built-up areas;

after hearing excellently documented papers on the plants grown in gardens at different periods and acquainting themselves with the studies in historical botany made in connection with the project to restore Het Loo,

Express the hope that

— an inventory be made of the plants, trees and shrubs which may be employed for each historical periods and at each season, when historic gardens are replanted,

— research may be undertaken by botanists with a view to the rediscovery of former species,

— specialized nurseries may be created or maintained in each country on the initiative of the appropriate administrations, for the cultivation of the plants, trees and shrubs required for the restoration of historic gardens, public or private,

— when planting is renewed, the general rule may be to revert to the varieties originally grown,

consider that, in the case of historic gardens in existence which are regularly kept up, it should be recommended that the return to original varieties be made only progressively,

recommend that in each country there be set up a reference centre on historic gardens where all relevant documentary material is centralized, and that in each instance premises be provided (if necessary in one of the rooms of the castle or museums) in which information will be available to the public on the history of the garden being visited.

After hearing numerous speakers point out the dangers threatening the gardens in their respective countries, those attending the symposium have decided to draw up a list of gardens in peril, to be distributed at the final congress which will be bringing European Architectural Heritage Year to a close in Amsterdam in October 1975.

The October 14, 1976 Historic Gardens Committee meeting in Brussels addressed the problem of defining an historic garden or park, protecting it as an historical monument and applying protective measures in practice. The proposed Historic Gardens Inventory and "Provisional Lists" were discussed.

### PLOVDIV SYMPOSIUM ON VERNACULAR ARCHITECTURE (Plovdiv, 24 September – 2 October, 1975)

The Bulgarian National Committee of ICOMOS organized a Symposium on Vernacular Architecture and its adaptation to the needs of modern life at Plovdiv which held session from the 24th September until the 2nd October. 46 specialists from 17 countries attended the meeting, and 40 reports were presented, dealing with topics which ranged from the creation of open-air museums to the integrated conservation of the rural habitat. Apart from visiting the conservation area of Old Plovdiv, a 3-day studytrip enabled members to see fine vernacular buildings and to assess the problems of conversion of such properties to contemporary standards.

The study-trip included visits to the Black Sea town of Nessebar, the ancient capital of Turnovo, the villages of Zheravna, Arbanassi, Bozhentsi, the open-air museum at Etara, as well as the Hellenistic tomb at Kazanlik, distinguished for its unique frescoes.

The proceedings of the meeting will be published as a special issue of MONUMENTUM, XVI, to be prepared by the Bulgarian National Committee, which will include a bibliography on the conservation of vernacular architecture.

#### RECOMMENDATIONS:

The participants in the international symposium of ICOMOS on Vernacular Architecture and its Adaptation to the Needs of Modern Life, at which 17 different countries were represented, express their warm thanks and acknowledgment to the Bulgarian authorities, the Committee for Art and Culture, the Bulgarian National Committee for ICOMOS, the National Institute of Cultural Monuments and the Union of Bulgarian Architects, for the excellent organization of the Symposium and the cordial welcome accorded to them.

Having visited the historical centre of Plovdiv and made a fascinating journey to the town of Nessebar, the villages of Zheravna, Arbanassi, Bozhentsi, the old capital of Turnovo and the open-air ethnographical museum of Etara, and having thus been able to discover and appreciate the cultural heritage of Bulgaria, the participants spent three days in a fruitful exchange of information about the different problems encountered in the conservation and adaptation of vernacular architecture and about the state of this architecture in their respective countries.

Bearing in mind the proceedings and resolutions of the ICOMOS symposia in Strbske Pleso–Brno (Czechoslovakia) in 1971 on the Protection of Folk Architecture and in Salonica (Greece) in 1973 on the Conservation and Revitalisation of Vernacular and Rural Architecture, the participants noted with satisfaction the growing awareness of the importance of vernacular architecture and the development of a more sympathetic attitude towards it. They heard with interest that the recommendation made in Brno that the Executive Committee of ICOMOS should alert UNESCO to the problems within its competence regarding vernacular architecture, was likely to produce concrete results. They re-emphasized the vital importance of educational programmes, curricular and extra-curricular, for increasing the people's awareness of its architectural heritage.

#### CONSIDERING

— that vernacular architecture, in town and country, is an integral part of the patrimony of mankind, which the present generation only holds in trust for future generations;

#### CONSIDERING

— that the definition of vernacular architecture is not at present sufficiently precise and that it is of considerable importance to make the notion more exact and to study its typology and morphology;

#### CONSIDERING

— that with the prospect of a new pattern of economic growth, more careful than in the past to avoid waste and to make the most of existing assets, the vernacular habitat constitutes an invaluable fund of architecture which it would be a folly to throw away, but its judicious use may imply a fundamental recasting of economic planning models and a coordinated policy of decentralization and rural development;

#### CONSIDERING

— that a conservation policy for vernacular architecture can have recourse to a number of different solutions ranging from museum preservation of a building, or its adaptation to modern standards of living, to its rehabilitation in such a way as to restore it to its original function while maintaining its character unimpaired.

#### CONSIDERING also,

— that today a vernacular architecture can offer a more varied habitat and one more appropriate to the permanent needs of man, than modern conglomerations and that its qualities are increasingly sought after above all by the younger generation. They call upon Governments and other authorities concerned at every level:

1. to finish with all speed the listing of the architectural heritage and to include in it the whole wealth of vernacular architecture,

2. to make systematic use of this list in working out a comprehensive conservation policy, embracing not only the systematic analysis of the buildings listed but also the legal, financial, and technical means necessary for their survival,

3. to see to it that there is close and continuous coordination between conservators and urban and regional planners, such coordination being indispensable in drawing up any consequent policy for the safeguarding and rehabilitation of vernacular architecture,

4. while they recognize that the adaptation of certain outstanding buildings in an urban vernacular context to cultural or other public use can make a positive contribution to the revival of a town, they RECOMMEND that the population should be enabled to participate actively in the process of renovating their quarters and care should be taken to give them the possibility of returning to inhabit the same lodgings after rehabilitation and restoration.

5. They observe that rural vernacular settlements can be very well conserved in all their authenticity while maintaining their rural population, even when in some respects agricultural methods have been radically altered, and therefore RECOMMEND the adoption of a general policy having this aim,

6. RECOMMEND that when an old village is abandoned, wholly or in part, a balance should be found between permanent homes, secondary residences and public use for cultural purposes, notably museums,

7. observe that open-air museums, displaying various types of vernacular architecture, can fulfill an educational and scientific role, but RECOMMEND that recourse should be had to this solution only in particular circumstances and in exceptional cases,

8. RECOMMEND that in all the situations referred to, restoration should follow rigorous scientific principles, relying on methodical documentation and that all adaptations should obey the same principles,

9. observe that, although in numerous cases the conservation of an ensemble of vernacular architecture would involve the rejection of all new construction liable to impair its har-

mony, when the inclusion of new buildings may, however, be inevitable, RECOMMEND then, that these conform to the natural environment, as well as to the scale and character of the existing buildings.

10. observe that the implementation of this general policy can be thwarted by the decline of the crafts resulting from the industrial revolution and RECOMMEND that measures should be taken to revive them and to provide favourable conditions for their development.

Finally, the participants recall to the attention of the Executive Committee of ICOMOS the wish formulated at the symposium on Strbske Pleso-Brno in 1971, to set up an international committee for the study of the typology and morphology and of the conservation, adaptation and rehabilitation of vernacular architecture and to lend to it an interdisciplinary character as well as to provide the means for its proper functioning.

The ICOMOS Executive Committee decided in November 1975 to heed the recommendation to establish an international specialised committee on vernacular architecture, and to accept the generous offer of the Bulgarian Government to provide a permanent headquarters and cover Secretariat and meeting expenses. Geographical distribution of membership and corresponding working groups in different regions of the world have been proposed.

#### SECOND INTERNATIONAL SYMPOSIUM ON THE CONSERVATION OF MUD BRICK (Yazd, 6–11 March 1976)

At the invitation of the Iranian Committee of ICOMOS and of the Iranian Ministry of Arts and Culture, and in cooperation with the National Commission for UNESCO, the 2nd International Symposium on the Conservation of Monuments in Mud Brick was held in Yazd (Iran) on March 6–11, 1976. More than twenty nations were represented – from Africa, North and South America, Asia and Europe – by senior officers of their historic buildings departments or by technical specialists in conservation. The meeting was sponsored jointly by ICOMOS and the International Centre for Conservation.

Building on the work of the First Symposium (also held in Yazd in 1972), there were discussions of traditional techniques of repair and maintenance, and of chemical methods of treatment of unbaked earth in buildings, which were critically analysed in the light of field results and of continuing laboratory tests.

Two particular areas of concern were identified: archaeological sites where mud brick remains are uncovered, and living towns and villages where mud brick remains the basic building material. Particular attention was paid to the social consequences of retaining buildings constructed in a material regarded, in many areas, as being low-grade and impermanent.

Participants gained first-hand experience both of great architectural monuments and of humbler dwellings in mud brick in the course of visits to Yazd, Aghda, Nayin and Isfahan.

The meeting resolved to encourage and extend research into the technical properties of unbaked brick, with special regard to the preservation of the rich archaeological and architectural heritage in this material, and to the enormous potential of mud brick in low-cost housing applications.

An appeal was made to the Iranian Government concerning the conservation of towns and villages in mud brick throughout Iran.

The proceedings of the 1st Symposium are available in French, English and Farsi; those of the 2nd meeting will be published in 1977.

The Symposium adopted the following RESOLUTIONS:

#### 1. Archaeological sites

That no archaeological excavations of sites likely to contain the remains of structures in mud brick should be undertaken unless a provisional conservation policy has been established and has been included in the excavation budget agreed upon by archaeologists and the competent authorities. Such a provisional conservation policy should anticipate differing levels of intervention depending upon the importance of the finds. For example,

- a) Sites whose documentary or public importance does not justify the expense of conservation should be backfilled with sand or sieved soil after a complete record has been made including, where appropriate, a photogrammetric survey,
- b) Light shelters should be built as a temporary measure to protect the more important mud brick structures, or as a preliminary to further work when the find forms part of a larger structure to be investigated,
- c) Restoration work should be undertaken for major sites including as necessary, physical stabilisation of the structure, installation of systems of water-proof capping and drainage for horizontal surfaces and refacing for vertical surfaces or chemical treatment in the event of successful results from experiments already in course and after appropriate tests on samples of the material. It should be borne in mind that restoration involves both a heavier initial investment and regular inspection and periodical maintenance work.

All action for the conservation of archaeological sites containing mud brick structures should be undertaken at the earliest opportunity and before decay has set in. Only when sites are adequately guarded can the efficacy of conservation programmes be guaranteed.

#### 2. Ruins

That the conservation of monuments in mud brick subsisting as ruins above ground be undertaken through the application of similar principles with the understanding that a comprehensive survey of such monuments in their existing state is a basic prerequisite of any restoration plan. A stable and coherent structure must be achieved before essential works of drainage and waterproofing (including chemical treatments to satisfy the provisions outlined above) can be undertaken.

#### 3. Buildings in use

That particular attention be given to the need for encouraging and assisting in the regular upkeep of mud-brick buildings, especially external plastering, roofing and drainage, as well as such structural repairs as may be necessary. Restoration should respect the spirit of the Venice Charter and only those modifications dictated by the necessity of rehabilitation (see below) should be permitted.

#### 4. Towns and quarters

That the general principles expressed in relevant ICOMOS Resolutions and in the UNESCO draft Recommendation on the Conservation of Towns and Quarters (1976) be applied to the conservation of towns and quarters in mud brick. There should be a detailed survey and assessment, employing the most up-to-date techniques, so as to determine the capacity of such towns and quarters to be rehabilitated and adapted to modern living standards without losing their character, keeping their typical architectural features and changing the interior arrangement of the rooms only when not architecturally interesting. Each building should be equipped with basic modern sanitation, with a new drainage system, with electrical fittings in the walls and with heating plants to assure a modern standard of comfort. Existing streets should be repaved in such a manner as to provide public services such as sewerage, surface drainage and underground wiring, while retaining their role as meeting places and secondary distri-

butors. The fabric and scale of towns should be retained and transport facilities should be planned in such a way as to guarantee communication without either damaging or isolating traditional mud brick quarters or displacing established communities. All new development should be sited in such a way as to enhance rather than diminish the amenities of traditional quarters whose conservation should enjoy the same fiscal advantages and budgetary and administrative priorities as does the new development.

#### 5. Economic development

That those responsible for development policy in countries possessing a tradition of mud brick architecture be urged to recognize the increasing attractiveness of mud brick and unbaked earth as readily available low-cost building materials for housing constructions requiring unspecialised labour and a relatively small consumption of energy during construction and subsequently, owing both to the low level of technology required for its use and maintenance and to its excellent thermal performance. For these reasons, they recommend further investment in mud brick construction techniques and in improving the durability of mud bricks.

#### 6. Technical research

a) That an improved questionnaire on problems encountered in the conservation of individual structures in mud brick and on results obtained (to include archaeological sites and ruins above ground as well as buildings in use) be prepared by ICOMOS and the International Centre for Conservation (Rome). This questionnaire should be accompanied by an instruction sheet explaining the significance of the questions asked and the sort of answers which might be appropriate. It should be distributed as widely as possible, through ICOMOS and the International Centre for Conservation, and particular efforts should be made to reach the widest range of people concerned, throughout the world, with the uses and conservation of mud brick and unbaked earth, including those in antiquities offices, universities, building research establishments, housing agencies in developing countries, and individual researchers.

- b) That, for the immediate future, laboratory research programmes should put particular emphasis on the following aspects of the conservation of mud brick:
  - mechanical tests of the behaviour of mud brick under varying conditions,
  - analyses of the composition of mud bricks from a range of sources,
  - protection of mud bricks against disintegration and retardation of decay,
  - research into materials suitable for repair of structures in mud brick and for preparation of bricks suitable for restoration purposes.
- c) That the results of these and other researches should be centralised and disseminated in a suitable way by the ICOMOS Secretariat in Paris.

d) That a very limited number of monuments (e.g. an important archaeological site, a major ruin, such as a ziggurat or fortified enclosure, and a mosque or caravanserai) be chosen as pilot projects to be subjected to an exhaustive series of tests under the supervision of an international working group named by the International Centre for Conservation (Rome) and ICOMOS, and with the aid of one or more laboratories of research institutions.

#### 7. Future meetings

That the generous offer of the Turkish delegation to organize a meeting to study the protection of archaeological sites containing mud brick remains, be accepted and that, in preparation for this and other international activities in the field,

appropriate meetings be held through ICOMOS National Committees at the national and the local levels for the study of all aspects of the conservation of mud brick.

#### APPEAL

The 2nd International ICOMOS Symposium on the Conservation of Monuments in Mud Brick, in Yazd, from 6 to 9 March 1976,

Admiring the architectural wealth of the town of Yazd, which is largely built in mud brick, and the delicacy and variety of the forms achieved in this material,

Noting the excellent performance of mud brick in relation to the climate of the region,

Appreciating its outstanding urban qualities as a place to live, on the human scale,

Are convinced that it has the potential to satisfy modern living standards without destroying its fabric and its architectural and townplanning features in the process.

Recalling the Recommendations made by the 1st International Symposium on the Conservation of Monuments in Mud Brick (Yazd, 25–30 November 1972).

Learn with pleasure:

That the University of Teheran has been commissioned by the Iranian authorities to study the conservation of mud-brick buildings of Yazd within the framework of its rehabilitation, sanitation and enhancement and the betterment of the living standards of its citizens,

That the upkeep and restoration of the walls of the old town are planned, and that no new routes will be driven through the town until the results of the University of Teheran study are known, and

Express their gratitude to the Iranian authorities for putting these recommendations into effect.

The Symposium Appeals to the appropriate Iranian authorities:

To take steps to assist in the preparation, with the least delay, of a comprehensive plan for the rehabilitation of the town of Yazd, with the goal of preserving those quarters which are built in mud brick,

To permit, in the meantime, no actions which might damage the character or the fabric of these quarters,

To give the highest priority to the maintenance and reanimation or enhancement of the existing fabric to improve the living conditions of the inhabitants including renewal of external surfaces, drainage, rubbish collection,

To take steps to make the community aware of the actions being undertaken on its behalf in order to stem the tide of emigration from these quarters.

It is also hoped that similar plans will be prepared for other mud brick towns and quarters in Iran.

The Symposium recommends that the Iranian National Committee of ICOMOS hold special meetings to analyse the technical papers read to the Yazd meeting in order to draw practical conclusions from them and to make the results of experiments undertaken in Iran regularly available to the ICOMOS Secretariat, so that they might serve as a guide for the conservation of monuments in mud brick in other countries.

#### COMPARATIVE TERMINOLOGY

#### WORKING GROUP ON THE STANDARDIZATION OF CONSERVATION TERMINOLOGY (Ravello, 9–11 April 1976)

At the initiative of ICOMOS-Italia and the Restoration Faculty of the University of Naples, a small ICOMOS/International Centre for Conservation working group met in Ravello on April 9–11, 1976, to lay the foundations for a multilingual glossary of conservation terms. These terms often pose pro-

blems of translation, leading to misunderstandings in the interpretation of international documents and in the exchange of information.

The meeting examined a list of 54 terms, with their equivalents, prepared by the organizers, established a working method to arrive, wherever possible, at standard definitions of these terms in each language, and to find out their nearest equivalents in other languages. The languages used are, initially: English, French, German, Italian, Russian, Spanish and Finnish. Other languages (particularly Arabic and Asian languages) will be added as work proceeds.

#### RECOMMENDATION:

The participants of the International Study group on the "Definition and standardization, in the principal European languages, of certain terms used in the field of integrated conservation of the architectural and environmental heritage" organized by the Italian Committee of ICOMOS (International Council of Monuments and Sites) at the Instituto di Ricerche per il Restauro architettonico e l'urbanistica dei centri antichi, villa Rufolo, April 9, 10 and 11, 1976;

Considering that to develop in the most effective and accurate manner the concept of the integrated conservation of cultural property both through the exchange of technical information and environmental heritage, it is essential to have to hand the exact definition of the meaning of the principal terms in use in the various European languages;

Recognizing that a complete comparative picture of the technical terminology involved would be a fundamental instrument to promote collaboration among national and international organizations responsible for the conservation of cultural property both through the exchange of technical information as well as in terms of legislation and normative action; Considering that the method defined and used in their researches by the working group of the "Centro Internazionale di Studi per la conservazione ed il restauro dei beni culturali" Roma, and of the "Cattedra di Restauro dei monumenti della Facoltà di Architettura dell'Università di Napoli", and submitted to the examination of the participants of the present meeting has been found valid and acceptable;

In the hope that financial and technical means rapidly be made available to enable work in this important field to be carried on, along the lines indicated;

#### RECOMMEND

1. That a permanent ICOMOS sub-committee be formed with the aims of gathering together all relevant terms in the field of conservation of the architectural heritage, establishing definitions and translations in a number of languages (including, if possible, the languages of the Middle and Far East); and of publishing their work;
2. That, until such time as this sub-committee is formed the Italian Committee of ICOMOS pursue its work, with the benefit of help from the working group (Centro di Roma and Cattedra di Restauro di Napoli) which has already been active in the field, and taking due account of the findings of the present meeting;
3. That the comparative method used for the study of such terminology, as well as the proposed formation of a permanent ICOMOS sub-committee be communicated to all ICOMOS National Committees and to the appropriate international bodies (UNESCO, ICOM, Council of Europe, etc.)

#### ARCHITECTURAL PHOTOGRAVEMETRY (ICAP)

ICAP held its 1975 annual meeting in London on 21–25 September 1975. The Committee's network of correspondents is growing and is helping the Committee to draw up a list of

photogrammetric surveys executed. A report entitled "La Photogrammétrie architecturale en 1973 et 1974", was published and the audio-visual introduction to photogrammetry on which the Committee was working has now received its finishing touches. It consists of two series of slides: (a) principles, equipment, methods; (b) practical application and examples with commentary.

The proceedings of the international symposium held in Athens (12–13 May, 1974) have been published both as a special issue of the review "Photogrammetria" (Editions Elsevier) and in "Photogrammetric Surveys of Monuments and Sites", edited by Dr. John Badekas, of the National Technical University in Athens (North Holland Publishing Co., 335 Jan Van Galenstraat, P. O. Box 103, Amsterdam W). The proceedings of the Lucca Symposium (September 1973) are being printed in Florence. ICAP has maintained its contacts with manufacturers of photogrammetric equipment and is attempting to see that architects' and archaeologists' requirements for supplies of plates are satisfied.

The ICAP chairman and other members of the Committee undertook a large number of national and international engagements in the field. A full report of the year's activities is available from the ICOMOS Secretariat.

In May of 1976, ICAP sponsored an international architectural photogrammetry symposium held in Bonn, which it also helped to organize, holding its own annual meeting immediately afterwards. In July, it took an active part in the 13th International Photogrammetry Congress in Helsinki. Its members also took part in various other national and international events having a bearing on its activities.

#### INTERNATIONAL SYMPOSIUM ON ARCHITECTURAL AND CONSERVATION PHOTOGRAVEMETRY (Bonn, 10–13 May, 1976)

This was the fifth international meeting on the architectural applications of photogrammetry to be held since 1968. The event, which was held under the patronage of the Minister of Cultural Affairs for Rhineland-Westphalia, was organized by the Historical Monuments Conservation Authority for the Rhineland. Other sponsors were ICAP, the Bonn Photogrammetry Institute, the German Photogrammetry Society and the German Union of Surveyors.

Though there were discussions on the subjects habitually broached at such meetings – equipment, methods, specific examples of work – the Bonn Symposium was designed, primarily, to open a dialogue between conservation architects and photogrammetry technologists and to deal with the relations between photogrammetry and the legal aspects of conservation, with special reference to the Hague Convention (May 1954) concerning the protection of cultural property. About a hundred people, from a total of fifteen countries, had been invited to contribute to the study of the various subjects dealt with; acceptances were numerous, thirty-one papers being read in all and a fairly substantial exhibition of documents and equipment being shown on premises close to the meeting hall.

#### ANNUAL MEETING OF THE INTERNATIONAL COMMITTEE FOR ARCHITECTURAL PHOTOGRAVEMETRY Bonn, 14–15 May, 1976

The position was examined with regard to such regular activities or current problems as the extension of the network of corresponding members, circulation of the brochure entitled "The Photogrammetry of Monuments and Sites", the publication of the collection of slides on architectural photogrammetry, the inventory of the surveys made to date, the preparation of the forthcoming review, to be entitled "Architectural Photogrammetry in 1975 and 1976", and the activities of

members of the Committee in the direction of national or international audiences. Over and above these miscellaneous subjects, three points were assigned particular importance, namely, the problem of camera plates, the orientation of research programmes, and the Meydenbauer Archives and the problems relating to them.

The conservation and circulation of the Meydenbauer Archives was the subject of a comprehensive report by Mr. R. Meyer (G.D.R.). Mr. Meyer explained how, between 1875 and 1940, A. Meydenbauer and the Messbildanstalt he had founded in Berlin had built up photogrammetric archives of monuments in Germany and in certain countries in the Middle East. After a number of unfortunate vicissitudes at the end of the Second World War, 17,400 plates were returned to the Historical Monuments Department of the G.D.R., which was doing its utmost to preserve them and had devised a programme for exploiting them by analytical photogrammetry. These records were extremely valuable, since some of the buildings concerned had been destroyed or had suffered serious damage. ICAP decided to take the following two steps to support these efforts on the part of the Dresden Messbildstelle: a) To request the authorities concerned in the G.D.R. to pursue and intensify their efforts to preserve these precious archives under the best possible conditions and at the same time make them available to those departments abroad which so requested (and which would find a complete catalogue of the archives extremely useful); b) To appeal for support to the international organizations concerned, namely, UNESCO, ICOM, the Rome International Centre for Conservation and the ISP.

**THE 13th INTERNATIONAL PHOTOGRAVEMETRY CONGRESS** in Helsinki which took place from July 11–23, 1976 witnessed a report summarizing the activity of ICAP from 1972 to 1976. At a session devoted exclusively to architectural photogrammetry, the following principle reports were presented: the technical progress of architectural photogrammetry, the use of orthophotogrammetry in architectural photogrammetry, the use of analytical plotters in architectural photogrammetry.

The photogrammetry exhibition arranged by the French Institut Géographique National and shown at UNESCO from 30th September to 5th October, 1975 has since travelled under UNESCO auspices to Africa and South America.

#### THE INDUSTRIAL HERITAGE

Industrial monuments and industrial archaeology are of increasing interest to preservationists and other specialists, according to discussions which took place during the November 1975 meeting of the ICOMOS Advisory Committee.

In the United Kingdom and in France, Canada and Yugoslavia, industrial buildings are now subject to the protection of existing legislation dealing with historic monuments. In the United States, a Society for Industrial Archaeology has been established. The US National Park Service's Historic American Engineering Record (HAER) has developed a programme to record and to conserve industrial monuments and to document industrial processes and machinery, as well. In Sweden, industrial properties were among that country's European Architectural Heritage Year projects. Such specific activities undoubtedly reflect a much wider interest in the subject.

#### INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE INDUSTRIAL HERITAGE AND MODERN SOCIETY Le Creusot, 19–22 September 1976

ICOMOS, in cooperation with the International Council of Museums (ICOM) and the Ecomuseum at Le Creusot, France,

sponsored an international conference on "The Industrial Heritage and Modern Society, Sites – Monuments – Museums", which took place at Le Creusot, 19–22 September 1976.

The Ecomuseum of the Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau les Mines invited 60 leading specialists from different parts of the world and specialists from UNESCO and the OECD to study the industrial heritage in industrial societies. The Le Creusot meeting was the first international conference of this scope at which industrial sites and monuments of the 19th and 20th Centuries have been studied as part of the cultural heritage. It was concluded that the expression "industrial archaeology" was an inappropriate way of referring to the whole field of the study, conservation and presentation of the industrial heritage. Suggestions were made for methods and means of applying scientific research to this heritage, and for the precision of action programmes for its conservation.

#### DRAFT CONCLUSIONS:

##### 1. Introduction

1.1 From Antiquity to the Age of Reason, societies in different regions of the world have known the use of processes and techniques that could be termed industrial. (Some examples of these: advanced hydraulic works for irrigation, drainage and the junction of rivers and seas; advanced machines for land and water transport; wind- and watermills; salt and coal mining machinery; lifting equipment for the construction of civil and religious monuments; machines designed for navigation or purposes of military science, for time-keeping and astronomy...) It was only in the first part of the 18th Century A. D. that England first underwent the "industrial revolution" which was to create the type of society we call industrial, characterized by the predominance of an urban population and the widespread use of industrial means of supply, production, fabrication and exchange. Within industrial society, however, we note the persistence, in rural communities, of techniques and processes based on prototypes that go back to proto- and indeed prehistorical times (for example: the harpoon, the digging stick, the hand loom, the hand-driven, bow-driven or stick-driven potter's wheel).

1.2 In view of the multiplicity of industrial phenomena throughout the world, the industrial heritage shall be taken to mean:

- all immovable goods (landscapes, sites and buildings) and movable goods, (plants, equipment, and other fixtures and fittings) which provide evidence of the industrial activities of economically developed or developing societies, including sources of energy and of raw materials, working places, housing, transport facilities and related machinery;
- all written material, graphic, photographic and other documents and records of industrial activities and of industrial sites, buildings, plants and equipment, including such documents as refer to their commissioning and construction; together with such technical, legal, administrative and other texts as deal with the industrial heritage in general;
- industrial products, to the extent that they are essential to the understanding of such activities; all of which must be listed, studied, conserved and interpreted, for purposes of education, culture and enjoyment, through selective, planned action along thematic lines.

##### 2. Research

Research into the industrial heritage should be based on an interdisciplinary approach, encompassing not only technical but also social, economic and cultural considerations. Its tools are those of historical research, including archaeological excavations, physical surveys and all forms of documentary

and other research. The importance of archaeology, in laying the foundations of our knowledge of the industrial past, has led to the widespread use of the term "industrial archaeology" to cover the whole field of research into the industrial heritage. It is, however, one among a number of methods to be used:

#### 2.1 Archaeological investigation

Excavations of industrial sites should be undertaken only by qualified teams of archaeologists, their results should be made available in published form, and unless adequate measures can be taken for their protection the sites should be backfilled with sieved earth in order to preserve the evidence they contain for the future.

#### 2.2 Inventory

Governments should take immediate steps, where this has not been done, to initiate inventories of the industrial heritage, in order to gather together a comprehensive body of material on which future conservation policies can be based. Simple site records should so far as possible be supplemented by measured drawings and photographic or photogrammetric surveys.

#### 2.3 Documentation

Source material should be systematically collected and preserved, including company archives, technical and other handbooks, technical drawings and scale models, archaeological records, photographic records, all other available records of industrial plant, processes and techniques, social activities, life in industrial communities. Particular attention should be given to recording the memories and opinions of men and women, young as well as old, living in industrial societies. All such material should be organized according to internationally agreed standard documentation systems, so as to permit ready access and rapid international exchanges of information, and should wherever possible enjoy legal protection. Local and regional, as well as national, archives should be encouraged to take this works in hand.

#### 3. Conservation

The industrial heritage – comprising landscapes, sites and buildings and their associated equipment – must be understood as a whole. Its conservation implies a range of actions for securing legal protection, for conservation in its present condition, restoration for educational or other purposes, or for adaptation to new uses. In drawing up conservation plans, due account should be taken of the social significance and historical authenticity of what is to be conserved, as well as to purely technological and architectural criteria.

3.1 In the short-term, however, the pace of destruction of the industrial heritage is so rapid that it is necessary to use all available means to protect any site, building or equipment of possible importance. The methods of reserve archaeology will be appropriate when major public works threaten to destroy industrial sites. Only when an adequate inventory has been made will it be possible to adopt a more selective approach.

3.2 Governments should recognize that the industrial heritage forms part of the cultural heritage of the nation and should consequently be considered, either:

- (I) as monuments and sites to be protected as such, or
- (II) as resources to be conserved wherever possible in urban (and other) rehabilitation projects.

3.3 Priorities should be established for the conservation of industrial properties of international significance, national or regional significance, and local importance:

- 3.3.1 a small number of industrial sites of great significance which are still in use might be maintained in activity

because of their outstanding interest, and for educational purposes; plans should be prepared to ensure the economic base of their future operations.

3.3.2 sites and buildings of major importance which have fallen into disuse should be preserved in the most appropriate manner, according to internationally recognized standards of conservation and restoration.

3.3.3 lesser structures which nevertheless form a valuable part of the environment, should be adapted to new uses which will ensure their continued existence.

3.3.4 machinery should be preserved in the most appropriate manner, whether in situ or by transfer to museum collections. Although conservation in situ is generally to be preferred, the advantages of a controlled museum environment for certain unique or highly valuable objects should not be overlooked.

3.3.5 industrial sites and buildings in current use (e. g. railway stations), should be maintained to a satisfactory standard and protected from unnecessary and inappropriate modifications and accretions.

#### 4. Presentation and Animation

Presentation of elements of the industrial heritage, whether in situ or in a museum environment, is necessary for their conservation and for better communication of the historical significance they carry. Where effective presentation implies the restoration of a piece of machinery, it should follow the principles established in other areas of conservation of buildings and objects.

##### 4.1 In situ

Taking into consideration the industrial development of a particular locality, the aim of in situ conservation of industrial sites, buildings, or objects is to make the local community aware of a contextual meaning, that is, a meaning which respects historical, social, economical, and cultural impacts upon or ensuing from particular phenomena of the industrial past. Animation is an especially valuable method and fundamental to presentation of industrial processes which otherwise would be meaningless when taken out of context.

##### 4.2 Museology

Similarly, objects deriving from industrial history must be exhibited in such a manner as to show not only whatever aesthetic or physical value they carry, but more significantly, their import in the context of their invention, development, and function. To these ends, elements of this industrial heritage might be exhibited in contextual groupings for museum presentation, in industrial buildings and sites in order to facilitate interpretation of their history and function, and in open-air museums where an industrial ensemble could be reconstituted and where it would be possible to bring together industrial processes which otherwise could not be viewed as a group.

##### 5. Conclusion

5.1 The study, conservation and presentation of the industrial heritage are important for every country, and should be promoted on a national level. International cooperation is, however, essential if the industrial heritage is to be preserved rationally and economically, for the greatest number of people.

5.2 Therefore, ICOM and ICOMOS should continue their close cooperation in the field:

- (I) in collecting and making available relevant information on national programmes;
- (II) in arranging for the regular exchange of ideas and experiences on specific items such as techniques of conservation, methods of recording, means of interpretation;

(III) in working towards the adoption of international standards in the field;

(IV) in encouraging governments to draft legislation for the protection of the industrial heritage.

5.3 In view of the international relevance of the problem, UNESCO is invited to include in its programme, activities for the conservation and presentation of the industrial heritage.

In view of the growth of interest in the Industrial Heritage which was evinced at the Le Creusot conference and its suggested programme of action, the ICOMOS Executive Committee and, in particular, the United Kingdom National Committee have proposed a joint ICOM/ICOMOS International Committee on the Industrial Heritage.

## TOURISM

ICOMOS aims to encourage the safeguard and to ensure the conservation and enhancement of monuments and sites as a valuable part of the human heritage. For this purpose, the Council is directly concerned with the effects engendered – both positive and negative – by the extremely strong development of world wide tourist activities as concerns this heritage.

The draft programme of the International Specialised Committee on Tourism incorporates the following statement of the role which it must play within ICOMOS:

- The Committee must prove the possibility and the reality of the co-existence of tourism and conservation in order to eliminate all misunderstanding – set up confidential and necessary cooperation – establish a community of interest and action in contrast with the shameless commercial exploitation of tourism by those who use it for their own selfish ends.
- The Committee, therefore, must act on the human level and on the operational level.
- It must be able, in the final resort, to:
  - a) be the spokesman for ICOMOS in the vast sector of international tourism;
  - b) initiate exemplary conservation projects for tourist development.
- Three levels of action are foreseen:
  - 1. on governments, by way of tourist organizations, leading them to consider the active defence of monuments and sites as fundamental to their activities,
  - 2. on users by all methods of communication and by representative groups,
  - 3. on owners (institutional and private) encouraging them to adopt an attitude of cooperation.

ICOMOS is aware that today, more than ever, the action of one isolated body, however powerful it may be in its own sphere, cannot truly influence the course of events. This is why the Council has sought cooperative associations with the large world and regional organizations which, in one capacity or another, share in its concerns and which are likely to contribute to the implementation of a universal, coherent and efficacious effort.

In order to implement its work programme, the Committee met in Brussels on 8–9 November 1976 for an international seminar on the theme of "Contemporary Tourism and Humanism – Perspective 2000". Sponsorship of the meeting was shared among the Belgian Ministre de la Culture néerlandaise, Ministre de la Culture française and Ministre des Communications. Representatives of numerous international organizations directly involved with tourism, including UNESCO, the Alliance Internationale du Tourisme (AIT), the European Travel Commission (ETC), and the World Tourism Organization (WTO), were present and agreed upon the following:

## THE CHARTER OF CULTURAL TOURISM

### I. Basic Position

1. Tourism is an irrefutable social, human, economic and cultural fact. Its impact on the sphere of monuments and sites, in particular, is considerable and can but increase, as its recognized development trends have indicated.

2. Considered in the perspective of the next twenty-five years and in the context of the phenomena of expansion which may confront the human race with serious consequences, tourism appears to be one of the phenomena likely to exert significant influence on Man's environment in general and on monuments and sites in particular. In order to remain bearable this influence must be carefully studied, and at all levels be the object of a concerted and effective policy. Without presuming to meet this need in all its aspects, the present approach which is limited to cultural tourism seems to be a positive step towards the general solution which is required.

3. Cultural tourism is that form of tourism whose object is, among other aims, the discovery of monuments and sites. It exerts a very positive effect insofar as it contributes – to satisfy its own ends – to their maintenance and protection. This form of tourism justifies in fact the efforts which said maintenance and protection demand of the human community because of the socio-cultural and economic benefits which they bestow on all the populations concerned.

4. However, despite the motives of or benefits engendered by cultural tourism as it is practiced today, and as a result of widespread uncontrolled misuse of monuments and sites, exploitative and destructive effects cannot be disassociated from it. Respect of these properties, as well as the basic desire to ensure their role as elements of touristic attraction and of cultural education, implies the definition and implementation of acceptable standards. *In any case, with the future in mind, it is the respect of the world, cultural and natural heritage which must take precedence over any other considerations however justified these may be from a social, political or economic point of view.* Such respect can only be ensured by policies regarding the siting of facilities and of control of the tourist movements based on the limitations of use and of density which may not be disregarded without impunity. Additionally, one must forbid tourist facilities or services which are discordant with the major priority of respecting the existing cultural heritage.

### II. Basis for Action

Resting on the foregoing,

- the bodies representing tourism, on the one hand, and the protection of the natural and monumental heritage, on the other, deeply convinced that the protection and enhancement of many cannot be ensured unless it be in an orderly fashion, i. e. by integrating cultural assets into the social and economic objectives which are part of state, regional and local resource planning,
- acknowledge with greatest interest the measures which each is prepared to take in his own sphere of influence as expressed in the appendices to the present Declaration,
- appeal to the will of the states to ensure the fast and energetic implementation of the International Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage adopted on 16 November 1972 and of the Nairobi Recommendation,
- trust that the World Tourist Organization, fulfilling its aims, and UNESCO in the framework of the Convention mentioned above, shall exert all efforts in cooperation with the signatory bodies and all others who in the future may rally to ensure the implementation of the policy which has been defined as the only one able to protect Mankind against

the effects of tourism's anarchical growth which would result in the denial of its own objectives.

They express the wish that the states by means of their administrative structures, of tourist operators' organizations, and users' associations, shall adopt all appropriate measures to facilitate the *information and training* of persons travelling for tourist purposes inside and out of their country of origin.

Aware of the acute need to change the attitude of the public at large towards the phenomena resulting from the massive development of touristic needs, they express the wish that from school-age onwards children and adolescents be educated to understand and respect the monuments, the sites and the cultural heritage and that all written, spoken or visual information should express to the public the facts of the problem thereby contributing to effective universal awareness.

Unanimous in their concern for the protection of the cultural patrimony which is the very basis of international tourism, they undertake to help in the fight initiated on all fronts against the destruction of said heritage by all known sources of pollution; and they appeal to the architects and scientific experts of the whole world so that the most advanced resources of modern technology may be used for the protection of monuments.

They recommend that the specialists who shall be called upon to conceive and implement the touristic use of the cultural and the natural heritage should receive training adapted to the multi-faceted nature of the problem, and should be associated from the outset in the programming and application of development and tourist facilities plans.

They solemnly declare that their action is to respect and protect the authenticity and diversity of cultural values in developing regions and countries as in industrialized nations since the fate of Mankind's cultural heritage is of the very same nature everywhere in the face of tourism's likely expansion.

## STONE

Following the resignation of the chairman of the joint ICOM-ICOMOS International Centre for Conservation Committee for Stone Conservation, the activities of the international organizations in this field were reorganized. The ICOMOS Committee on Stone Conservation now acts mainly by coordinating the activities of specialized working groups concerned with problems such as standardization of tests and micro-climatic studies of buildings. The ICOM working group is part of the ICOM Conservation Committee.

The International Symposium on the Conservation of Stone (Bologna, June 19-21, 1975) was organized by the Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto under the auspices of ICOM, ICOMOS and the International Centre for Conservation. Over 50 papers were presented at the symposium dealing with the categories of deterioration, treatment and laboratory testing of stone. The proceedings have been published in a 789 page volume by the Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto, via de Pignattari 1, 40124 Bologna.

UNESCO called, on the occasion of the Bologna meeting, a consultation of experts to discuss the feasibility of creating a stone research laboratory, with special reference to the problems of Venice.

Responsibility for circulating information on the whole field of stone conservation has been assumed by the Bologna Centre. An information sheet on the subject was issued by the Centre in February 1976. Also during 1975, the French "Revue des Monuments Historiques" published a special issue devoted to stone disease (available from: Caisse Natio-

nale des Monuments Historiques, 62 rue St. Antoine, 75004 PARIS).

After the 1975 meeting, Dr. Terraca agreed to act as secretary of a coordinating group and working groups were set up on the standardization of physical and mechanical tests (RILEM 25 PEM), biological tests, and the study of chemical and petrographic tests.

## WOOD

As of 1974, upon the recommendation of the chairmen of concerned national committees, the International Specialized Committee for the Conservation of Wooden Structures and Buildings was established. Four of its five members are from different European countries; the fifth is from Canada. Some of the members are architects practicing in the field of historic monuments and the others are scientists in institutes or research laboratories. The Committee will be asked to assist in the preparation of international symposia which may be devoted to different aspects of the conservation of wooden structures.

The revitalized Committee on Wood met twice during 1975, in Rothenburg at the time of the General Assembly and in November at the time of the Executive Committee meeting. These meetings enabled the Committee to establish its priorities and to draw up a programme. On the later occasion, an invitation was received from the Swedish National Committee to hold a working meeting to which participants from countries not represented on the Committee would be invited.

Committee members submitted reports on studies and research into the preservation of wood as a building material and to indicate whether or not they foresee any possibility of financial support from specialized firms in order to facilitate the organization of working meetings and symposia in their respective countries.

Representatives of six organizations and institutions specializing in the study of wood, met at the Hôtel Saint-Aignan on March 22, 1976. Considering the interest aroused by this meeting and the contacts made there, it appears that dependable support can be found in Paris.

The statement of its aims submitted by the International Specialized Committee for the Conservation of Wooden Structures and Buildings is as follows:

### AIMS - ICOMOS COMMITTEE ON WOOD

Wood has been used in monuments and for construction purposes generally from the earliest times. Different species of wood have been employed in every region of the world as structural elements, roofing, decoration, works of art, and also for complete buildings and indeed towns. Wooden constructions in a variety of architectural styles and types, in numerous countries, form an often considerable proportion of the wealth of their architectural heritage.

In order to further the achievement of its aims in the cultural as well as the technical field, the International Council on Monuments and Sites has set up an International Specialized Committee for the Conservation of Wooden Structures and Buildings.

#### Aims

One of the first tasks of the Wood Committee is to undertake an international comparison of research and experience gained in all fields relevant to the preservation and conservation of wooden structures.

To this end, one of the foremost aims is to compile bibliographical information for the ICOMOS Documentation Centre as well as to establish links with specialized institutes and bodies in different countries, and with the International Centre

for Conservation in Rome and the International Council of Museums (ICOM).

The outstanding characteristics of wood as a construction material of living origin, are its resistance, its ease of handling, and the immense variety of its uses and applications in the building trade. Furthermore, it is remarkably durable so long as it is healthy and sufficiently protected against attack by external agents. On the other hand, under less favorable conditions, it is susceptible to many forms of decay which can affect the structural soundness and the survival of wooden buildings.

Research into protective methods to combat the deterioration of wood is undertaken by numerous institutes and by specialized industrial firms which sell products for treatment of wood. Our Committee has to concern itself with the whole of this vast field, including protective measures against the effects of fungi, insects, humidity, and pollution.

Another wide field of research and activity, relevant to construction techniques and architectural principles, is opened up by the development and refinement of methods of conservation and restoration suitable for historic buildings and structures in wood.

Our research into methods of protection, structural repair, and reinforcement of endangered properties, as well as into techniques used in replacing lost elements, will be approached through the classification of different types of wooden construction, structural systems, and roofing.

Today, wood also has an important role to play as an element of construction with widespread and varied usage in the field of contemporary architecture. The development of new techniques is the subject of detailed scientific research which could prove greatly beneficial in application to historic buildings.

## THE UNESCO/ICOMOS DOCUMENTATION CENTRE

At the 15th Session of the ICOMOS Advisory Committee, the Chairman of the International Specialised Committee on Documentation, Mr. Lord, characterized the progress of the Documentation Centre as "making haste slowly". The Committee's efforts had been in the main directed towards clarifying the relationship between the ICOM and ICOMOS Centres and UNES

tres and UNESCO, of which both were the creatures. ICOMOS's stance in the matter had been defined at the Documentation Committee's 1974 meetings in Vienna.

A joint discussion between UNESCO/ICOM/ICOMOS took place during April 1975 in Paris. At that time it was agreed that:

1. UNESCO would provide a subvention to permit the employment of an expert on behalf of ICOM to explore the future lines of development which ICOM might pursue for the maintenance of its documentation program, particularly in respect to its miniaturization and mechanization.

2. the expert would familiarize himself in person at Vienna with a system of miniaturization and mechanization in full operation at the Austrian Bundesdenkmalamt, developed by M. Hans Foramitti, the documentation expert of the Austrian Government for monuments and sites.

3. thereafter the experts for the interested parties would examine together the possibilities, the conditions, and the procedures that would be involved in setting up a joint documentation operation for ICOM and ICOMOS in sponsorship jointly with UNESCO, considering:

- the fundamental bases and the aims envisaged for the respective documentation programmes,
  - the personnel needed, number and kind of training, both professional and clerical,
  - the space required for a joint operation,
  - the equipment that would have to be obtained,
  - the financing necessary for a joint operation,
- all of this in preparation for a subsequent second joint session of UNESCO/ICOM/ICOMOS.

To facilitate the task of the UNESCO expert, it was clear that there would be needed specific statements of what each of the entities would require in order to effect viable joint action in the domain of documentation.

In April 1976, the choice of an expert to be employed by UNESCO for the overall exploration fell upon M. Jean Marie Brouard, Directeur, Chargé de Missions Opérationnelles, Fédération du Bâtiment (U.T.I.), Paris. Mr. Brouard has visited both ICOM and ICOMOS Headquarters, and at the beginning of June 1976 he inspected the documentation installation at the Bundesdenkmalamt at Vienna. His report was released by UNESCO in September, and his findings are at present being studied by the ICOMOS Documentation Committee.

## IVth ICOMOS GENERAL ASSEMBLY

the General Assembly decided unanimously to confer upon the outgoing President of ICOMOS, Prof. Piero Gazzola, the title of Honorary President.

Following the General Assembly, a one-day study trip to Nördlingen and Ellwangen enabled participants to see the remarkable way in which the integrity of the small towns of the region was preserved.

The last two days were devoted to a Symposium on the conservation of smaller historic towns. Specialised papers dealing with the technical problems of conservation of smaller towns were followed by regional reports from every region of the world and by a series of most interesting case studies provided by National Committees.

The proceedings of the Symposium have been published by the Federal German Committee of ICOMOS and are available from the ICOMOS Secretariat in Paris.

In May 1978, the Vth General Assembly will be held in Moscow and Suzdal, at the invitation of the Soviet ICOMOS National Committee and the Soviet Ministry of Culture.

## CONTENTS OF ICOMOS PUBLICATIONS

### MONUMENTUM (semi-annual)

A double issue of MONUMENTUM, XI–XII, deals entirely with the integration of contemporary architecture with ancient monuments and groups of buildings. Specialists from different countries in the world compared and discussed their widely differing views on this subject during an ICOMOS symposium held in Budapest in June 1972, and this issue contains the papers read on that occasion, with numerous illustrations.

MONUMENTUM XIII, a special issue published by US/ICOMOS, is devoted to historic preservation in the United States and considers the question, "What does historic preservation in the United States mean to America and Americans as seen from the perspective of 1976, the bicentennial year?" Articles include discussions of historic preservation in a democracy (the government-private sector partnership in US preservation), the US legal system as it affects the preservation of cultural property, the role of historic preservation in achieving humanitarian and political goals (education, public safety, housing, employment opportunity), historic preservation and the effect of commercial development on cultural resources (to include adaptive use, development rights, land use planning and "the boutique syndrome"). Other articles address historic preservation as a tool for sustaining national myths, historic preservation and leisure and the use of contemporary technology to preserve cultural property (photogrammetry, epoxies, non-destructive testing, documentation, computers). All articles are in English and are summarized with extracts in French. Copies of this special issue can be obtained from ICOMOS, MONUMENTUM Editorial Offices, 95 Groot Begijnhof, 3000 LEUVEN, Belgium.

An upcoming issue of MONUMENTUM, XIV, is at the printer's now.

### BULLETIN (annual)

In 1976, ICOMOS members received issues 2 and 3 of the ICOMOS Bulletin published respectively by the USSR and Federal German National Committees. Both publications include reports on ICOMOS activities and activities of other organizations in the field as well as articles directed toward specialists on the preservation of monuments and historic quarters.

The USSR issue includes the following articles: The Preservation of Monuments at the Present Day, Ancient Cities in the Life of Today, Comprehensive Schemes for the Protection and Use of Monuments of Historical and Cultural Interest, Memorial Museums in the USSR, Open-Air Museums and their Problems, The War Memorials of the Soviet Union and The Study of the Ancient Town of Novgorod in the Light of the Archaeological Evidence.

The contents of the issue published by the Federal Republic of Germany include: A Few Words Regarding Protection and Conservation of Historic Monuments and Buildings in the Federal Republic of Germany; Historic Small Towns in Bavaria and Baden-Wurttemberg, their present situation, conservation and changes.

ICOMOS Bulletin N° 4, published by the Czechoslovak National Committee, carries articles on the Development of Historic Towns in Bohemia, Moravia and Slovakia, or of Historic Cores in Prague and Tabor. The Conservation of Municipal Historic Reservations in Bohemia and Moravia, as well as Objectives of Care for Historic Towns and Rural Ensembles in the Conservation of Historic Reservations in Slovakia, are examined. Other articles treat the Classification of Historic

### Towns in the Czech Socialist Republic and the Protection of Rural Ensembles.

### NEWSLETTER (thrice yearly)

During 1975–76, five issues of the ICOMOS Newsletter (Nos. 5, 6–7, 8, 9) were sent out to members. Beginning with the issuing of Newsletter N° 8 in the Spring of 1976, the Newsletter boasts an improved printed form.

### PROCEEDINGS OF ICOMOS SYMPOSIA

The Proceedings of the 2nd International Symposium on Protection and Restoration of Historical Gardens, organized by ICOMOS and IFLA (Granada, Spain, October 29 – November 4, 1973) and of the International Symposium on the Conservation of Stone I (Bologna, Italy, June 19–21, 1975) have appeared in published form.

The Granada Proceedings published by ICOMOS contain reports of the symposium on the following topics: Islamic Gardens in Iran, Anatolian Turkish Gardens, Problems of Garden Archaeology in the USSR, On the Gardens of Egypt, The Muslim Gardens of the Arabian Peninsula, Les Jardins marocains, Synthèse chronologique et typologique du jardin d'Islam, Brèves considérations sur les jardins-vergers de l'Espagne musulmane, Gardens of India: history, research and orientation, On the Origin of the Patios and Gardens in the Islamic Period in Spain, Le Jardin nasaride, L'Eau dans les Jardins musulmanes de l'Alhambra, Le Jardin dans la Poésie islamique, de l'Agronomie arabo-andalouse, Application des Techniques modernes à la Paléobotanique pour la Restauration des Jardins anciens, Plants Grown in Islamic Gardens of Historical Interest, Dans quelles Conditions la Restauration des Jardins est-elle possible?, Les Jardins de Gaudi. Summaries of reports are in English or French. The publication may be requested from: Secretariado de Publicaciones e Intercambio científico de la Universidad de Granada, Granada, Spain.

The Proceedings of the Bologna Symposium on the Conservation of Stone were published, in a 789 page volume, by the Centro per la Conservazione delle Sculture all'Aperto, via de Pignattari 1, 40124 Bologna. The publication is divided into four parts dealing with the following subjects: Causes of deterioration of stone, Biodeterioration and related problems, Treatment, Field and laboratory tests.

The year 1976 also witnessed the publication of the Proceedings of the First International Conference on the Conservation of Mud-Brick Monuments (Yazd, Iran, November 25–30, 1972) and of the Rothenburg Symposium on the Conservation of Smaller Historic Towns (Rothenburg ob der Tauber, FRG, May 29–30, 1975 immediately following the IV ICOMOS General Assembly in that town).

The Yazd Proceedings were published by the Iranian ICOMOS National Committee. Exhibiting wide international concern for the conservation of mud-brick construction, the reports presented were: Regard sur les Monuments Iraniens en Brique Crue (summary of the Farsi text), Les Conditions Climatiques dans le Kavir et leurs Conséquences pour les Monuments en Brique Crue (summary of the Farsi text), Mud-Brick Construction in the South Western U.S. Past and Present, Conservation of Mud-Brick by Chemical Methods, Le Rôle du Revêtement dans la Conservation des Monuments en Brique Crue, Experiments on Mud-Brick Conservation at Tap-

peh Nuš-e Jan, Italian Archaeological Missions of IsMEO, Mud-Brick in Germany, Dangers courus par les monuments en Brique Crue et Recherches pour y pallier, Idées Générales sur la Conservation des Monuments en Brique Crue, Monuments du Plateau Iranien édifiés en Argile. Texts are in French, English and Farsi.

The Proceedings of the Rothenburg Symposium have grouped reports from speakers into the following four categories: Special grounds for the preservation of smaller historic towns, methods for their preservation, exemples and case

studies, and reports from National Committees. Various aspects of the conservation of smaller historic towns of the following countries or regions of the world were presented: North America, Mexico, Mediterranean, Denmark, South America, Botswana, Scandinavia, Czechoslovakia, Africa South of the Sahara (Ghana), Japan, U.R.S.S., Peru, France, Eastern Europe, Western Europe, Hungary, Spain, FRG, Central Asia. These Proceedings published by the Federal German National Committee of ICOMOS are available from the ICOMOS Secretariat in Paris.